

Sonia Mabrouk : Pourquoi le monde ne tourne pas rond

N° 71 - Avril 2017 - 4 DT • www.leaders.com.tn

Leaders

**2 000 détenus Tunisiens en Italie
Qui s'en occupe ?**



**Khemaies Jhinaoui
Les ressorts
d'une diplomatie
renouvelée**

La Princesse de Galles à Tunis en 1816

HUBLOT

LAPO ELKANN
by Chen Man



Big Bang Unico Italia Independent.

Développé en collaboration avec la marque Italienne. Mouvement manufacture UNICO. Chronographe roue à colonnes, 72 heures de réserve de marche. Boîtier réalisé dans un alliage de carbone et d'aluminium développé exclusivement par Hublot: le Texalium Bleu. Bracelet en jeans bleu, décoré de clous cousus sur caoutchouc noir. Série limitée à 500 pièces livrée avec une paire de lunettes réalisée dans les mêmes matières.

Ben Fannet

Rue Lac Victoria - Les Berges du Lac 1 - Tunis - Tél. +216 71 963 555
Bd Principal - Les Berges du Lac 1 - Tunis - Tél. +216 71 860 475

hublot.com • f • t • i

LE SUCCÈS N'EST PAS INNÉ. IL SE MÉRITE.

LA NOUVELLE BMW SÉRIE 5.



BMW EFFICIENTDYNAMICS.
MOINS DE CONSOMMATION. PLUS DE PLAISIR.

Ben Jemâa Motors S.A. - 16, rue de l'Artisanat - Charguia 2 - Tél: + 216 70 837 355 - E-mail bjm@bjmotors.com.tn
www.benjemaamotors.com - www.bmw-tunisia.com - Facebook: [BMW.Tunisia.Official](https://www.facebook.com/BMW.Tunisia.Official)



Le plaisir
de conduire



La vie est émotions



Offrez à votre **Entreprise** le meilleur du Très Haut Débit jusqu'à **100 Mbps** avec **RAPIDO PRO**

☎ **1288** (50mil/appel)
www.tunisiatelecom.tn

h havas

Dégager ces saltimbanques hideux

“ Sans vergogne, ils s'invectivent à tue-tête, attisant les passions. Fuites, allégations ravageuses, atteinte à l'honneur, carnages en direct : l'horreur est amplifiée par les médias et leurs relais. Tous inconscients de voir le pays s'embraser. Pour ces politiques, patentés ou illégitimes, le débat escompté, censé être programmatique, se réduit au buzz toxique.

L'édito

Chacun veut débaler les dossiers, vrais ou faux, qu'il tient sur l'autre, sans se soucier des dégâts pour l'ensemble. Pillage des biens publics, usurpation de droits, trafic, malversation et autres abus en tous genres n'ont jamais été, il est vrai, aussi dévastateurs depuis la révolution. Les cagnottes sont bourrées. Les cadavres ne manquent pas dans les placards. La guerre des clans mafieux aux lance-bulles puants veut se draper de la dénonciation réciproque.

Jamais la « politique » n'a été aussi sale, aussi répugnante. L'euphorie des premiers jours de janvier 2011 a rapidement cédé la place au désenchantement.

Censées redresser le pays, les forces de l'opposition au régime déchu ont montré leur incompétence à le gouverner. Sans la moindre connaissance du fonctionnement de l'appareil et dépourvus, pour la plupart, du sens de l'Etat, chacun s'est laissé appâter, une fois aux commandes, par les attraits du pouvoir et la tentation des passe-droits.

L'arrière-garde traîne le pas et rechigne à quitter la scène, réconfortée en cela par la voracité de ceux qui veulent la faire dégager, doublée de leur incompétence.

La nouvelle génération incarnant l'antisystème désuet, porteuse d'un futur différent et meilleur, n'est pas encore née. La fabrique de cette nouvelle élite politique, intellectuelle et créative, à même de présider aux destinées de la nation, reste à inventer. Les premiers réformistes tunisiens étaient nourris du siècle des Lumières. Les Jeunes Tunisiens, le Destour, puis le Néo-Destour, les mouvements scouts, la Jeunesse scolaire, l'Uggt, le parti communiste, l'Uget, Perspectives, les ciné-clubs et autres groupes ont forgé, tout au long du siècle dernier, des générations successives de militants, intellectuels et leaders d'opinion. Autour de Bourguiba, ils ont été les bâtisseurs de l'Etat moderne.

Leurs valeurs fondatrices étaient le patriotisme, l'intégrité et l'abnégation. Toute leur énergie, malgré la différence d'idéologie, ils la mettaient au service de la nation, au profit du peuple. Destouriens, gauchistes, nationalistes arabes et autres luttèrent pour des programmes, jamais pour des intérêts personnels. Ils nourrissaient des ambitions, mais pour la Tunisie, voulaient gouverner, non par amour du pouvoir, mais pour réaliser leurs visions. Personne ne songeait à se remplir les poches, à piller les biens publics, à s'arroger des passoires de trafic, à violer la loi et bafouer l'Etat. Ceux qui avaient essayé de s'y hasarder ont été rapidement châtiés par un Bourguiba aux aguets.

Son successeur n'y a pas résisté. Ceux qui sont entrés dans la République par effraction ont cassé le système et brisé les moules. Incapable de régénérer les élites, de cultiver les valeurs et d'endiguer la malversation, le régime a fini par imploser. La vertu s'est étiolée, étouffée par le népotisme, la corruption et la déprédation généralisée. A sonné alors la fin du politique noble, soucieux de l'avenir du pays, mobilisateur pour l'édification d'un Etat fort. Le tohu-bohu exacerbé ces dernières années n'a fait émerger, au mieux, que de guignolesques saltimbanques, hideux, n'amusant plus personne. Ni la Constituante de 2011, ni l'ARP de 2014, et encore moins les partis politiques, n'ont accouché de la nouvelle classe politique tant espérée.

La Tunisie millénaire, génitrice d'illustres figures, est-elle soudainement devenue stérile ?

De nouveaux moules sont à concevoir. La société civile, plus que tous les autres acteurs, doit s'y mettre. Les médias auront à y contribuer utilement. En barrant la voie aux professionnels de l'invective et du buzz. Et en accordant la parole aux autres Tunisiens, jusque-là tenus à l'écart, et aux jeunes pousses qui méritent audience. Le populisme a trop prévalu. Les vrais débats sur les questions fondamentales sont occultés.

Entre-temps, les finances publiques sont à la dérive. L'industrie, notamment le textile et cuir et chaussure, meurt en silence, dans l'indifférence. Des syndicats réclament la tête du ministre de l'Education, menaçant d'une année blanche. La réconciliation politique et économique tarde à s'accomplir. Le plan de développement 2016-2020 n'est pas encore voté. La date des élections municipales n'est pas définitivement fixée. Forcés de se «rassasier» de tant de frustrations, les Tunisiens ne lâcheront pas prise. T.H.

T.H.



• Par Taoufik Hababeb

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieb

CONSEILLER

Hédi Behi

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb
 • Mohamed Larbi Bouguerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot Remadi
 • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz
 • Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi
 • Mohamed Jaoua • Dr Essedik Jeddi • Elyès Jouini • Emma Kallel
 • Noureddine Ketari • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi
 • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla
 • Ahmed Ounaies • Mehdi Taj • Habib Touhami • Riadh Zghal
 • Dr Saadeddine ZMerli • Dr Sofiene Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
 (Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
 (Designer)

Marwa Makni
 (Vidéo)

PHOTOS

Leaders - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
 (Directrice Marketing)

Imen Channoufi

Bourane Ennaïfer Hajem
 (Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa
 • Najah Kharraz • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif
 • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION

Simpact

PR Factory

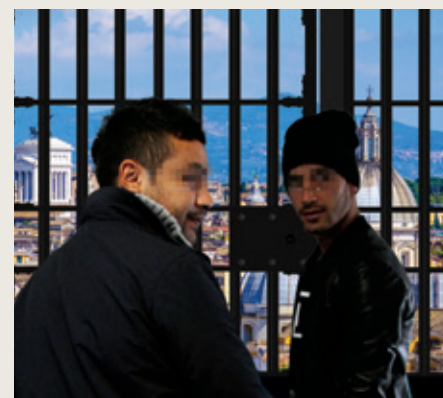
Ennour Building, Cité des Sciences,
 BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
 Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
 abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn
 • redaction@leaders.com.tn
www.leaders.com.tn



S O M M A I R E



P.20



“ Au fond de sa cellule doublement verrouillée par cette nuit hivernale, Samir, 27 ans, est rongé par les remords, livré à son angoisse, abandonné à son sort. Condamné à une longue peine de prison pour vol et trafic de drogue, il ne compte plus les jours qui lui restent à purger et ne sait plus sur qui compter. → ” P.34



“ Il rafle haut la main, à la surprise générale, face à des milliers de chercheurs, le plus grand prix d'innovation technologique en Allemagne. Chokri Chérif, qui bouclera ses 51 ans ce 24 mai, est le porte-drapeau de notre communauté tunisienne pour faire oublier le triste souvenir du terroriste Anis Amri. → ” P.58

En couverture

- 20 Khemaies Jhinaoui : Les ressorts d'une diplomatie renouvelée
- 34 2 000 détenus tunisiens en Italie : qui s'en occupe ?

Nation

- 58 Chokri Chérif : l'enfant de Bourouis qui rend les matériaux intelligents
- 64 Lassaad Zarrouk, P.D.G. de la Star et président de la Ftusa : Le contrat-programme du secteur des assurances sera crucial
- 66 Kamel Chibani : directeur général de la Ftusa : Comment gérer l'assurance des catastrophes naturelles
- 69 Pour une décentralisation réussie Il faut de la clarté quant aux prérogatives des collectivités locales Par Elyès Fakhfakh

Economie

- 73 Quels scénarios pour l'économie tunisienne en 2017 ? Par Hakim Ben Hamouda

Société

- 80 La Princesse de Galles à Tunis en 1816 Par Mohamed-El Aziz Ben Achour
- 86 Sonia Mabrouk : Pourquoi "Le monde ne tourne pas rond, ma petite fille"
- 97 Mariouel Fadhila, revient en force !
- 103 Mohamed Béchir Ben Othman, le banquier chevronné à Tunis, Niamey et Mascate
- 107 Juliette Bessis, l'historienne de la Tunisie, du Maghreb et de la Méditerranée Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

Billet

- 112 A-t-on pensé au jour d'après? Par Habib Kazdaghli



“ Rarement une toute naissante entreprise se trouve à l'origine d'un salon professionnel et que tous deux prendront, en 26 ans, de grandes dimensions et deviennent, chacun de son côté, incontournables. → ”

” P.78



“ Amateurs de golf, régalez-vous ! Rarement vous pourrez jouir du bord de mer, de la forêt et des dunes de sable, dans un écrin de verdure, comme vous en serez comblés à la Cigale Tabarka Golf. → ”

” P.80



“ Regards croisés de deux femmes, l'une à La Goulette et l'autre à Paris, une grand-mère et sa petite fille, sur ce qui se passe en Tunisie, en France et dans le monde, depuis ces dernières années : le récit est époustouflant. → ”

” P.86

Disponible sur

الخطوط التونسية
TUNISAIR



Première rencontre Caïd Essebsi-Trump au G7 ?

Après Elmau en 2015, la Tunisie sera de nouveau invitée au sommet du G7 qui se tiendra les 26 et 27 mai prochain dans la ville sicilienne de Taormine, sous la présidence de l'Italie. Ce groupe des sept grandes puissances réunit les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Le FMI, l'ONU et l'OCDE sont également représentés. Le président Béji Caïd Essebsi aura ainsi l'occasion de rencontrer pour la première fois le président américain Donald Trump, mais aussi le futur président de la France qui sera alors tout fraîchement élu.



... Et Poutine

Une rencontre Béji Caïd Essebsi-Vladimir Poutine se prépare fébrilement. La date du mois de juillet prochain est envisagée entre Tunis et Moscou comme base de travail, mais on ne sait pas encore qui fera le déplacement. Poutine à Carthage ou BCE au Kremlin ?

Commerce extérieur : un guichet électronique

Les circuits parallèles dans les démarches pour l'obtention de licences d'importation seront-ils démantelés ? Longues files d'attente, reviens demain, le dernier dossier reçu deviendra le premier traité, délais excessifs bloquant marchandises sous douane et règlements financiers sous agios: les tracasseries. La solution est pourtant simple : créer un guichet électronique et inviter les opérateurs économiques à remplir les formulaires appropriés en y joignant les documents probants. L'application informatique est à présent lancée. Mise en œuvre d'ici cet été, nous dit-on.



RACING IN STYLE. 1000 MIGLIA >
WORLD SPONSOR AND OFFICIAL TIMEKEEPER SINCE 1988.

MILLE MIGLIA 2018 XL RACE EDITION (168580-3001). CHOPARD MOVEMENT, CALIBRE 03.05-C

Ben Jannet

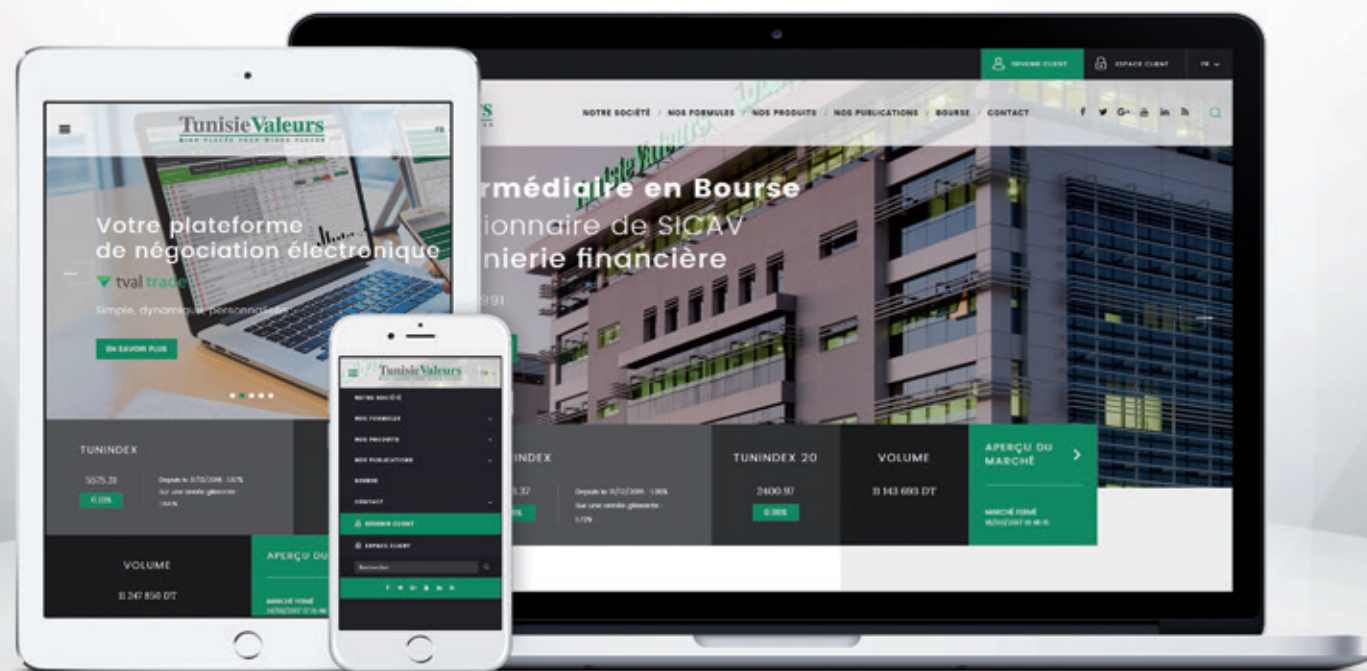
BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475
RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

MILLE MIGLIA
Chopard

Notre site *web* fait peau neuve

Un contenu adaptable pour une expérience optimale

www.tunisievaleurs.com



Personne ne les retient en Tunisie

Moins du tiers seulement des étudiants tunisiens en Allemagne rentrent au pays une fois leur diplôme obtenu. C'est ce que déplore Mohamed Rabah, président de l'Association des diplômés des universités allemandes. «*Au lieu d'exporter des produits finis, manufacturés dans nos usines, nous laissons partir nos ingénieurs*», renchérit Oussama Kheriji, président du Conseil de l'ordre des ingénieurs. La fuite des compétences tunisiennes ne se limite pas à l'Allemagne. La France attire des centaines de médecins, alors que Londres accapare les financiers. Au lieu de s'en enrichir, la Tunisie s'en appauvrit. Allez savoir pourquoi !



Qui dirigera la TFB à Paris ?

Changement imminent à la direction générale de la Tunisian Foreign Bank (TFB), rue des Pyramides à Paris. Hayet Khaïer Gouta, nommée en octobre 2015, n'y sera restée que moins d'un an et quelques mois. Pour lui succéder, un ancien directeur général de banque est pressenti. Subissant des changements fréquents au top de son management, la TFB n'arrive pas à se doter d'une stratégie de renflouement.



Quatre baccalauréats au lieu de quatorze

Le projet de réforme des filières de l'enseignement secondaire a opté pour une spécialisation poussée, couronnée par la mise en place de quatorze baccalauréats différents. Une concertation soutenue avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a permis de réviser la démarche pour se limiter à quatre baccalauréats fondamentaux. Il s'agit des bacs mathématiques, lettres, sciences et technologie. Le cursus commence durant les trois dernières années du secondaire, avec un aménagement préférentiel. Pour tenir compte des aspirations des élèves et encourager leurs vocations, des matières facultatives peuvent en effet être choisies chaque année. Les notes recueillies dans ces matières seront comptabilisées lors de l'orientation pour pondérer les choix.

NOUVEAU MODE DE SOUSCRIPTION ET DE PAIEMENT EN LIGNE

DEVENEZ UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES EN UN CLIC!

UNE EXCLUSIVITÉ TECHNOLOGIQUE CARTE ASSURANCES

VOUS ÊTES UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES

VOUS N'ÊTES PAS ENCORE ASSURÉ CARTE ASSURANCES

DEVENEZ IMMEDIATEMENT UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES OÙ QUE VOUS SOYEZ

- 1 Téléchargez l'application CARTE ASSURANCES ou connectez-vous sur notre site web www.carte.tn
 - 2 Choisissez votre produit d'assurance en ligne.
 - 3 Souscrivez et payez par carte bancaire directement en ligne.
 - 4 Dès la réception de la notification de succès de paiement
- VOUS ÊTES ASSURÉ CARTE ASSURANCES!**



GAGNEZ EN SIMPLICITÉ
 Simulez vos futurs contrats d'assurances, souscrivez et payez directement en ligne par carte bancaire sans avoir besoin de vous déplacer.

GAGNEZ EN PRATICITÉ
 Consultez vos contrats, les encaissements* vos échéances de prime et payez directement en ligne.

SOYEZ AVERTIS
 En recevant des sms et notifications de succès de paiement ainsi que des alertes nouveautés pour être toujours informés.

GAGNEZ DU TEMPS
 Vous recevez vos contrats par e-mail et/ou courrier et recevez vos reçus de paiement par e-mail.

DES QUESTIONS ?

Nos conseillers sont à votre écoute 24h/24 et 7j/7 où que vous soyez à travers les différents réseaux sociaux.



APPLICATION À TÉLÉCHARGER SUR



ET NOTRE SITE WEB

www.carte.tn



Distinction



Hassine Abassi reçoit le Doctorat Honoris Causa au Japon

L'ancien secrétaire général de l'Uggt, Hassine Abassi, a été fait Docteur Honoris Causa de l'Université Shoshida, à Tokyo. Ce doctorat lui a été décerné pour les efforts qu'il a déployés durant le Dialogue national.

Des indicateurs qui nous interpellent

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique révèle ses indicateurs. La filière publique compte 204 établissements supérieurs regroupés autour de 13 universités dont 11 territoriales, 1 thématique, la Zitouna, et l'Université virtuelle. Les centres de recherche sont au nombre de 37 dont près de la moitié en cotutelle avec d'autres ministères, et près de 600 laboratoires et unités de recherche.

Les 20.000 chercheurs et enseignants ont déposé en moyenne durant les cinq dernières années 35 brevets par an. Les causes de cette contre-performance sont multiples : manque de ressources de financement et absence d'incitations suffisantes. Mais heureusement que le nombre d'articles indexés publiés dans des revues scientifiques dépasse les 6 000 par an, ce qui place la Tunisie parmi les Top premiers en Afrique.

LES RÉSULTATS PARLENT D'EUX-MÊMES

* Consultation de vos contrats d'Assurance Vie et Assistance Voyage.

Avec le service SMS Alerte
QNB, suivez vos transactions
bancaires où que vous soyez.

هذه البطاقات تقبل هنا.
These cards are accepted here.
Ces cartes sont acceptées ici.



Service SMS Alerte :

QNB Tunisie développe ses services électroniques et met à votre disposition son nouveau service SMS Alerte qui vous permet de suivre instantanément vos transactions bancaires, à travers la réception d'un SMS sur votre numéro personnel.

Appelez le 36 00 40 00 ou visitez notre site qnb.com.tn

Présidence du Gouvernement

- **Ahmed Adhoum**, ministre des Affaires religieuses



- **Abdellatif Hmam**, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie et du Commerce, chargé du Commerce



Ministère de la Défense nationale

- **Général de brigade Habib Dhif**, directeur général de l'Agence nationale de renseignement, de la sécurité et de la défense

Ministère des Finances

- **Sami Ben Jannet**, directeur général de la Régie des tabacs et des allumettes
- **Sami Ben Mabrouk**, P.D.G. de la société «El Bouniane»
- **Faouzi Ben Khalifa**, P.D.G. de Tunisie Trade Net

Ministère de la Culture

- **Néjib Ayed**, directeur des Journées cinématographiques de Carthage



- **Mokhtar Rassaa**, directeur de la 53e édition du Festival international de Carthage



- **Faouzi Mahfoudh**, directeur de l'Institut national du patrimoine



Ministre des Affaires locales et de l'Environnement

- **Abdemajid Bettaïeb**, directeur général de l'Apal

Ministère de la Santé

- **Dr Sonia Souissi Ben Cheikh**, P.D.G. de l'Office national de la famille et de la population (Onfp)



Tunisair

- **Chaker Mrabet**, directeur général d'Amadeus Tunisie
- **Montacer Bnoui**, directeur général de Tunisie Catering Arab International Lease
- **Noureddine Yaiche**, président du Conseil d'administration

50%

D'ÉCONOMIES SUR LES
COÛTS PAR PAGE AVEC
LES WORKFORCE PRO

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.epson.eu/fr/inkjetsaving

Les résultats parlent d'eux-mêmes. Les tests indépendants sont basés sur des comparaisons effectuées avec des imprimantes laser concurrentes.
epson.eu/fr/wfp



Technologie en harmonie avec l'écologie
EPSON
EXCEED YOUR VISION



EXPORTER NOTRE INGENIERIE FINANCIERE

POUR SUIVRE VOTRE BUSINESS PARTOUT

BH Invest a pour rôle d'accompagner les entreprises, les investisseurs et les particuliers dans leurs croissance. C'est un véritable partenaire et créateur de solutions financières innovantes: Gestion d'actifs, Ingénierie financière, Intermédiation boursière, Analyse & recherches.

Ennahdha

- Imed Khemiri, porte-parole



Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap)

- Dr Leila Saiji Joudane, représentante du Fnuap en Iran



Instance nationale de lutte contre la corruption (Inluc)

Nouveaux membres de l'Inluc

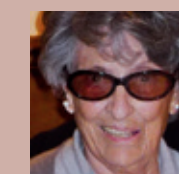
- Mohamed Trabelsi
- Skander Sellami
- Lotfi El Habib
- Najet Souissi
- Khaled El Arbi
- Mouldi Jendoubi
- Mohamed Naceur Jelji
- Abdelmajid Ezar
- Aymen Zriba
- Ali Louati
- Zouheir Hechmi
- Hamid Ben Aziza
- Mohamed Ayadi
- Najoua Bouaâssida
- Lassâad Mssahli
- Toufik Chamhari
- Mounir Graja
- Slaheddine Zahaf
- Chaima Bouhleb

- Emna Jebblaoui
- Meftah Missaoui
- Farhat Toumi
- Abdelkarim Hizaoui
- Ridha Arouri
- Souad Belazzi
- Slim Hentati
- Khemaïs Arfaoui
- Amin Ghali
- Mohamed Habib Mokded

Décès

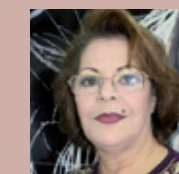


- **Mohamed Béchir (Hamadi) Ben Othman**, ancien directeur général à Paribas et de la Banque de développement du Sultanat d'Oman



- **Mohamed Yahya Ben Yahia**, écrivain

- **Juliette Bessis**, historienne



- **Khadija Ben Arfa**, actrice



- **Abdelmajid Turki**, pionnier de la photogravure numérique en Tunisie

Condoléances

Toute l'équipe de *Leaders* présente ses sincères condoléances à son directeur des rédactions, Hédi Béhi, suite au décès de sa chère et regrettée sœur **Mamia Behi Ben Gamra**. Que Dieu le Tout-Puissant lui accorde Son infinie miséricorde et l'accueille en Son éternel Paradis

3.5x

PLUS RAPIDE EN
IMPRESSION AVEC
LES WORKFORCE PRO

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.epson.eu/fr/inkjetsaving

Les résultats parlent d'eux-mêmes. Les tests indépendants sont basés sur des comparaisons effectuées avec des imprimantes laser concurrentes.
epson.eu/fr/wfp



Drapeau géant

Le rêve réalisé de Khaoula Rachidi



Deux dates resteront gravées dans sa mémoire. Le 7 mars 2012, Khaoula Rachidi, alors étudiante à la faculté des Lettres et des Sciences humaines de La Manouba, ne pouvait supporter qu'un salafiste violent profane le drapeau national et le descende pour le remplacer par la bannière noire des takfiristes. Courageusement, elle s'était interposée pour faire triompher les couleurs tunisiennes.

Cinq ans après, le 20 mars 2017, elle arrive tôt de sa Gafsa natale pour vivre un événement exceptionnel. Sur un mât géant en haut du Belvédère, un immense drapeau flotte allègrement au son de la fanfare de l'armée nationale, sous les vivats. Elle en avait longtemps rêvé...**L**



Khemaies Jhinaoui

Les ressorts d'une diplomatie renouvelée

« Soixante heures de vol au compteur, rien que début mars dernier. Alger, Le Caire, Bagdad, Washington et retour, avec des journées d'intenses entretiens : le ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, arrive à peine à absorber l'effet du décalage horaire. L'intérêt pour la Tunisie et le soutien à son économie, sa sécurité et ses initiatives qu'il rencontre auprès de ses divers interlocuteurs dans chaque capitale visitée le galvanisent. Sous le président Caïd Essebsi, la diplomatie tunisienne retrouve tout son éclat.

Troisième ministre des Affaires étrangères arabe à être reçu à Washington par le nouveau chef de la diplomatie américaine désigné par le président Donald Trump, le ministre Jhinaoui tire de cet entretien des signes fort positifs. Comme de ses rencontres au Congrès et avec d'autres décideurs américains de premier plan.

Qu'en retient-il le plus ? Que rapporte-t-il, aussi, de concret de sa visite en Irak, la première depuis la chute de Saddam ? Après Bagdad, ira-t-il à Damas ? Comment débloquer l'initiative de sortie de crise en Libye ? Où en est la coopération avec l'Union européenne et la négociation au sujet de l'Aleca ? Comment se met en place le dispositif convenu avec l'Allemagne pour les émigrés en situation irrégulière ? Autant de questions auxquelles le ministre Jhinaoui a accepté de répondre.

Mais aussi, à quand le nouveau mouvement diplomatique et selon quels critères ? Y aurait-il de nouvelles ouvertures d'ambassades et de consulats et de nouveaux recrutements de jeunes diplomates ? Pourquoi a-t-il invité les femmes diplomates à rejoindre leurs époux ambassadeurs ? Et que pense-t-il de l'éparpillement de l'Office des Tunisiens à l'étranger, l'Agence tunisienne de coopération technique et autres organismes entre différents ministères de tutelle ?

Et comment se présente l'agenda diplomatique tunisien pour les semaines à venir ?
Interview. →

”



ETATS-UNIS

Comment avez-vous trouvé votre nouvel homologue américain, Rex Tillerson ?

Très agréable ! Au fait de tous les détails des relations historiques entre nos deux pays qui célèbrent cette année le 220e anniversaire de leur établissement. Je lui ai exposé la nature des liens qui unissent nos deux pays et les défis économiques et sécuritaires auxquels la Tunisie fait face. Nous avons également évoqué la nécessité d'explorer de nouvelles pistes de partenariat, notamment l'appui au développement des régions intérieures défavorisées. Lors de la revue du contexte international et régional, nous nous sommes particulièrement attardés sur la situation en Libye. Nos concertations ont également porté sur l'Irak (d'où je provenais), la Syrie, le processus de paix au Moyen-Orient. J'ai perçu un grand besoin de mieux cerner la réalité dans la région.

La nouvelle Administration Trump a annoncé une coupe drastique dans le budget de l'aide publique à l'étranger. La Tunisie sera-t-elle affectée ?

Effectivement, ce budget global sera réduit de 37% et l'un des objectifs de ma mission à Washington était de convaincre les dirigeants américains, tant de l'exécutif qu'au Congrès, de maintenir le niveau de l'aide accordée à la Tunisie au même niveau que celui de 2016, et de le consolider davantage.

Vous avez été entendu ?

Je suis persuadé que nous pourrions compter sur nos nombreux amis à Washington.

Pour l'appui aux régions intérieures, il y a des projets initiés ?

Cette question, j'ai eu l'occasion de l'approfondir avec le président exécutif de la Millennium Challenge Corporation (MCC), Jonathan Nash. La Tunisie est désormais éligible à ce programme. Nous avons pu convaincre ses dirigeants de l'opportunité de cet appui et leur avons proposé un programme ambitieux.


Quelle est l'ambiance aujourd'hui dans la capitale fédérale après l'accession du président Trump à la Maison-Blanche ?

La nouvelle Administration est en train de s'installer. J'ai eu l'occasion de rencontrer, outre mon collègue chef de la diplomatie, Mme Kathleen Troia McFarland, qui est Deputy National Security Advisor to United States President Donald Trump, ainsi que des

présidents de commissions du Sénat et de la Chambre des députés, d'éminents membres du Congrès, des dirigeants de grandes compagnies...

J'ai perçu auprès de tous un réel enthousiasme à comprendre ce qui se passe en Tunisie et dans la région et poursuivre l'approfondissement de notre partenariat qui dépasse la Tunisie pour s'élargir à l'ensemble de la région.

De par votre expérience, pensez-vous que le président Trump introduira des changements significatifs sur la politique étrangère américaine ?

Etant une grande puissance, les Etats-Unis continueront à occuper la place qui leur sied en tant que première puissance économique et en tant que parapluie sécuritaire mondial. Je ne pense pas qu'il y aurait de grands changements majeurs, mais une concentration sur des priorités. 



IRAK

Avant de vous rendre à Washington, vous étiez en visite à Bagdad, la première depuis près de 15 ans. Certains l'ont qualifiée d'historique à plus d'un égard !

Disons qu'elle a été importante. Le dernier ministre tunisien des Affaires étrangères à s'y rendre avait été reçu par Saddam Hussein. La Tunisie fait certes partie des rares pays à y avoir conservé son ambassade ouverte, et au rang d'ambassadeur, mais il faut à présent renouer les fils d'une coopération plus intense. Les Irakiens ont vu dans cette visite la volonté d'un pays frère et ami qui a toujours eu avec leur pays d'excellentes relations et la marque d'un intérêt renouvelé.

Je tiens à saluer l'effort de l'Irak dans la lutte contre le terrorisme. Aussi, la diplomatie irakienne est très active. Le secrétaire général de la Ligue des Etats arabe vient de se rendre à Bagdad, le ministre saoudien des Affaires étrangères aussi. L'Irak sort du giron classique et la Tunisie l'y encourage.

Et sur le plan bilatéral ?

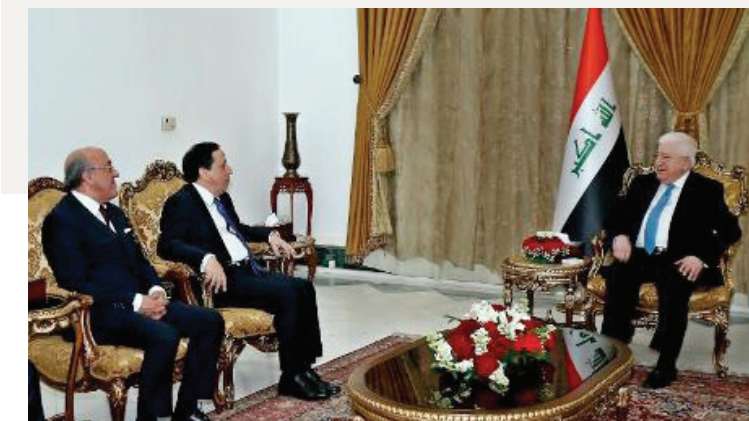
J'ai eu l'honneur d'être reçu par tous les dirigeants irakiens : le président de la République, Fouad Massoum, le Premier ministre, Haïder al-Abadi, mon homologue Ibrahim Jaafari, le chef de l'Alliance nationale irakienne, Ammar al-Hakim, le ministre du Transport, Kadhum Finjan Al-Hamami, et d'autres membres du gouvernement. Leur message est identique : assurons des deux côtés un suivi attentif de tout ce qui a été convenu lors de cette visite.

Il y a des engagements fermes des deux côtés ?

Tout à fait. D'abord, la compagnie Irak Airways reprendra bientôt ses vols sur Tunis. Tunisair, qui avait à un certain moment opéré un vol sur Erbil, étudiera la possibilité d'établir une liaison aérienne avec Bagdad. Ces vols seront essentiels pour promouvoir les échanges commerciaux, l'investissement, le tourisme. Très bientôt, le ministre irakien du Transport viendra à Tunis concrétiser ce projet.

Un forum d'affaires a été aussi organisé à l'occasion de cette visite auquel ont pris part 15 opérateurs économiques tunisiens. En ouvrant ce forum, j'ai été agréablement surpris par l'intérêt manifesté par les participants des deux pays qui ont pu d'ores et déjà conclure de bénéfiques partenariats. J'ai également rencontré un groupe d'investisseurs irakiens dont une délégation se rendra prochainement à Tunis. De même, une campagne promotionnelle en faveur du tourisme tunisien sera bientôt lancée dans les médias irakiens. La Tunisie organisera en octobre prochain, à la veille de la Foire internationale de Bagdad, une grande exposition de produits tunisiens.

Les autorités irakiennes ont évoqué, lors de nos différents entretiens, leur volonté de voir des entreprises tunisiennes participer à la réalisation de grands projets initiés dans le cadre de la reconstruction du pays. Il s'agit notamment de l'électrification où la Steg International jouit d'une grande expérience, mais aussi de nombreux autres secteurs. 




SYRIE



Après Bagdad, vous comptez vous rendre à Damas ?

Il n'y a pas de tabou pour aller en Syrie. Je m'y rendrai dès que les circonstances le permettent. Nous sommes très attentifs aux pourparlers de Genève et espérons qu'ils aboutiront.

La Tunisie est-elle en faveur du retour de la Syrie à la Ligue des Etats arabes ?

La question n'est pas posée, mais la Tunisie n'a jamais cru à la politique de la chaise vide. La Syrie y a toujours sa place et il appartient aux Syriens de désigner leur représentant au Caire. 





LIBYE

Le maréchal Haftar tarde à venir à Tunis. A-t-il annoncé une date ?

Il a été invité comme tous les autres principaux leaders libyens : Aguilah Salah, Abderrahmane Souihli et bien d'autres. Il sera toujours le bienvenu. Il fait partie de la solution. Maintenant, il appartient aux Libyens eux-mêmes de lui conférer la place qui lui revient.

Qu'est-ce qui bloque aujourd'hui l'initiative de sortie de crise en Libye ?

Non, il n'y a pas de blocage. Depuis la signature par les ministres tunisien, algérien et égyptien des Affaires étrangères, le 20 février à Carthage, du document de cette initiative, nous continuons les contacts et les concertations avec les différentes parties prenantes. J'ai récemment reçu les représentants des tribus et dignitaires et nombre d'autres personnalités libyennes et recevrai prochainement d'autres figures. Mes collègues algérien et égyptien poursuivent de leur côté des contacts utiles. Nous nous réunirons bientôt tous les trois, ensemble, pour faire le point de la situation et convenir des prochaines étapes.

La Russie est particulièrement attentive à l'initiative tunisienne de sortie de crise en Libye ?

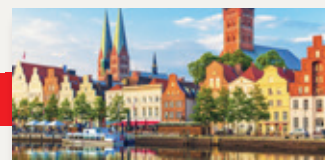
Elle la soutient totalement. D'ailleurs comme les Etats-Unis et un très grand nombre d'autres pays. C'est là une marque de confiance à l'égard de la Tunisie, jugée crédible et sans parti pris. Tous nos partenaires sont disposés à nous y aider. Nous œuvrons à mobiliser un large soutien international pour créer un cadre idoine à même de faciliter le dialogue interlibyen.



RUSSIE

Les invitations réciproques sont lancées entre les présidents Caïd Essebsi et Poutine. Qui sera le premier à faire le déplacement ?

Le président Béji Caïd Essebsi avait adressé dès 2015 une invitation au président Vladimir Poutine à se rendre en visite officielle en Tunisie. Il est lui-même invité à Moscou. Avec mon homologue russe Sergueï Lavrov, nous sommes en contact permanent et y travaillons.



ALLEMAGNE

La Tunisie a signé un accord avec l'Allemagne au sujet du rapatriement de nos ressortissants en situation irrégulière. Les premières opérations ont-elles commencé ?

Il ne s'agit pas d'un accord, mais d'un procès-verbal d'entretiens qui formalise ce qui est en train de se faire déjà. Nous avons convenu de procéder à partir de deux principes. Le premier est l'identification des ressortissants concernés pour s'assurer qu'il s'agit bien de Tunisiens. Le second est de préserver leur dignité et de vérifier leur situation au cas par cas, en leur garantissant l'accompagnement approprié pour leur réinsertion en Tunisie.

Le président Caïd Essebsi avait recommandé, pour faciliter cette identification et répondre rapidement aux demandes sécuritaires, de dépêcher des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur auprès de nos consulats en Allemagne.

Est-ce fait ?

L'essentiel est de faciliter cette coopération et d'accélérer les délais.



À partir de Mars 2017

2 NOUVELLES DESTINATIONS GUINEE CONAKRY ET CONSTANTINE POUR UN RÉSEAU ENCORE PLUS GRAND EN AFRIQUE





**AVEC
VOTRE PLAN
HORIZON,
FRUCTIFIEZ
VOTRE ARGENT
EN TOUTE
SÉRÉNITÉ**

- Placement à **100 % Garanti**
Vous bénéficiez d'un Taux Minimum GARANTI à vie
- Placement à **100 % Gagnant**
Votre argent est fructifié à un taux de rendement performant
Vous bénéficiez d'un cadre fiscal très attrayant
- Placement à **100 % Souple**
Vous êtes libre de changer les montants et les fréquences de vos versements.
Mieux encore votre argent reste disponible à tout moment.

... Vous faites le bon choix !

Assurances SALIM, l'assurance qui respecte ses engagements !



Siège Social : Immeuble Assurances SALIM Lot AFH BC 5- Centre Urbain Nord -
Tunis 1003
Tél.: (+216) 71 184 200 - Fax : (+216) 71 184 284
E-mail : commercial@salim-ins.com
Site Web : www.salim-ins.com




UNION EUROPÉENNE

Comment se présente la coopération avec l'Union européenne et où en sommes-nous dans la négociation au sujet de l'Aleca ?

Il faut rappeler d'abord la tenue, le 1er décembre dernier à Bruxelles, du Sommet Tunisie-Union européenne, qui est une grande première dans les annales de nos relations établies depuis 40 ans. Les entretiens qu'a eus à cette occasion le président Caïd Essebsi avec les plus hauts dirigeants de l'UE ont été très positifs. Je m'apprête à coprésider, début mai prochain, à Bruxelles, avec mon homologue Frederica Mogherini la réunion du conseil d'association Tunisie-UE. Ce sera l'occasion de passer en

revue les différents programmes de coopération économique, sécuritaire et autres, notamment ceux qui profiteront aux jeunes tunisiens à la faveur des 1 500 bourses annuelles du programme Erasmus+.

Et l'Aleca ?

C'est une des composantes de notre coopération. Je ne vous cacherai pas que nous avons des secteurs assez sensibles qui, pour le moment, ne pourront pas résister à la concurrence. Nous devons concevoir en leur faveur des programmes d'accompagnement spécifiques. La partie européenne n'y voit pas d'ailleurs d'objection. 




Un agenda bien chargé

L'action diplomatique tunisienne, menée au plus haut niveau par le président de la République, le chef du gouvernement et le ministre des Affaires étrangères, s'avère intense durant les prochains mois.

Après le Sommet arabe d'Amman (29 mars dernier), le chef de l'Etat est invité au Sommet du G7 les 26 et 27 mai 2017 à Taormine (Sicile), en Italie. D'autres invitations lui sont adressées, comme il aura à recevoir nombre d'hôtes en visite officielle.

De son côté, après son déplacement les 22 et 23 mars dernier à Khartoum, le chef du gouvernement se rendra du 4 au 6 avril au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Son agenda diplomatique est lui aussi fort chargé.

Quant au ministre des Affaires étrangères, il participera notamment à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UMA, prévue début avril à Rabat, se rendra à la fin du même mois en visite officielle au Brésil (et dans un autre pays latino-américain), en Italie, au Japon, au Canada, en Turquie et dans d'autres capitales. Il coprésidera, début mai à Bruxelles, le conseil de l'Association Tunisie-UE.

Aussi, il recevra en visite officielle à Tunis, successivement, pas moins de cinq de ses homologues, à savoir les ministres des Affaires étrangères d'Espagne, de Norvège, de Finlande, d'Autriche et de Hongrie. 



Le département

Certaines de nos ambassades à l'étranger sont encore vacantes depuis le départ de leurs ambassadeurs à la retraite fin décembre dernier. Quand seront-elles pourvues ?

Vous remarquerez bien que ces missions continuent à fonctionner sans en souffrir. C'est la force de notre dispositif. Mais, nous travaillons sur les remplacements. En fait, je n'ai pas voulu procéder à des nominations partielles, préférant, pour plusieurs raisons, les intégrer dans le cadre d'un grand mouvement qui concernera cette année de nombreux postes. D'habitude, ce mouvement est annoncé au cours de l'été. Cette fois, nous comptons le faire d'ici juin prochain.

Sur quelle base ? Allez-vous introduire de nouveaux critères ?

La compétence et le mérite viendront en tête. Il faut encourager ceux qui s'investissent le plus et donner aussi aux jeunes leur chance. C'est essentiel.

Allez-vous procéder à de nouveaux recrutements pour renforcer le staff très réduit du ministère ?

Effectivement, nous négocions avec les services de la présidence du gouvernement et le ministère des Finances la possibilité de recruter cette année, sur concours, un nombre important de nouveaux secrétaires des Affaires étrangères, pour remplacer ceux qui sont partis à la retraite—et ils sont nombreux. J'y veillerai personnellement pour assurer un haut niveau et de grandes aptitudes à servir utilement la diplomatie tunisienne et représenter dignement la Tunisie.

Comment comptez-vous les former ?

Nous avons lancé le grand projet d'une académie diplomatique, conçue sur des bases novatrices. Elle sera chargée de la formation non seulement des diplomates pour le ministère, mais aussi des chargés de la coopération internationale pour les différents autres départements ainsi que la société civile. Cette académie sera par ailleurs ouverte aux pays africains. Le projet est très avancé, le terrain a été choisi - tout près du Campus universitaire - et le schéma de financement, soutenu en bonne partie par un pays ami, est quasiment bouclé. Le chantier démarrera bientôt et l'ouverture est prévue pour 2020.

Vous venez d'ouvrir une nouvelle ambassade à Ouagadougou. Qu'en est-il de la deuxième prévue cette année à Nairobi ?

En très bonne voie. Les précurseurs ont été déjà dépêchés au Kenya pour les préparatifs d'usage. L'ambassadeur sera désigné lors du tout prochain mouvement diplomatique.


Comptez-vous ouvrir de nouveaux postes en 2018 ?

Essentiellement consulaires. Nous redéployons notre réseau en France en ouvrant des bureaux consulaires à Lille, Nantes, Toulon et d'autres



villes, et nous comptons le faire également dans d'autres pays en fonction des besoins de la communauté tunisienne à l'étranger et des moyens disponibles.

La question des couples de diplomates tunisiens à l'étranger se trouvant chacun dans un pays différent a attiré votre attention, notamment pour ce qui est des ambassadeurs. Qu'avez-vous décidé à ce sujet ?

Vous savez, le rôle de l'épouse de l'ambassadeur est essentiel. Il y va de la représentation du pays. Une résidence de Tunisie sans l'épouse n'a pas d'âme. C'est elle qui veille aux détails qui comptent beaucoup, qui étend le réseau d'amitiés et accomplit un rôle social crucial. C'est pourquoi j'ai demandé à ce que les femmes rejoignent leurs époux en poste d'ambassadeurs. De même pour les conjoints dont les épouses sont ambassadrices. 

L'OTE et l'ATCT doivent-ils rejoindre le secrétaire d'Etat chargé de l'Emigration et des Tunisiens à l'étranger ?

• Outre l'assistance consulaire assurée par nos réseaux diplomatiques et consulaires, les Tunisiens à l'étranger réclament plus et mieux d'attention. Surtout ceux qui sont détenus en prison (près de 3 000) et autres cas critiques. Jusque-là, l'Office des Tunisiens à l'étranger relève du ministère des Affaires sociales. L'Agence tunisienne de coopération technique est rattachée au ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale. L'enseignement de la langue arabe à l'étranger est du ressort

du ministère de l'Education. Malgré tous les efforts, la synergie entre les différents opérateurs n'est pas garantie. Comment comptez-vous y parer ?

Si le gouvernement compte parmi ses membres un secrétaire d'Etat chargé de l'Emigration et des Tunisiens à l'étranger, il convient de le doter de tous les instruments nécessaires pour qu'il puisse assumer sa mission. 

Le Partenaire de votre Succès



بنك الأمان
AMEN BANK



Adresse du siège : Av. Mohamed V - 1002 Tunis - Tunisie - Tél.: (216) 71 148 000 - Fax: (216) 71 833 517
www.amenbank.com.tn - Centre de Relation Clients : 71 148 888

مع البنك التونسي أعمل أفار باحسن إيدخار

شارك واربح العديد من الهدايا
من 15 مارس إلى 5 ماي



1 VOITURE

5 PC

5 LED

10 LIVRETS
D'EPARGNE

البنك
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

Photo de famille


Une photo de famille ? C'est une première au ministère des Affaires étrangères, depuis de très longues années. Il faut dire qu'il n'est pas toujours facile de réunir en même temps le ministre, les secrétaires d'Etat, les membres du cabinet et les directeurs généraux, tous appelés à voyager fréquemment. Le chef photo de *Leaders* y est parvenu, à quelques exceptions près.

1ère rangée de gauche à droite

- Bouraoui Limam, directeur de l'information
- Riadh Dridi, chef de cabinet
- Holla Bach Tobji, directeur général de l'organisation et des conférences internationales
- Abderrazek Landoulsi, chargé de mission
- Sabri Bach Tobji, secrétaire d'Etat
- Le ministre,
- Radhouane Ayara, secrétaire d'Etat chargé de l'Emigration et des Tunisiens à l'étranger
- Saïd Bhira, secrétaire général
- Mohamed El Mezgheni, directeur général Europe

2e rangée

- Mahmoud Khemiri, inspecteur général
- Abderraouf Chatti, DG de l'Institut diplomatique
- Mokhtar Chaouachi, DG Amérique-Asie
- Chafik Hajji, DG des affaires consulaires
- Karim Ben Becher, DG Afrique
- Noureddine Erray, chargé de mission
- Moncef Baati, chargé de mission
- Mohamed Ben Ayed, chargé de mission
- Tarak Azzouz, chargé de mission
- Mondher Dhraïef, chargé de mission
- Mustapha Abid, attaché de cabinet
- Lotfi Baalouchi, directeur du Protocole diplomatique
- Samir Koubaa, DG Monde arabe.

D'autres conseillers ne figurent pas sur la photo. 



DOSSIER

2 000 détenus tunisiens en Italie Qui s'en occupe ?



Rome - De l'envoyé spécial de Leaders, Taoufik Habaieb.

Au fond de sa cellule doublement verrouillée par cette nuit hivernale, Samir, 27 ans, est rongé par les remords, livré à son angoisse, abandonné à son sort. Condamné à une longue peine de prison pour vol et trafic de drogue, il ne compte plus les jours qui lui restent à purger et ne sait plus sur qui compter. Sa famille est bien loin en Tunisie, incapable d'obtenir un visa et de se payer des frais de voyage et de séjour pour lui rendre visite. Sa concubine l'a fui. Quant au consulat de Tunisie, il n'en connaît pas les coordonnées. Il ne lui reste plus qu'à choisir entre l'Eglise qui lui apporte de menus secours et quelque réconfort et «les frères» qui l'accablent, avant de lui «offrir la rédemption», c'est-à-dire l'enrôlement. Comme Samir, ils ne sont pas moins de 2 016 autres Tunisiens, dont 13 femmes, à croupir dans les prisons italiennes. En France, on compte officiellement au moins 1 000 détenus tunisiens, hors les binationaux qui sont recensés en tant que citoyens français. Non sans surprise, on découvre des ressortissants tunisiens écroués dans des pays très éloignés, comme le Brésil, le Japon ou l'Australie. Le recensement officiel par les services consulaires relevant du ministère des Affaires étrangères vient juste d'être relancé. Celui des cas «suivis» par le réseau des attachés sociaux dépêchés à l'étranger par l'Office des Tunisiens à l'étranger qui, lui, relève du ministère des Affaires sociales, est très partiel. (Lire les dernières statistiques officielles obtenues par Leaders). →



Entre assistance judiciaire et accompagnement social, qui s'occupe de quoi ? Avec quels effectifs et quels moyens ? Sur la base de quel manuel de procédures et quel système de reporting périodique ? Dans cet imbroglio institutionnel et administratif tunisien, Samir et ses semblables souffrent de l'oubli et de l'isolement qui se traduisent à la longue par un profond ressentiment d'être délaissés par tous. Ou presque !

Une première : les portes de la prison s'ouvrent à Leaders

Nommé ambassadeur de Tunisie à Rome, Moez Sinaoui a reçu des instructions fermes du président de la République : s'occuper tant des relations bilatérales que de la communauté tunisienne, avec une attention soutenue pour les Tunisiens en situation difficile. En visite officielle, début février dernier, dans la capitale italienne, Béji Caïd Essebsi n'a pas manqué de s'en enquêter. La brèche était ainsi ouverte à Leaders pour demander le soutien de l'ambassade auprès des autorités italiennes afin d'obtenir l'autorisation de rendre visite à des détenus tunisiens en prison. Mission quasi impossible, surtout avec les récentes restrictions sécuritaires très fermes. L'appui de l'ambassadeur a fini par nous faire ouvrir les portes de la plus grande prison, celle de Ribibbia, au nord-est de Rome, photographe compris (Lire «*Voyage au cœur de Ribibbia*»). Rencontrer des prisonniers face à face, en toute liberté, selon cependant un manuel de conduites à respecter, les écouter raconter leur abîme et recueillir leurs doléances vous secoue profondément. (Lire les interviews). Pourquoi en sont-ils arrivés là ? Comment pourront-ils s'en sortir ? Qui les sauvera de la récurrence et de la radicalisation, première étape du recrutement des terroristes ?

La fabrique des Anis Amri

Anis Amri, ayant emprunté au départ un parcours identique à celui de nombre de détenus tunisiens en Italie, il a fini abattu à Milan, après avoir commis l'horrible attentat contre un marché de Noël, le 15 décembre dernier, au cœur de Berlin, qui a

fait 12 morts et causé un grand préjudice à l'image de la Tunisie et des Tunisiens. Lui aussi avait embarqué clandestinement en 2011 pour l'Italie (fuyant une condamnation pour consommation de drogue). Lui aussi avait transité par Lampedusa et réussi à s'établir en Sicile. Lui aussi a sombré dans la violence et la criminalité, écopant une peine de 4 ans de prison. Lui aussi a été abandonné à son sort et est devenu une proie facile pour les recruteurs de Daech. On connaît le résultat. Malgré toute l'assistance que les autorités tunisiennes peuvent apporter aux détenus tunisiens à l'étranger, un seul cas délaissé pourrait devenir une véritable bombe terroriste. Les conséquences seront alors bien lourdes pour tous.

Qui sont les détenus tunisiens ?

Le profil générique des détenus tunisiens à l'étranger est édifiant. Il s'agit pour la plupart de jeunes âgés de 20 à 35 ans, issus des quartiers populaires de la capitale, Tunis, ou d'autres villes, et de familles aux maigres ressources de subsistance, ayant quitté l'école primaire à un âge précoce. Particulièrement en Italie, nombre de ces détenus sont arrivés en émigrés clandestins, ont obtenu des permis de séjour, voire —pour quelques-uns— la nationalité italienne. En France, les ressortissants tunisiens issus de la deuxième génération — et à présent de la troisième — sont à prendre en considération. Mais, un peu partout dans le monde, et en dehors des délits d'entrée illégale sur le territoire, la majorité des condamnations est essentiellement pour trafic de drogue, parfois en cumul avec d'autres affaires de violence, vols et escroquerie.

«Exportatrice de terroristes», la Tunisie, qui en a pâti lourdement, risque ainsi de devenir également un pays pourvoyeur de trafiquants de drogue, n'hésite-t-on pas à dénoncer dans nombre de capitales. Plus encore, sous le sceau de l'anonymat, certains officiels déplorent ce grand nombre de détenus tunisiens qui encombrant leurs prisons, souffrant déjà de surpopulation carcérale et augmentant les coûts de détention, en plus des risques sécuritaires post-libération.

Qui s'en soucie directement en Tunisie ? Que fait-on au juste pour endiguer ce fléau ? →

Les Tunisiens en 4^e position

Les détenus étrangers en Italie appartiennent à 144 nationalités. Au top des cinq premières figurent, au 28 février 2017, les ressortissants suivants :

Nationalité	Femmes	Hommes	Total	%
Marocains	47	3 363	3 410	18.0
Roumains	211	2 510	2 721	14.3
Albanais	31	2 508	2 539	13.4
Tunisiens	13	2 004	2 017	10.6
Egyptiens	3	680	683	3.6

Italie : 55 381 détenus, 194 prisons, maisons d'arrêt et centres

L'Italie compte à fin janvier 2017 pas moins de 55.381 détenus, placés sous écrous dans 194 prisons, maisons d'arrêt et centres protégés, selon les statistiques officielles obtenues par Leaders. Parmi eux, les étrangers représentent 35,8%. Ils sont au nombre de 18.971 détenus au total, dont 859 femmes. Quant au personnel pénitentiaire, il serait au nombre de 33.000, selon certaines estimations.

Combien coûte un détenu à l'Etat italien ?


Difficile d'en obtenir le montant exact. Certaines sources interrogées par Leaders l'évaluent entre 200 et 250 euros par jour. Ce montant inclut toutes les charges d'hébergement, de surveillance, de frais médicaux, sociaux, éducatifs, culturels et autres. A titre de comparaison, les coûts en Tunisie, selon le ministre de la Justice, Ghazi Jribi, lors de sa récente audition en commission à l'Assemblée des représentants du peuple, serait de l'ordre de 32 DT par jour.



→Revoir toute la stratégie, concevoir un nouveau dispositif

Si, depuis les premières années de l'indépendance, l'action consulaire relève du ministère des Affaires étrangères, l'encadrement social est assuré par le ministère des Affaires sociales à travers l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE). Pour y donner une marque d'attention particulière, certains chefs de gouvernement sont allés, depuis la révolution, jusqu'à nommer auprès du ministre des Affaires sociales un secrétaire d'Etat chargé de l'Emigration et des Tunisiens à l'étranger. Houcine Jaziri (Ennahdha) en sera le premier titulaire sous la Troïka dans les gouvernements Hamadi Jebali, puis Ali Laarayedh (2011-2014). Il entamera un bon travail. Mehdi Jomaa fera l'impasse sur ce département ! Habib Essid y désignera Belgacem Sabri (indépendant, 2015-2016).

Lui emboitant le pas, Youssef Chahed essaiera d'innover en plaçant, pour la première fois, ce poste auprès du ministère des Affaires sociales. Sans parvenir pour autant à lui rattacher l'OTE. Du coup, avec cette dichotomie, on n'est pas sorti de l'auberge. Même s'il n'y a pas, du moins publiquement, conflit d'architecture, la synergie est loin d'être parfaite, malgré les efforts des uns et des autres. Aux dernières nouvelles, apprend Leaders, un décret de rattachement aux Affaires étrangères est en cours d'élaboration, à la demande de la Kasbah. Est-ce suffisant ? En cinq ans, le ministère des Affaires étrangères a vu son budget fondre (0.63% du budget de l'Etat en 2017), les nouveaux recrutements gelés et les départs à la retraite remplacés pour la moitié seulement. Au siège comme dans les 78 postes diplomatiques et consulaires à l'étranger, les effectifs totaux ne dépassent guère 1 200 agents et diplomates. L'OTE n'en est pas mieux loti. S'il faut élaborer une nouvelle stratégie, il est nécessaire de la doter des effectifs et du budget nécessaires.

Dans l'obscurité de sa cellule, Samir, la voix nouée et le cœur serré, ne veut pas perdre espoir. Il attend, du moins, la lueur du jour... porteuse de bonnes nouvelles. 

Taoufik Habaieb

STAR ASSURANCES تأمينات | عمل علينا

مع "دار السلامة" ،
متهني على داري، متمتع بنهاري

NEW AGE

Pour plus d'informations sur l'Assurance Multirisque Habitation "DAR ESSLAMA" :

star.com.tn

Crédit logement SAKAN sur 25 ans Bienvenue chez vous



FCA

Crédit sakan

Le crédit sakan vous permet d'acquérir ou de construire votre logement. Que vous soyez résident en Tunisie ou à l'étranger, salarié, professionnel ou artisan. Avec un financement à hauteur de 80% du coût de votre acquisition* et une durée de remboursement pouvant atteindre les 25 ans.

* Dans la limite du taux d'endettement



Des professionnels à l'écoute



Le recensement officiel relatif au nombre de prisonniers tunisiens à l'étranger

La mise à jour des statistiques a été relancée par le ministère des Affaires étrangères auprès de tous les postes diplomatiques et consulaires.

Ci-après les données en cours d'actualisation à la date du 21 mars 2017 :

Mission	Nombre de détenus	Genre*		Accusation*	
		Femme	Homme	Droit commun	Terrorisme
Corée	1	0	1	1	0
Dubaï et les Emirats du Nord	6	0	0	0	0
Sénégal	2	0	0	0	0
Serbie	0	0	0	0	0
Beyrouth	2	0	0	0	0
Maroc	9	0	0	0	0
Bulgarie	0	0	0	0	0
Bagdad	13	0	0	0	0
Madrid	26	0	0	0	0
Helsinki	5	0	0	0	0
Jordanie	3	0	0	0	0
Damas	5	1	4	3	2
Damas (selon l'agence des nations unies pour les réfugiés, HCR)	44	0	44	0	44
Roumanie	1	0	0	0	0
Athènes	13	0	0	0	0
Moscou	8	0	0	0	0
Ukraine	2	0	0	0	0
Prague	4	0	0	0	0
Suisse	17	0	17	17	0
Hambourg	43	0	0	0	0
Berlin	96	0	0	0	0
Bonn	111	0	0	0	0
Münich	150	0	0	0	0
Paris	263	0	0	0	0
Marseille	0	0	0	0	0
Lyon	25	0	25	0	0
Grenoble	12	0	0	0	0
Strasbourg	25	0	0	0	0
Nice	0	0	0	0	0
Rome	600	0	0	0	0
Palerme	176	0	0	0	0
Milan	661	0	0	0	0
Tokyo	9	0	9	9	0
Oslo	3	0	3	3	0
Abuja	0	0	0	0	0
Djeddah	7	0	7	7	0
New Delhi	1	0	1	1	0
Sri Lanka+ Maldives+Népal	0	0	0	0	0
France (Pantin)	8	0	8	6	2
Addis-Abeba	0	0	0	0	0
Londres	0	0	0	0	0
Ankara	12	1	11	7	5
Istanbul	14	0	0	0	0
Hongrie	5	0	0	0	0
Lisbonne	1	0	1	1	0
Irlande	1	0	0	0	0
Varsovie	9	0	9	9	0
Australie	2	0	2	2	0
Riyad	3	0	3	3	0
Egypte	2	1	1	1	0
Soudan	1	0	1	1	0
Algérie (Annaba)	23	1	22	23	0
Algérie (Tébessa)	9	0	9	9	0
Brazil	2	1	1	2	0
Qatar	20	2	18	20	0
TOTAL	2 455	7	197	125	53

*Selon les détails obtenus

Combien sont-ils au juste ?

En l'absence d'un fichier central vérifié et mis à jour, les statistiques officielles relatives aux ressortissants tunisiens détenus à l'étranger demeurent très approximatives. Les services consulaires du ministère des Affaires étrangères mentionnent le nombre de 2 457 détenus au 21 mars 2017. Parmi eux figurent 53 détenus poursuivis dans des affaires de terrorisme.

De son côté, l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) indique à Leaders que « le nombre des détenus tunisiens faisant l'objet d'un suivi au titre des années 2016-2017 » dans sept pays s'élève à 739 personnes. Ces pays sont l'Arabie saoudite, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, l'Algérie, la France et le Maroc.

Nous sommes bien loin du compte réel. Dans nombre de pays, les ministères de la Justice et l'administration carcérale publient des rapports mensuels détaillés.

C'est ainsi qu'en Italie, les détenus de nationalité tunisienne sont exactement au nombre de 2 017 dont 13 femmes, à fin février 2017 (voir encadré détaillé).

En France, hors les binationaux inscrits en tant que Français, le nombre des ressortissants tunisiens détenus en milieu fermé s'élevait, au 1er janvier 2014, à 1 002 personnes, selon le bulletin officiel de la Direction de l'administration pénitentiaire, soit 6,9% de la population carcérale étrangère totale. En vingt ans, la série statistique montre qu'il n'a pas beaucoup changé, ayant été de 1 148 en 1994. Ceux qui sont suivis en milieu ouvert étaient au nombre de 685 en 2014.

En Suisse, les statistiques de la Confédération communiquées à Leaders font état, à fin 2015, de 227 détenus de nationalité tunisienne.

On est bien loin des statistiques officielles tunisiennes. Bien qu'ils soient officiels, ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de précaution. Les sources officielles qui les ont établis ne manquent pas de nous préciser qu'ils restent « à finaliser et actualiser »...

La convention de Vienne sur les relations consulaires (faite à Vienne le 24 avril 1963 et entrée en vigueur le 19 mars 1967, voir encadré) stipule bien que « si l'intéressé en fait la demande, les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent avertir sans retard le poste consulaire de l'Etat d'envoi » de sa détention et précise les droits conférés en la matière aux autorités consulaires. Cette notification nominative est quasiment systématique dans la plupart des pays étrangers. Rares sont cependant ceux qui s'y refusent, se drapant derrière la protection de la vie privée, comme c'est le cas en Norvège et aux Pays-Bas. La Tunisie vient cependant d'introduire une demande dans ce sens lors de la récente visite à La Haye du secrétaire d'Etat Radhouan Ayara.

La conclusion s'impose d'elle-même : à quand un fichier unique, centralisé, actualisé, nominatif et fiable ?

Rebibbia, une prison bien célèbre

Terminus de la ligne B du métro de Rome, au nord-est de la capitale italienne. Les graffitis de Zerocalcare sur les murs extérieurs essaient d'apaiser l'angoisse. Le centre carcéral de Rebibbia, l'un des plus grands d'Italie, est redouté de tous. Ici sont détenus de grands criminels, italiens et étrangers, hommes et femmes. →



Le plus célèbre aura été sans doute le Turc Mehmet Ali Agca qui avait voulu tuer le Pape Jean-Paul II, le 13 mai 1981. Le 27 décembre 1983, Jean-Paul II était venu le rencontrer dans sa cellule, lui redire directement son pardon. Ce n'est pas l'unique visite pascale à cette prison romaine, le Pape Benoît XVI s'y est rendu à son tour le 18 décembre 2011.

Entre-temps, la prison était déjà rendue célèbre par un livre-témoignage qui fera le tour du monde : *L'Université de Rebibbia*. C'est le récit du séjour qu'y avait effectué Goliarda Sapienza, romancière de talent, auteure notamment du roman monumental *L'Art de la joie*. Incarcérée dans cette plus grande prison pour femmes, pour un vol de bijoux, elle y découvre un autre univers de déchéance et de souffrance qu'elle décrira en détail et avec émotion. →



→ Un régime aménagé

Les journées au centre carcéral de Rebibbia sont quasi identiques : ouverture des cellules vers 8 h. Fermeture entre 14h30 et 16 h. Réouverture jusqu'à 18h30. Les cellules sont équipées de téléviseurs et les détenus peuvent disposer d'un poste radio et d'un réchaud. Ils peuvent également déposer leurs nourritures dans des réfrigérateurs communs. La douche est accessible.

Chaque détenu est autorisé à passer un appel téléphonique à sa famille une fois par semaine, pour une durée de 10 mn. En cas d'urgence justifiée, une demande additionnelle peut être prise en considération par la direction de la prison. Le numéro de téléphone à appeler doit cependant être validé, pour le détenu étranger, par son consulat. Cette démarche, pourtant anodine, devant juste permettre de s'assurer qu'il s'agit bien d'un parent, peut prendre parfois plusieurs mois. C'est ce que déplorent vivement les détenus tunisiens rencontrés.

Justifiant d'une bonne conduite, chaque détenu peut obtenir une autorisation de sortie pouvant atteindre, en de multiples courtes durées, jusqu'à 60 jours par an. Il sera alors tenu à s'assigner en résidence familiale dans le foyer de son choix, signer chaque jour un registre de présence au poste de police et ne sortir en ville que pendant deux heures, entre 16h et 18h. Les consulats de Tunisie fermant leurs portes à partir de 16h, il lui sera impossible de s'y rendre et y effectuer la moindre démarche.

Aussi, chaque détenu qui n'aura fait l'objet du moindre signalement disciplinaire durant son incarcération bénéficiera d'une remise de peine de deux mois et demi par période probatoire de six mois. ■



Voyage au cœur de la prison

Hautes murailles, miradors aux coins, de grandes portes blindées, caméras de surveillance et des gardiens partout. À l'intérieur, tout est doublement verrouillé. Les hautes normes de sécurité ne dissuadent pas pour autant certains détenus de tenter l'évasion. Mais le plus souvent en vain, comme tout récemment en novembre dernier. →

Construit au début des années 1960, le centre carcéral de Rebibbia groupant différentes unités (hommes / femmes) qui était alors des plus modernes, obéit aux mêmes normes : une administration détachée de la maison d'arrêt, une unité pour les visites d'avocats, des parloirs, des pavillons de cellules, des espaces de formation, d'activités culturelles et des aires de sport.

Directrice de l'ensemble du centre, Rosella Santoro, une quadra, reçoit *Leaders* dans son bureau du premier étage. Ici, tout donne à penser qu'on est chez la doyenne d'une université : une superbe bibliothèque garnie de livres soigneusement rangés, une table de réunion et une directrice au look sobre mais soigné, l'œil vif et l'esprit avant-gardiste. Accéder à son âge à cette haute charge témoigne d'un parcours brillant : de hautes études, des concours et une expérience probante. Cela fait cinq mois qu'elle est nommée à Rebibbia pour y mettre plus d'ordre et assurer de meilleures conditions de détention.

On sonne à la porte. D'un clic de bouton, elle l'ouvre, pour laisser entrer le commandant de sécurité Luigi Ardingi, en uniforme statutaire. Son adjointe, Angela Brescere, qui était déjà à l'accueil, se joindra à la rencontre.

Plus de 1 400 détenus dont 34 Tunisiens sur les 2 000 en Italie

Tenue à une obligation totale de réserve, la directrice Rosella Santoro, à l'autorité affirmée trempée dans une courtoisie naturelle, acceptera cependant de nous dire l'essentiel. La prison (pour hommes) compte en ce début mars 1 400 détenus dont un tiers d'étrangers, de différentes nationalités : Maghrébins, Albanais, Roumains...

Les Tunisiens y sont au nombre de 34, purgeant des peines de diverses durées. Ils sont condamnés essentiellement dans des affaires de trafic de drogue, de vol, de violence et d'homicide. «*Nous nous efforçons de rendre leur séjour le mieux possible dans les conditions réglementaires, dit-elle. Dès qu'ils le demandent, nous les mettons en contact avec l'Ambassade. Aussi, un interprète est à leur disposition en cas de besoin.*» Elle s'en tient à ces →





→ indications, regrettant de ne pouvoir aller plus loin, mais nous invitant à consulter d'autres sources externes.

Un univers ... culturel

Les cellules sont aménagées en trois principaux formats : singles pour des cas spéciaux, triples et sextuples. Comme un peu partout ailleurs, la surpopulation carcérale est inévitable, elle serait ici, officiellement, de 12%. C'est la moyenne en Europe...

Les détenus peuvent accéder à une panoplie d'activités : cours d'alphabétisation et de langues, études scolaires, formation professionnelle, sports, ateliers culturels, théâtre, cinéma...

Le théâtre y prend une dimension particulière. Depuis près de quinze ans, un célèbre metteur en scène, Fabio Cavalli, y dirige une troupe formée de près d'une trentaine de détenus condamnés à de lourdes

peines. Rien que durant les cinq dernières années, les représentations ont totalisé près de 44 000 spectateurs parmi les détenus...

Le cinéma aussi, l'auditorium de la prison a accueilli en octobre dernier les meilleurs films du Festival du cinéma de Rome...

L'obscurité et la dureté de l'intérieur carcéral se trouvent quelque peu adoucies par l'énergie culturelle, sportive et éducative. Même si une prison reste toujours une prison...**L**

T.H.

NOUVELLE QQ
EGAYEZ
VOTRE
QUOTIDIEN



À SEULEMENT
18.760 DT
TTC

*DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT

DÉPOSEZ VOTRE DOSSIER ET RECEVEZ VOTRE RÉPONSE EN 30 JOURS.



31 390 290
Z.I Borj Ghorbel Ben Arous
www.chery-tunisie.com

3 ANS DE
GARANTIE
OU 100.000 KM



PARRAINEZ VOS PROCHES, ILS VOUS DIRONT MERCI



UN CADEAU POUR VOUS, UN CADEAU¹ POUR VOTRE FILLEUL¹

Pour parrainer un proche, il suffit de remplir le bulletin de parrainage puis de le remettre à la personne parrainée afin de le remplir à son tour et de le présenter à l'agence UIB qui lui convient. Votre conseiller de clientèle vous contactera pour vous remettre votre cadeau.

1 - Dans la limite des stocks disponibles. Voir conditions en agence, offre non cumulable, valable jusqu'au 30/06/2017, dans les agences UIB.

Du fond de la prison Ridha, Maher et Hichem



Appelons-les ainsi ! Respect de la vie privée oblige, leur véritable identité est préservée. Trois jeunes détenus tunisiens rencontrés début mars dernier à la prison de Ribibbia à Rome, en présence d'un conseiller consulaire de l'ambassade, Mohamed Ali Mahjoub, ont volontairement accepté de se confier à Leaders. D'autres ont décliné notre invitation et on comprend leurs raisons. Un jeune étudiant tunisien, issu de la deuxième génération, Marwan Hammami, a accepté de nous servir d'interprète avec les autorités italiennes et de « médiateur culturel ».

Du fond de leur détresse, écorchés vifs, portant sur le visage les stigmates de leurs souffrances, ceux que nous avons rencontrés nous interpellent. →



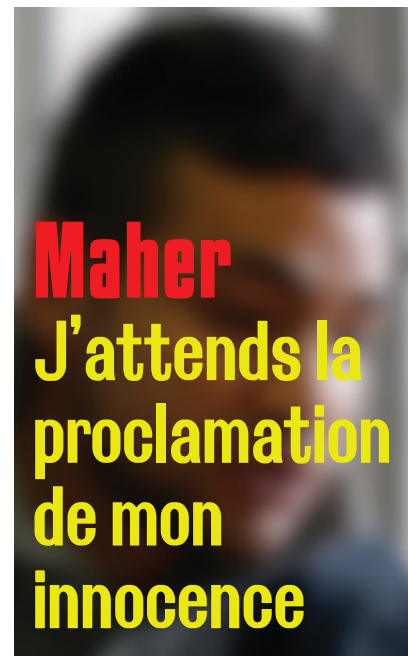
Juste 24 ans. Originaire de Kabaria, marié à une Italienne et père de deux filles. Condamné au total à 10 ans et 4 mois de réclusion criminelle dans différentes affaires : 3 ans et 4 mois pour vol et 7 ans pour trafic de drogue.

J'avais 16 ans alors en 2009, lorsque que j'ai succombé à la tentation de partir clandestinement en Italie. Issu d'une famille très pauvre, renvoyé de l'école primaire, je n'avais d'autre espoir pour m'en tirer que d'aller en Europe. Je ne peux pas vous l'expliquer: c'était plus fort que moi. Evidemment, avec le recul et l'expérience, aujourd'hui je ne l'aurais jamais fait. Je n'en avais guère mesuré les conséquences et encore moins cru combien cela allait être dur...

Parti des côtes libyennes avec des amis de quartier, j'ai été débarqué à Lampedusa. De la Sicile, je suis monté au nord, à Padova, et essayé d'y trouver du travail. Ça a été très difficile. Quelques incartades m'avaient renvoyé dans des centres de correction pour mineurs. Encore très jeune, je devais faire face à tant d'épreuves. Remis en liberté, j'ai dû vivoter en effectuant des petits boulots.

Ayant fait la connaissance d'une Italienne, nous avons commencé à vivre ensemble et eu deux filles, aujourd'hui âgées de 5 et 4 ans. Pour régulariser ma situation, nous avons décidé de nous marier et c'est ainsi que je suis rentré à Tunis en mars 2014. A mon retour à Rome, j'étais arrêté à l'aéroport, ayant été condamné par contumace. Je ne connaissais pas un avocat pouvant assurer ma défense, et n'ai pas pu contacter le Consulat. Du coup, les délais de recours en appel étaient épuisés et me voilà livré à mon sort. Aujourd'hui, je ne réalise jamais assez combien j'ai fauté. Je veux m'en sortir et ne plus jamais revenir ici. J'essaye toujours d'éviter les autres détenus tunisiens, ils ne m'apportent rien d'utile. Ils ont les mêmes problèmes que moi. Autant fréquenter d'autres détenus.

J'ai déjà obtenu un diplôme en menuiserie et je prends actuellement des cours de formation en pizza et en électricité. Cela me sera peut-être utile à ma sortie de prison.



28 ans. Originaire de Bizerte, natif de Sfax où ses parents s'étaient établis. Marié à une Italienne. Condamné à 8 ans et deux

mois, pour tentative de meurtre. Recours en cassation introduit.

C'était en décembre 2010, quelques jours seulement avant le déclenchement de la révolution. Tous les horizons m'étaient fermés. Je ne savais plus quoi faire. J'avais pourtant un métier, soudeur, un emploi dans une entreprise de renommée, mais j'étais habité par une mal-vie totale. Surpris en état d'ébriété, j'ai écopé 45 jours de prison. Cette courte expérience carcérale en Tunisie m'avait encore plus poussé au ras-le-bol. J'avais des amis à Kerkennah qui pouvaient m'aider à partir pour l'Italie, à un prix d'ami: 800 D seulement. Je n'ai pas hésité à rompre les amarres, du port d'El Attaya...

Commencera alors mon errance depuis Lampedusa, à Catania, puis Rome. Les petits boulots. J'ai fait la connaissance d'une Italienne et nous avons vécu en concubinage. Le hasard aura voulu que je l'épouse ici même, dans cette même salle, quand j'ai été incarcéré dans cette prison en 2015, et je vous dirai pourquoi.

En avril 2014, j'étais rentré en Tunisie pour un mois. Revenu en Italie, tout commençait à s'améliorer pour moi. Jusqu'à cette fatidique journée de mars 2015. J'ai alors eu une altercation avec un compatriote tunisien. Ça s'est mal passé et il m'a accusé d'avoir tenté de le tuer en lui tirant dessus. Au départ, c'était une simple altercation pour laquelle je n'ai été retenu au poste de police que pendant trois jours, puis remis en liberté. Mais, ça s'est par la suite rapidement compliqué et me voilà condamné à 8 ans et deux mois. Clamant sans cesse mon innocence, j'espère voir la vérité éclater au grand jour et obtenir, en cassation, un non-lieu. ■

DANS UN MONDE QUI CHANGE, CARTHAGE VIBRE AUX RYTHMES DU JAZZ.



Jazz à CARTHAGE®

UBCI PARTENAIRE OFFICIEL
DE JAZZ À CARTHAGE



UBCI GROUPE BNP PARIBAS



FONDATION
BNP PARIBAS



Assurance
MULTIRISQUE
HABITATION



Assurance AUTO



Assurance RISQUE
DES ENTREPRISES



Assurance CHAUFFEUR



Assurance
RESPONSABILITÉS
CIVILE EXPLOITATION
SPORT NAUTIQUE



Assurance MALADIE



Assurance
MARITIMES SUR
CORPS DE PLAISANCE
OU BÂTEAU DE PLAISANCE



Assurance
TRANSPORT
SUR FACULTÉS

تأمّنك
وأطمئنك

www.assurancesami.com

06/767522 / 95 60 22 80

Hichem C'est très dur!

24 ans. Originaire d'Ezzahrouni. Père d'une fillette. Condamné à 2 ans et sept mois. C'était en 2009.

J'avais 15 ans et j'étais exclu de l'école primaire. On est six enfants à souffrir de conditions très pénibles : un père au chômage et une mère s'ingéniant à subvenir à nos besoins en effectuant des travaux de couture pour les voisins. Aîné de la fratrie, je me sentais responsable de faire quelque chose tant pour alléger les charges sur ma mère que de contribuer aux maigres ressources de la famille. L'unique issue à mes yeux, alors, était de partir rejoindre mon oncle établi en Italie. J'y voyais le grand salut ! Une filière d'émigration clandestine s'offrait alors aux jeunes comme moi. Le prix était élevé, mais comme j'ai recruté trois autres candidats pour partir avec moi, j'ai obtenu une remise spéciale et n'ai payé à l'époque que mille dinars.

Pour embarquer, il fallait se rendre en Libye, attendre que le passeur décide du moment opportun. La traversée s'est effectuée par une nuit houleuse, très risquée. Les mots ne suffisent guère à la raconter. Etant mineur, j'ai été placé dans un centre spécialisé jusqu'à l'âge de 18 ans. Puis, je devais me débrouiller. Mon oncle, père de deux enfants, était lui-même dans une situation difficile. Il ne pouvait pas me prendre en charge durablement. Il fallait que

je trouve du travail. Ayant des connaissances en tôlerie automobile, je parvenais, en de rares occasions, à trouver un boulot, pour quelque temps seulement. Pendant ce temps, je me suis installé en concubinage avec une Italienne qui m'a donné une fillette, aujourd'hui âgée de 1 an et quelques mois.

Un premier démêlé à la justice m'a coûté une arrestation provisoire en 2014. Remis en liberté, j'ai essayé de m'en sortir, croyant que l'affaire était close. Mais, voilà qu'un beau jour de juillet 2016, alors que je me promenais avec ma concubine et notre bébé en poussette, je me suis fait interpellé et arrêté sur-le-champ. Un jugement était prononcé à mon encontre pour trafic de drogue. Je purge ainsi une peine de 2 ans et 7 mois de prison. Je suis placé dans une cellule à trois détenus, nous étions tous Tunisiens. La prison, c'est atroce.

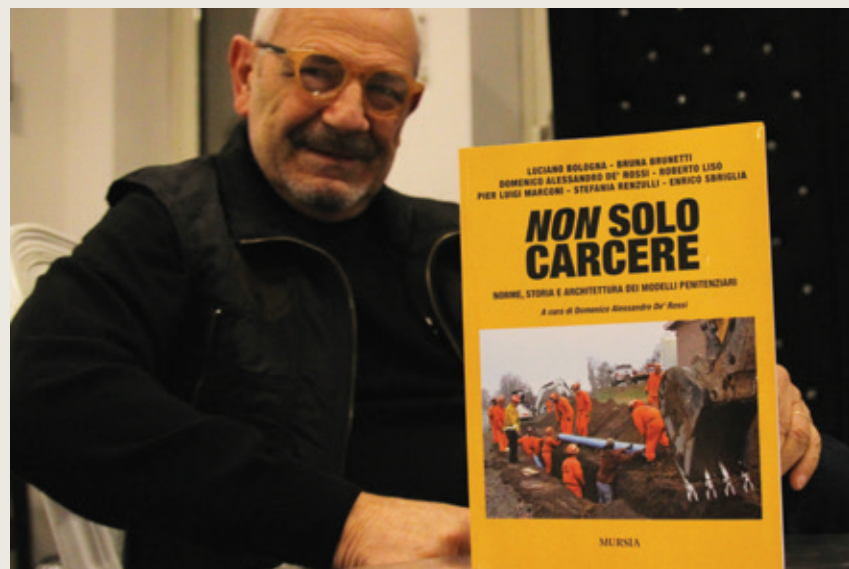
Avant, j'appelais ma mère pratiquement tous les jours. A présent, j'attends encore la validation de son numéro de téléphone par le consulat pour pouvoir la contacter. C'est très dur pour moi, comme pour elle. ■



Pr Domenico Alessandri De Rossi

La prison doit être comme un hôpital : en sortir guéri !

La prison ne doit pas être conçue comme une peine à purger, mais une épreuve que le détenu se doit d'affronter pour procéder à un examen de conscience, se réhabiliter et changer de comportement. Tout doit y concourir, de l'architecture à l'accompagnement psychologique, éducatif et culturel. A 70 ans, le Professeur Domenico Alessandri De Rossi, architecte de profession et membre de la Ligue des droits de l'Homme, milite en faveur de cette noble cause. Son livre Non Solo Carcere, élaboré avec une équipe de spécialistes dans divers aspects des questions carcérales, fait référence en la matière. Architecte d'aéroports à l'origine, son engagement pour les droits humains le mettra sur ce dossier jusqu'à en devenir l'un des spécialistes, du moins en Europe.



Cette intégration est importante pour faciliter les visites mais aussi amortir le poids de l'isolement. L'architecture doit être appropriée, prévoyant des espaces suffisants pour des ateliers professionnels, des salles de cours, des centres culturels et sportifs.

«L'essentiel, affirme-t-il, n'est pas la cellule, mais tout le reste. Le régime de détention doit favoriser la réhabilitation et encourager le bon comportement. Il s'agit d'observer le détenu, de lui offrir une chance, de l'aider, et à chaque effort fourni, il faut le récompenser, en l'installant dans une cellule plus confortable, mieux aérée, l'inscrire dans plus d'activités, lui octroyer davantage d'autorisations de sortie et autres. Graduellement, il faut le responsabiliser jusqu'à lui permettre de garder les clés de sa cellule lorsqu'il part le matin travailler dans un atelier professionnel. Evidemment, des précautions rigoureuses sont à prendre à l'égard des détenus dangereux qu'il convient d'isoler sous haute surveillance.»

Moins de surveillants, plus d'éducateurs

«Ce principe de sélectivité des détenus et de suivi personnalisé, sur la base du respect, doit s'accompagner, pour le Pr De Rossi, par deux facteurs importants. Le premier consiste à introduire davantage de technologies dans la surveillance afin de pouvoir réduire le nombre de gardiens et d'accroître celui des éducateurs et médiateurs culturels et professionnels. Le second consiste à assurer une formation appropriée du personnel pénitentiaire. Il s'agit d'imprégner non seulement les gardiens en contact direct — mais aussi l'ensemble du personnel — de connaissances historiques, géographiques et culturelles afin de les aider à mieux comprendre les détenus dont ils ont la charge, leurs us et coutumes, leur cuisine, les interdits alimentaires et autres. Cette connaissance, couplée au respect, est fondamentale pour la sérénité des rapports et l'apaisement des tensions pouvant surgir.»

T.H.

L'essentiel n'est pas la cellule

Quelles solutions propose-t-il ? *«Une approche globale, recommande-t-il. D'abord aménager des prisons de tailles moyennes, pour 400 à 500 détenus au plus, de préférence intégrées aux villes.*



SIMPAR
ISO9001

La société immobilière et de participations SIMPAR, fondée en 1973, est l'un des principaux acteurs de l'immobilier en Tunisie. Société mère du groupe immobilier de la Banque Nationale Agricole (BNA) et acteur historique de l'économie sociale et solidaire, notre société s'appuie sur un savoir-faire de plus de 45 ans.

Au rang des tout premiers promoteurs immobiliers en Tunisie, nous participons depuis les années 70 à l'édification, la construction et la modernisation du parc immobilier tunisien.

Actuellement la SIMPAR commercialise deux projets finis de type R+2 : une résidence de Très H.S. « LA COURONNE » sur les hauteurs d'Ennasr 2 et une autre résidence de H.S. « LES MIMOSAS » à la banlieue nord de Tunis à Marsa Erriadh ainsi qu'un projet en cours de finition de type R+6 à el Mourouj 6.

Prochainement SIMPAR commercialisera une résidence de Très H.S. aux Jardins de Carthage de type R+3

FAITES CONFIANCE AUX LEADERS TUNISIENS DE L'IMMOBILIER

«LES MIMOSAS»



Société immobilière et de participations SIMPAR
Adresse : 14 rue Masmouda, Mutuelleville, 1082 Tunis
Service Commercial : (+216) 71 840 244
Email : simpar@orange.tn
www.simpar.tn

Le défi d'une banque universelle

Depuis sa création en 1959, la BNA n'a cessé d'être à l'avant-garde de la scène économique et financière, et s'impose aujourd'hui sur la place non seulement comme une banque de financement de l'agriculture, mais s'affirme comme une banque universelle, citoyenne et plus proche de ses clients. Banque moderne, son savoir-faire et son expertise n'ont fait que la consolider comme un acteur incontournable de la réussite personnelle et professionnelle, particulière et nationale.

La banque de tous les défis

Pour plus d'informations, visitez notre site : www.bna.tn ou contactez l'une de nos agences.

Adresse : Rue de Syrie-1002 Tunis Belvédère - Phone : +216 71 831 000 / + 216 71 831 200 - BNAphone : 88 40 00 20 - Email : bna@bna.com.tn - N° Vert : 80 100 505

Gualezrio Zamperini

Consul honoraire de Tunisie à Florence

Un grand manque d'assistance et un haut risque de récidive

Cela fait des années déjà que je porte une attention toute particulière aux ressortissants tunisiens détenus dans la région de Toscane, périmètre de ma circonscription consulaire. Sans cesse, je leur rends visite dans les 15 prisons où ils sont écroués. A la mi-juin dernier, ils étaient au nombre de 215, condamnés pour la plupart d'entre eux pour consommation et trafic de drogue, et quelques rares autres pour vol, violence et homicide. Lors de mes visites, je me fais souvent accompagner par le Tunisien Mohsen Hosni en tant que médiateur culturel. Les détenus sont libres de me rencontrer ou pas, en groupes ou à titre individuel.

Il s'agit souvent de jeunes émigrés clandestins, sans famille ici, dépourvus de qualifications professionnelles spécialisées, qui s'enlisent facilement dans la criminalité sous diverses formes. Malheureusement, les prisons italiennes

sont beaucoup plus des établissements d'accomplissement que des centres de réhabilitation et de préparation à la réinsertion. Aussi, l'encadrement socioculturel est-il peu développé et le nombre d'éducateurs et de médiateurs culturels est-il bien réduit. Du coup, le taux de récidive est élevé.

Peu de visites, peu de réconfort

De par ma connaissance des activités des différents consulats et consulats honoraires, les agents consulaires et les attachés sociaux, au nombre réduit, rendent très peu visite aux détenus. Cela est dû également au manque de moyens et pour certains pays à l'absence d'une réelle politique en la matière et d'une vraie volonté.

C'est pourquoi, pour ce qui concerne les Tunisiens, on trouve un grand nombre de détenus qui croupissent dans les prisons sans bénéficier de l'assistance psychologique, économique et judiciaire nécessaire. A l'expiration de leur détention, ils sont remis en liberté et sommés de quitter le territoire italien sous cinq jours. La plupart d'entre eux ne rentrent pas au pays et iront errer sans papiers et sans autorisation de séjour, privés de tout soutien et de toute ressource financière, ce qui les fera tomber de nouveau dans le crime.

Remis en liberté, sans la moindre prise en charge

Lors de mes multiples entretiens avec le coordinateur général des prisonniers de la municipalité de Florence et un représentant de la région de Toscane, j'ai proposé que les

détenus non dangereux, une fois remis en liberté, puissent bénéficier d'un permis de séjour provisoire pour une durée de six mois, d'une allocation sociale et d'un hébergement dans un centre d'accueil ainsi que d'une orientation professionnelle leur permettant de trouver un emploi. J'en appelle aux autorités tunisiennes pour qu'elles appuient cette démarche et la généralisent et redoublent d'attention en faveur des Tunisiens détenus. Pourquoi les consulats prennent des mois pour les autoriser à appeler leurs parents ?

Aussi, il conviendrait que les services consulaires répondent avec beaucoup plus de célérité aux requêtes des détenus, notamment en ce qui concerne la validation des numéros de téléphone des familles qu'ils souhaitent appeler. Ces demandes restent en souffrance durant de longues périodes pouvant se prolonger parfois à plusieurs mois avant qu'un accord ne soit donné. Le détenu reste cependant coupé de sa famille alors qu'il a le droit de l'appeler régulièrement, une fois par semaine.

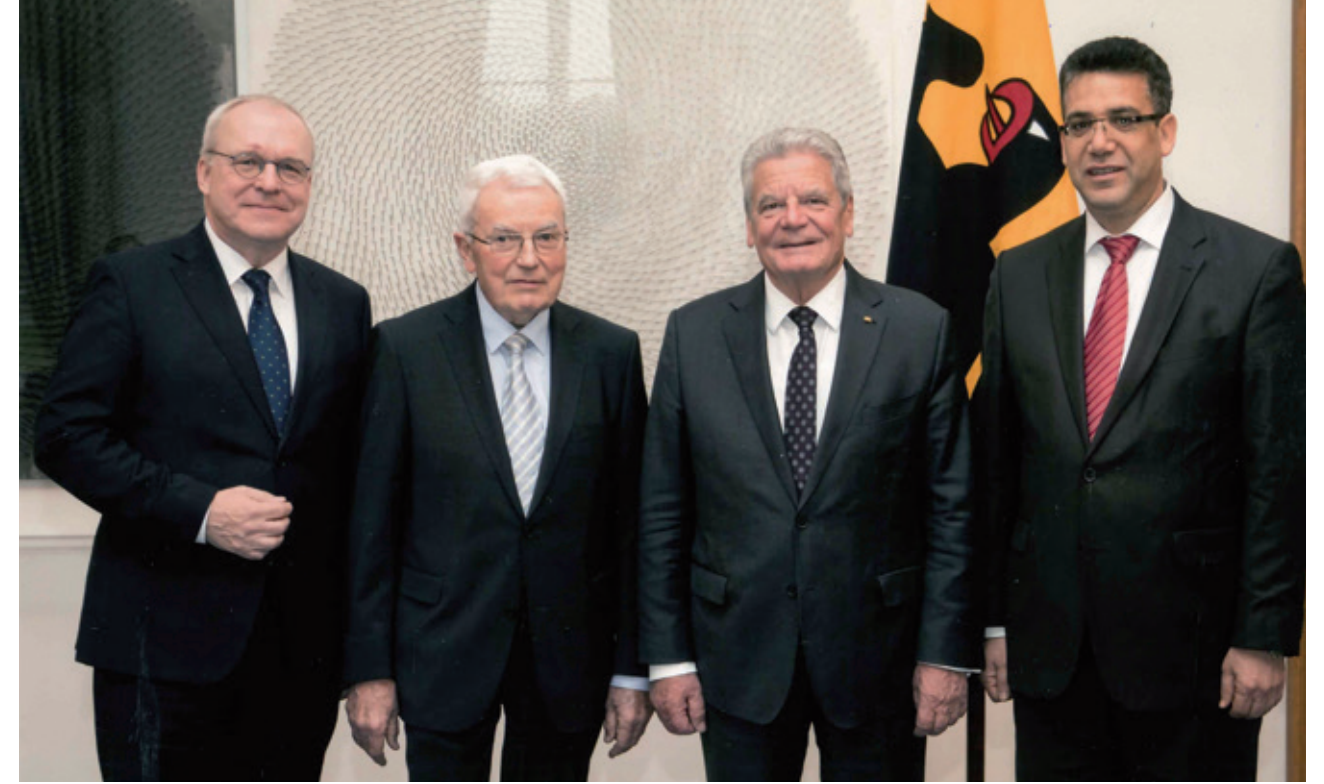
Les détenus tunisiens me font souvent part de leur sentiment d'être abandonnés par leur pays, livrés à eux-mêmes. Il est hautement recommandé, pour briser leur solitude et leur apporter le réconfort, qu'ils réclament que les attachés sociaux leur rendent visite régulièrement, quitte à se faire accompagner par des amis des détenus et des volontaires. Cela permettra en outre de préparer leur sortie de prison et leur réinsertion sociale et de les prémunir contre la radicalisation et la récidive. ■



Chokri Chérif

Lauréat du plus grand prix technologique en Allemagne

L'enfant de Bourouis qui rend les matériaux intelligents



Il rafle haut la main, à la surprise générale, face à des milliers de chercheurs, le plus grand prix d'innovation technologique en Allemagne. Chokri Chérif, qui bouclera ses 51 ans ce 24 mai, est le porte-drapeau de notre communauté tunisienne pour faire oublier le triste souvenir du terroriste Anis Amri. A l'extrême opposé de ce radicaliste aveuglé, il montre aux Allemands et au monde le vrai visage des Tunisiens : sérieux, laborieux, performants et avant-gardistes. Issu d'une modeste famille de Sidi Bourouis (Siliana), il ne pouvait compter que sur sa détermination pour réussir, empruntant l'ascenseur de l'école publique, rebondissant à chaque épreuve, sans se laisser gagner par le désespoir. Son chemin sera long, fastidieux, mais il finira par le conduire sur le podium de la gloire.

On doit aujourd'hui à Chokri Chérif et aux 250 membres de son équipe un tissu de structures exceptionnelles qui révolutionnent l'avionique, l'automobile, les implants médicaux, les ponts et autres. Plus besoin de métaux et autres alliages traditionnels, lourds, sujets à moyen terme à la corrosion, place à la fibre de carbone et de verre, nettement plus légère et plus performante, intelligente. BMW, Mercedes et autres stars de l'industrie mondiale, comme Boeing et Airbus, seront alors reconnaissants à ce Tunisien, enfant de Sidi Bourouis. Magnifique success story ! →

Lorsque ce mercredi soir 30 novembre, le président fédéral allemand Dr Norbert Lammert ouvre l'enveloppe contenant le nom du lauréat du Prix du Futur, devant un auditorium archicomble, Chokri Chérif, noyé parmi les présents, était à mille lieues de croire que ce serait lui. S'il est déjà l'auteur de cinq ouvrages de référence et de plus de 1 500 publications scientifiques, il estime, malgré



les 230 brevets nationaux et internationaux déposés sous son nom, que la consécration de son œuvre reste encore lointaine. L'humble bachelier qui avait débarqué en Allemagne en septembre 1985 pour apprendre la langue à l'Université de Heidelberg et pouvoir s'inscrire en génie mécanique, ne pouvait en trente ans, même au prix d'une recherche intensive, prétendre au plus prestigieux des prix de l'innovation technologique. Sauf qu'il avait toujours cru en ses compétences et compris que la voie du succès est celle de l'effort continu.

Dès son jeune âge, Chokri a été élevé ainsi que ses deux autres frères (Fathi et Ridha) et ses trois sœurs (Amel, Sahla et Jaouida), par le père Ezzeddine et la mère, Mbarka, dans le respect des valeurs ancestrales et le compter-sur-soi. Il avait à peine 12 ans, lorsqu'il obtint son certificat d'études primaires, ce qui signifiait pour lui qu'il devait quitter la famille pour aller en tant qu'interne au lycée mixte de Siliana, dès 1972. Ça sera alors pour lui le grand départ. Décrochant brillamment son bac en 1985, il obtiendra une bourse d'études en Allemagne.

Conseiller du gouvernement allemand

Sa vocation, il la trouvera dans l'ingénierie mécanique, spécialité technologique du →

→ textile, à Aachen. L'étudiant ingénieur deviendra rapidement élève-assistant et alignera dès lors une série de diplômes. Attentives à sa réussite universitaire, les autorités tunisiennes, sous la houlette du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur à l'époque, Mohamed Charfi, le proclameront lauréat du Prix présidentiel au titre des étudiants à l'étranger (1993). Chokri Chérif ne pouvait se sentir encore plus redevable à son pays natal.

Fort de son diplôme d'ingénieur et lancé dans la recherche, il obtiendra son doctorat (2001) et sera hissé, en 2005, au rang de professeur à l'Université technologique de Dresde. Depuis lors, il est directeur de l'Institut de la machinerie textile et des équipements de haute technologie (ITM), au sein de la même université, fondateur de compagnies spécialisées, consultant

international et professeur visiteur dans de nombreuses universités européennes, nord-américaines et asiatiques. Plus encore, il est nommé conseiller auprès du ministre allemand de l'Économie et de l'Énergie et membre de nombre de commissions fédérales spécialisées.

Félicité par Youssef Chahed

Comme tout grand chercheur, Chokri Chérif préfère travailler dans son laboratoire que courir les mondanités et les médias. Il aura fallu la visite, début février dernier, du chef du gouvernement à Berlin pour qu'il accepte de sortir de sa discrétion naturelle. Youssef Chahed le félicitera chaleureusement et Slim Khalbous, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, l'invitera à venir en Tunisie exposer ses recherches et montrer la voie aux jeunes

étudiants et chercheurs. Leaders, présente ce jour-là, était le premier média tunisien à le présenter et rendez-vous a été alors pris avec lui lors de sa visite à Tunis.

En fait, son agenda international est très chargé. Mais, entre des conférences au Japon et des congrès aux États-Unis, Chokri Chérif n'a pas résisté à l'envie de retrouver sa terre natale. Profitant d'une fenêtre disponible dans son emploi du temps, il ira se ressourcer chez lui à Sidi Bourouis, par un temps printanier qui lui rappelle tant de souvenirs. Sa famille, comme ses amis sont tous aux anges. Les cérémonies de célébration se multiplieront à Siliana et à Tunis. La conférence qu'il donnera devant une salle archicomble au siège du Conseil de l'Ordre des ingénieurs sera un moment fort d'immersion scientifique et technologique. Organisée conjointement avec →





Première cotation de la Société Atelier de Meuble «Intérieurs»

La cloche de la Bourse de Tunis a sonné, jeudi 23 mars dernier, marquant la première cotation du titre de la Société Atelier de Meuble «Intérieurs» (SAM), 81ème société en bourse et deuxième introduction depuis le début de l'année 2017.

La cérémonie d'introduction a été organisée au siège de la Bourse de Tunis, en présence de MM Aziz Ben Slimane, DGA de SAM, Bilel Sahnoun, Directeur général de la Bourse de Tunis, et Salah Sayel, Président du Conseil du Marché financier, ainsi que les dirigeants de Tunisie Clearing, de l'Association des Intermédiaires en Bourse et des sociétés d'intermédiation boursière.

A cette occasion, M. Sahnoun a déclaré que cette introduction vient enrichir la cote. Elle est également un motif de développement pour SAM surtout à l'international.

De son côté, M. Salah Sayel a précisé que cette introduction permettra à la Société Atelier de

Meuble «Intérieurs» de diversifier ses sources de financement, de bénéficier de l'avantage fiscal, de garantir la pérennité du groupe et de créer de nouveaux projets. «Afin de garantir la réussite de cette opération, il faut garder la stabilité des prix et assurer une bonne communication» a-t-il ajouté.

Cette introduction, pilotée par Mena Capital Partners, a été réalisée au moyen de la cession de 304 205 actions par offre publique à Prix Ferme (OPF), de 964 017 actions par Placement Global et 252 801 actions par Placement Privé, soit au total 1 268 222 actions représentant 36,1% du capital de la société, au prix de 5,200 dinars.

La demande exprimée pour l'OPF a représenté 1,6 fois l'offre des titres et attiré 688 investisseurs. Le Placement Global a attiré 9 investisseurs tandis que le placement Privé a attiré 3 investisseurs institutionnels. Soit 701 nouveaux actionnaires au total.



→ l'Association des Tunisiens diplômés des universités allemandes, elle drainera des générations successives d'ingénieurs.

Enfin reconnu en tant qu'ingénieur tunisien Chokri Chérif expliquera alors comment il est parvenu avec son équipe à concevoir ces nouvelles structures sensorisées, intelligentes, programmées qui changent pour s'adapter à chaque nouvelle contrainte. Utilisées dans la construction automobile, elles anticipent le choc, l'amortissent, apportant des renforcements systématiques locaux et partiels aux endroits pouvant présenter une source de risque. Il en est de même pour les fuselages d'avion et les ailes, face aux grandes intempéries, changeant la morphologie extérieure de l'appareil. Pour les ponts, les besoins en fer, ciment et béton armé seront considérablement réduits alors que la capacité de résistance sera plusieurs fois multipliée. C'est aussi le cas pour ce qui est du bâtiment.

Donnant un exemple concret, Chokri Chérif indiquera qu'une plaque d'un m², avec une épaisseur de 5 mm et ne pesant que 800 grammes, peut supporter des tonnes. Edifiant. Quant aux implants médicaux, tels que les valves cardiaques ou les prothèses orthopédiques, cette technologie a permis de créer à partir de cellules humaines et de ces nouvelles



textures des structures régénératives et dégradables... La salle est en haleine. Comme pour se rattraper d'un grand retard, le Conseil de l'Ordre des ingénieurs s'empressera ce jour-là de lui décerner une attestation d'inscription sur ses registres. Chokri Chérif est ainsi finalement reconnu, début mars dernier, en tant qu'ingénieur tunisien. Le président du Conseil, Oussama Kheriji, insistera pour payer lui-même les 40 dinars de frais d'inscription.

Emu et reconnaissant, il n'avait même pas le temps de savourer longuement ce moment fort. Il devait repartir vite en Allemagne où tant de travaux l'attendent. **L**

T.H.





Lassaad Zarrouk

P.D.G. de la Star et président de la Ftusa

Le contrat-programme du secteur des assurances sera crucial

«Un intérêt plus accru pour le secteur des assurances et une impulsion rapide du contrat-programme par les autorités publiques devraient permettre la mise en place d'un ensemble de recommandations stratégiques et opérationnelles cruciales». C'est ce qu'affirme à Leaders Lassaad Zarrouk, P.D.G. de la Star et président de la Fédération tunisienne des sociétés d'assurances (Ftusa). Il souligne qu'une dynamique de modernisation a été engagée et que le rôle d'épargnant institutionnel est de plus en plus confirmé. Tout comme la capacité de compléter, dans les meilleures conditions, l'œuvre des régimes légaux en matière de retraite et de prévoyance. Le rendez-vous de Carthage qui vient de se tenir avec la participation de plus de 500 professionnels de nombreux pays a permis de proposer un scénario de système tunisien adapté à notre contexte et axé plutôt sur la prévention. Interview. →

Quels sont les grands nouveaux défis qui se posent au secteur des assurances dans la région et en Tunisie ?

Le plus grand défi est celui de permettre à ce secteur de jouer pleinement son rôle dans la protection du patrimoine économique et social. Aborder la problématique du développement de l'assurance en Tunisie dépasse de loin le cadre microéconomique d'une branche ou d'entreprises d'assurances, pour poser la question de l'intérêt de promouvoir l'épargne longue sur le double aspect économique et social et même au-delà pour concerner le modèle de développement de la nouvelle Tunisie.

Les défis économiques et sociaux auxquels doit faire face notre pays font en sorte que l'épargne nationale devrait constituer un levier essentiel de croissance d'une économie en développement comme celle de la Tunisie. La promotion de cette épargne longue devient l'un des enjeux majeurs de la prochaine étape.

Sa mobilisation et son allocation vers les investissements productifs, donc vers les entreprises économiques, requièrent deux qualités fondamentales: la disponibilité et la stabilité.

Ce sont, en effet, les principales caractéristiques de l'épargne longue, communément appelée «l'épargne vertueuse».

Tout dépendra alors de la capacité des différents agents économiques et partenaires sociaux à se mobiliser pour réussir le défi d'endogénéiser les facteurs d'une croissance durable et saine. Notre métier est d'assurer les personnes et les patrimoines économiques, de vendre la sécurité et par conséquent de libérer les initiatives d'entreprendre. En jouant convenablement ce rôle nécessaire pour la société et pour les agents économiques, et par l'inversion de notre cycle de production, on mobilise l'épargne

et cela nous confie le rôle d'épargnants institutionnels par excellence.

L'émergence du secteur des assurances en tant qu'épargnant institutionnel est important à plus d'un titre: une plus grande mobilisation de l'épargne à travers les provisions techniques (et particulièrement celles provenant des produits d'assurance vie) constituées favorisera un financement plus stable de l'économie par le biais des placements en représentation desdites provisions. Ensuite, il permettra au secteur des assurances de se présenter comme un pôle capable de compléter, dans les meilleures conditions, l'œuvre des régimes légaux en matière de retraite et de prévoyance.

Les assureurs tunisiens ont amorcé depuis quelques années une dynamique de modernisation dans l'objectif de remettre le client au centre de nos préoccupations, ce qui nécessite de lourds investissements en termes de systèmes d'information performants, d'innovation, d'amélioration de la qualité de nos prestations et de communication multiforme et multisupport. Les prémices de ce changement sont déjà palpables même si le chemin est encore long pour gagner la confiance de notre clientèle et changer le regard des Tunisiens sur l'assurance.

C'est l'occasion pour renouveler, au nom de la profession, notre engagement pour persévérer dans cette voie et servir au mieux les particuliers, les ménages, les entreprises et assumer le rôle d'épargnant institutionnel hautement important pour notre économie.

Où en est le contrat-programme du secteur ?

Le développement d'un secteur aussi important restera tributaire d'une vision globale et multidimensionnelle. Elle doit inclure plusieurs acteurs et agents économiques et sociaux, à savoir

l'Etat, les banques, les composantes du marché financier, les organisations professionnelles. C'est à ce niveau que s'inscrit le projet de contrat-programme commandité par notre autorité de régulation et la profession.

Ce projet a proposé une feuille de route perfectible à même de consolider la dynamique vertueuse recherchée et devant permettre au secteur des assurances de se hisser à un autre palier et de répondre aux différentes attentes. Sa mise en œuvre progressive, fondée sur une démarche consensuelle et participative, constitue un gage de réussite et d'adhésion à cette vision ambitieuse.

Nous sommes convaincus qu'un intérêt plus accru pour notre secteur et une impulsion rapide de ce contrat-programme par les autorités publiques, devraient permettre la mise en place d'un ensemble de recommandations stratégiques et opérationnelles sur le court et le moyen terme

Comment le RDV de Carthage y a été utile ?

Ce rendez-vous bisannuel, qui vient de se dérouler du 26 au 28 mars dernier et a regroupé plus de 500 participants venant de toutes les régions du monde, s'est attelé à aborder un sujet de haute importance, pas uniquement pour le secteur des assurances, mais également pour le pays tout entier. Le thème choisi pour ce RDV a en effet été «le rôle du secteur des assurances dans la couverture des risques de catastrophes naturelles et des événements climatiques». Un sujet d'actualité au vu des changements majeurs que connaît le climat mondial et de leurs impacts socioéconomiques dévastateurs. Le rapport de la Banque mondiale et du Pnud de janvier 2014 pour la région Mena est la parfaite illustration de l'acuité de cette problématique sur les modèles de développement des pays concernés dans les années à venir.

Un échange entre des experts de renommée internationale nous a permis de proposer un scénario de système tunisien adapté à notre contexte et axé plutôt sur la prévention. Le gouvernement, les organisations professionnelles et le secteur des assurances et autres institutions financières disposeront ainsi d'une approche intégrée et proactive pour la gestion et la réduction des risques de catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, tempêtes...) à mettre en place dans les meilleurs délais. ■



Kamel Chibani

Directeur général de la Ftusa

Comment gérer l'assurance des catastrophes naturelles

La recrudescence des catastrophes naturelles et risques climatiques appelle désormais à l'assurance des couvertures de bases et facultatives et des garanties complémentaires. C'est ce qui a incité la Fédération tunisienne des sociétés d'assurances (Ftusa) à placer la 14e édition du Rendez-vous de Carthage, tenue fin mars dernier à Tunis, sous le thème: «Le rôle du secteur des assurances dans la couverture des risques de catastrophes naturelles et des événements climatiques». Organisé en collaboration avec l'Association arabe et la Société d'assurance, il a regroupé plus de 500 professionnels tunisiens et étrangers. Les enjeux dépassent en fait le secteur des assurances pour s'étendre à l'ensemble des pays. →

Tour à tour, indique à Leaders Kamel Chibani, directeur général de la Ftusa, les participants ont passé en revue les différents risques naturels et leur impact à travers des communications présentées

par des experts des ministères de la Défense, des Finances, de l'Agriculture, de l'Office national de la Protection civile et des spécialistes tunisiens et étrangers. La deuxième partie des travaux a porté, ajoute-t-il, sur les systèmes de gestion de ces risques. Des

experts algériens, marocains, français et indiens ont présenté à cette occasion leurs expériences en la matière, en introduction de débats féconds. Soulignant l'importance de cette thématique, Kamel Chibani a rappelé que les dernières inondations survenues en février 2012 dans le nord-ouest de la Tunisie ont causé des pertes économiques de l'ordre de 41 millions de dinars tunisiens. Aussi, le risque volcanique, les avalanches, les séismes (une vitesse d'environ 1 à 1,5 cm par an), les raz-de-marée, l'érosion des sols (la perte en terres fertiles peut être évaluée à 1.500 ha/an, perdant 20 cm de leur épaisseur, soit 45 tonnes/10 millions ha), sont autant d'événements provoqués par les forces de la nature pouvant créer des dégâts considérables.

Grâce aux travaux du Rendez-vous de Carthage, les pouvoirs publics, comme les organisations professionnelles, le secteur des assurances et autres institutions financières disposeront ainsi d'une approche intégrée et proactive pour la gestion et la réduction des risques de catastrophes naturelles (sécheresse, tempêtes, ouragans...). Les recommandations gagnent à être mises en place dans les meilleurs délais. La 14e édition du RDV de Carthage fait également appel aux spécialistes du Centre de télédétection relevant du ministère de la Défense nationale. Spécialisé dans l'analyse des données recueillies par les moyens satellitaires ainsi que différents indicateurs relatifs à l'aménagement du territoire et l'évacuation des eaux, il offre une expertise précieuse.

En dépit des progrès considérables de la science et de la technologie, les catastrophes naturelles restent imprévisibles. Cette prise de conscience s'est notamment traduite par la cartographie des zones à risques, par des normes de construction et des plans d'urgence pour faire face à de tels événements à venir. →

EverSOLO^{4G}

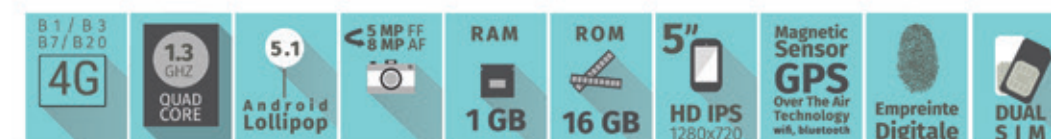
EVERTEK



Laisser votre empreinte. & marquer votre temps.



1er Smartphone Everttek avec reconnaissance par empreinte digitale.



EVERTEK
Achetez Smart

PRENEZ DE LA HAUTEUR PASSEZ AUX SUV.



DES AVANTAGES SUR TOUTE LA GAMME
ET DES REMISES ALLANT JUSQU'À 8.000 DT.

OFFRE VALABLE DU 15 MARS AU 30 AVRIL



f Seangyong Tunisie seangyong-tunisie.com

SOTUDIS
Chemin de réussite

TUNIS
Route de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 71 425 355
Fax : (+216) 71 425 253

SFAX
Route de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 74 281 000
Fax : (+216) 74 281 020

SOUSSE
Route de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 73 343 333
Fax : (+216) 73 343 233

GABES
Route de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 75 278 616
Fax : (+216) 75 274 151

Comment revivifier la civilisation de l'Islam ?

Chedli Klibi

L'anniversaire de l'indépendance de la Tunisie est une date qui devrait être parmi les plus importantes, aux yeux de notre peuple – et surtout pour nos jeunes. Et c'est un devoir, pour toutes les forces vives de la société civile, d'inculquer à leurs partisans le devoir d'évoquer, avec ferveur, cette date mémorable entre toutes. C'est également le devoir de nos maîtres d'école et de nos professeurs d'apprendre à leurs élèves et à leurs étudiants la signification de l'indépendance, par comparaison avec le passé du pays – et en pensant à certains peuples qui luttent encore pour se libérer.

Mais qu'est-ce que l'indépendance ? A-t-elle une signification claire et simple ? Ou a-t-elle plusieurs dimensions ?

Notre grand leader, celui que nous appelons tous « le Combattant suprême », a, par la parole et les actes, expliqué ce que devrait signifier, pour un pays, d'être indépendant.

Parmi les dirigeants des pays libérés du joug colonial, seul Habib Bourguiba, en effet, a pensé l'essentiel des obligations imposées par l'accession à l'indépendance.

Pour lui, libérer le pays, c'était d'abord libérer l'Etat, en lui « rendant » sa souveraineté – s'il ne l'avait jamais exercée. Mais c'était aussi, et surtout, libérer le peuple, en mettant fin aux causes qui l'avaient réduit à la dépendance.

Liberté et souveraineté signifient, pour Habib Bourguiba, d'abord et essentiellement, dignité : au niveau politique, le pays doit être gouverné par lui-même – par ceux qu'il choisit, parmi ses citoyens ; au niveau social, le peuple doit être maître de son destin et œuvrer, toujours plus, pour son bien-être et son développement. Après le combat pour l'indépendance, c'est là une forme nouvelle de lutte à laquelle le peuple est appelé, une lutte qui ne peut connaître ni fin ni cesse, un projet de civilisation à nourrir constamment, tout au long de l'histoire, sans répit.

Avons-nous assumé ce projet ? Nous avons entamé le processus conduisant à sa réalisation. Mais, en butte à toutes sortes de blocages, nos efforts ont avancé avec peine.

Une vieillesse de Habib Bourguiba mal maîtrisée, une succession mal préparée, même en catimini, sans la caution du peuple, et ensuite mal conduite. Mais surtout des turbulences inédites, dues à des facteurs exogènes, aggravées par des causes endogènes.

Les turbulences, venues d'ailleurs, étaient, au départ, provoquées par le traitement inique des problèmes concernant Israël ; elles furent nourries

plus tard par des guerres absurdes, qui ont suscité des formes de combat sans issue : le terrorisme. Les causes endogènes sont en relation avec une pléthore de mouvements politiques – qui se sont adonnés à des agitations pas toujours liées à des intérêts nationaux –, une confusion presque générale entre liberté et anarchie ; le tout exacerbé par les retombées politico-sociales de problèmes régionaux irrésolus.

Le climat du pays – et de son environnement – n'est donc plus celui où Habib Bourguiba pensait les problèmes de la jeune Tunisie, nouvellement libérée. Le mode de gouvernement doit, par conséquent, changer. Le pays ne peut être gouverné, dès lors, que par une série de consensus, social, économique, culturel et concernant les relations extérieures. Mais des consensus aussi larges que possible, rigoureusement conduits, périodiquement revus et ajustés.

Ces accords de principe doivent aboutir à des orientations fondées sur des données de base constantes : les intérêts du pays, la cohésion nationale, l'essor culturel, le développement socio-économique, les solidarités de voisinage, des coopérations, toujours à équilibrer, avec le monde extérieur. Pour que cette démarche s'implante dans la concorde sociale, elle doit s'appuyer sur des valeurs éthiques, ouvertes et en constante évolution. Seul l'Islam a élaboré une spiritualité adossée à de telles orientations morales et culturelles, impérieusement recommandées.

Mais les peuples qui ont embrassé l'Islam n'ont pas toujours respecté l'essentiel de ses messages. Etre fidèle à l'Islam, pour les peuples qui s'en prévalent, ce n'est pas seulement adhérer à ses dogmes et accomplir les cultes qu'il recommande. L'Islam repose sur une somme de valeurs et de principes qui font que cette religion a engendré une civilisation et une culture qui lui sont intimement liées.

Ces trois composantes, en effet, sont solidaires et ne peuvent être dissociées. C'est parce que nos sociétés ont, à une certaine époque de leur histoire, relégué les deux composantes qui enrichissent le noyau religieux qu'elles ont connu la décadence.

Et c'est pour cette raison que nous pensons que toute renaissance de nos « communautés islamiques » doit se fonder sur une résurrection concomitante des trois dimensions de l'Islam, soigneusement intégrées et judicieusement imbriquées. C'est alors que l'Islam pourra renaître de ses cendres, et ses peuples s'affirmer souverains, parce que jouissant d'une dignité totale. ■

C.K.



Pour une décentralisation réussie



Elyès Fakhfakh

Il est évident que le contexte post-révolutionnaire de la Tunisie aujourd'hui n'est pas facile. Les défis auxquels nous faisons face sont sur tous les plans : politique, sécuritaire, économique et social. →

La phase de transition démocratique est une phase capitale de notre histoire contemporaine. Elle est caractérisée par un débat généralisé sur l'ensemble des dimensions du système politique, économique et social. Mais aussi, par la multiplication des propositions en faveur de l'adoption de nouveaux modèles à même de répondre aux attentes des Tunisiens, étant donné que les anciens modèles de gouvernance et de développement adoptés jusque-là ont atteint leurs limites.

La réforme centrale, clé de voûte de ce nouveau modèle, demeure néanmoins la réforme de l'Etat, de l'administration publique et la refonte totale du système de gouvernance. En effet, le temps de la centralisation des pouvoirs publics qui a permis au lendemain de l'indépendance de bâtir les fondations de la Tunisie moderne est révolu. Cette centralisation a fini par être à l'origine de plusieurs dérives, et la bureaucratie qui en découle est devenue un frein

au développement, à l'investissement et à l'initiative privée.

Le mode de croissance, inhérent à tout schéma de développement, devrait en principe permettre l'absorption du chômage, améliorer le revenu des ménages et réguler les disparités régionales. Une équité sociale entre les différentes régions et les diverses tranches de populations s'impose, aujourd'hui, comme finalité consensuelle de tout schéma de développement qui sera adopté par la Tunisie nouvelle.

Les politiques de décentralisation sont aujourd'hui largement débattues en Tunisie mais aussi à l'échelle mondiale, au sein des pays de l'Ocde comme dans les pays émergents et au sein des instances internationales, à la Banque mondiale et aux Nations unies. Au cours d'un processus de décentralisation, l'accent est mis sur ses aspects juridiques, les ressources financières disponibles pour les collectivités et les projets de développement locaux. Mais la réflexion actuelle ne doit pas négliger la répartition des prérogatives et des pouvoirs entre les acteurs de la décentralisation (Etat et collectivités locales) qui reste encore confuse en Tunisie.

C'est dans ce sens que le projet de loi sur les collectivités locales, actuellement en discussion, doit enlever toute ambiguïté et doit naturellement être adopté par l'ARP avant les prochaines élections municipales, sans quoi on rajoutera de l'inefficacité à l'inefficacité actuelle et surtout de l'exaspération à l'exaspération actuelle de nos concitoyens.

Les villes tunisiennes, dont la création ne remonte en partie qu'à la seconde moitié du 19e siècle, sont restées de simples services relevant du pouvoir central. Elles sont aussi bien dépourvues de l'autorité de prise de décision que des moyens humains et financiers nécessaires au développement local. Cette situation les a affaiblies et discréditées. Cette situation est anachronique car la population tunisienne dans sa majorité est une population urbaine et les villes souffrent de leurs conditions, de leur faiblesse et du manque de confiance des citoyens. Une réelle rupture entre la gouvernance

locale des villes et les habitants s'est développée au fil des années. Le citoyen, faute d'être impliqué dans les projets locaux, n'a jamais porté de projets collectifs.

Quant à leurs capacités d'investissement, les villes se sont souvent trouvées enfermées dans un dilemme entre une autorité centrale qui exige l'exécution de programmes politiques arrêtés unilatéralement, et des contributions de l'Etat qui restent incertaines. Ces ressources très modestes ne permettent en aucun cas aux villes de prendre leur destin en main. Pour sortir de cette situation, il y a un consensus sur la nécessité de décentraliser les services de base. Cela veut dire responsabiliser davantage les villes sur ces services essentiels, mais aussi leur attribuer les ressources financières nécessaires en adaptant la fiscalité locale.

Pour parvenir à cet objectif de mise en œuvre de politiques nationales efficaces de réajustement démocratique et de renforcement de la décentralisation, à la mesure des enjeux socioéconomiques, culturels et urbains qu'elles représentent, il est nécessaire de mettre en place des textes juridiques adaptés, des mécanismes budgétaires adéquats et s'assurer de l'implication de la société civile.

En effet, le déclenchement du processus de décentralisation ne peut avoir lieu que par l'association des efforts de l'Etat, des autorités locales, du tissu associatif national et local et des citoyens. Cela exige une coordination entre les différentes parties prenantes en charge du service local, un partenariat entre les institutions publiques nationales et locales afin d'épauler les collectivités et contribuer à la réalisation de leur politique par l'élaboration de stratégies de financement garantissant la réalisation des opérations programmées et permettant aux villes et régions d'être relativement autonomes.

En dépit des difficultés que rencontre le pays, les perspectives à moyen terme demeurent positives pour la Tunisie mais, de grâce : de la clarté, de la clarté et de la clarté. ■

E.F.
Ancien ministre des Finances



Ouverture
Ecole française
maternelle et primaire
Septembre
2017

L'Excellence, leur Visa pour le Monde. Excellence, their Passport to the World.



El Menzah 1 - Mobile : (+216) 53 33 80 40

PRENEZ DE LA HAUTEUR PASSEZ AU PICKUP.



DES AVANTAGES SUR TOUTE LA GAMME
ET DES REMISES ALLANT JUSQU'À 8.000 DT.

OFFRE VALABLE DU 15 MARS AU 30 AVRIL



f Seangyong Tunisie | seangyong-tunisie.com

SOTUDIS
Chemin de réussite

TUNIS
Route de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 71 425 355
Fax : (+216) 71 425 253

SFAX
Route de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 74 281 000
Fax : (+216) 74 281 020

SOUSSE
Route de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 73 343 333
Fax : (+216) 73 343 233

GABES
Route de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 75 278 616
Fax : (+216) 75 274 151

Quels scénarios pour l'économie tunisienne en 2017 ?



Hakim Ben Hamouda

“ En dépit de quelques «green shoots of recovery», ou quelques bourgeons de reprise, comme l'aurait dit en son temps l'ancien président américain Barack Obama quelques mois après le déclenchement de la plus grave crise financière de ces dernières années 2008-09, la situation de l'économie tunisienne reste préoccupante et beaucoup d'interrogations subsistent quant à l'avenir de notre économie et de sa capacité à sortir de la crise actuelle. Certes, notre pays a connu quelques développements positifs sur la voie de la démocratisation, de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. → ”

Par ailleurs, on a enregistré quelques indices positifs avec notamment un raffermissement du secteur touristique suite à la levée de l'interdiction de venir en Tunisie par certains pays européens comme la Belgique, une reprise de la production de phosphate et une prévision d'une bonne récolte agricole après une année 2016 catastrophique où la production a baissé de 8,4%. Mais, en dépit de ces légères améliorations, l'ambiance reste morose et les inquiétudes grandes quant à l'avenir de notre économie.

Comment sera l'année 2017 ? C'est la question que ne cessent de poser responsables politiques, acteurs économiques, experts et analystes. Parviendrons-nous à sortir de la crise et à voir le bout du tunnel ou allons-nous nous enfoncer encore plus, ce qui ne fera que renforcer l'incertitude et le désenchantement ?

Il est difficile de répondre à ces questionnements tant les incertitudes sont encore importantes et peuvent influencer le comportement des acteurs économiques mais aussi l'évolution des grandes tendances économiques. Mais, nous essayerons dans cette contribution à utiliser l'analyse prospective et la méthode des scénarios pour aborder les voies possibles de l'évolution de notre économie lors des prochains mois. Cette méthodologie connaît un large

engouement de nos jours dans la mesure où elle cherche à réduire la complexité des évolutions futures dans un nombre limité de scénarios et d'options afin de mieux saisir l'avenir. Mais, elle n'est pas exempte de critiques dans la mesure où les évolutions futures peuvent échapper à cette lecture.

Dans cette analyse, nous distinguerons trois scénarios : un «baseline» scénario ou scénario de base, un scénario pessimiste et un scénario optimiste. Pour chacun d'entre eux, nous nous proposons d'identifier les «drivers» ou les facteurs qui le mènent, leurs conséquences mais aussi les politiques que nous devons mettre en place pour mitiger leurs effets négatifs et renforcer leurs aspects positifs.

Le baseline scénario ou le scénario de base est celui qui a été adopté par les institutions internationales et le gouvernement dans le cadre de la loi de finances 2017. C'est un scénario qui tourne autour de trois composantes essentielles : la première est le maintien d'une croissance économique supérieure à 2% avec une stabilisation des grands équilibres macroéconomiques et avec un déficit budgétaire inférieur à 4% et un déficit courant autour de 7%. La seconde composante de ce scénario de base suppose une maîtrise de la crise des finances publiques avec des recettes budgétaires autour de 24 milliards de dinars et sans parvenir à aplanir toutes les difficultés avec le →



Récolte agricole 2016
une année catastrophique où la production a baissé de 8,4%.

→ FMI, ce scénario suppose que nous soyons en mesure de mobiliser au moins deux tranches de l'accord signé en 2016, celle en retard de décembre dernier et une tranche au moins sur les six restantes. La troisième est celle de la maîtrise de la situation sociale et d'éviter des conflits d'envergure qui peuvent soit dégénérer sur le plan politique ou avoir des conséquences importantes sur le budget de l'Etat et pourraient par conséquent renforcer la crise des finances publiques.

Il s'agit d'un scénario dont le principal objectif est la stabilisation d'une situation économique difficile et de finances publiques à la dérive. C'est un scénario qui permettra d'éviter une crise grave des finances publiques et maintiendra la croissance à un niveau plus élevé que les deux années passées, 2015 et 2016. Ces évolutions seront importantes et permettront de redonner confiance aux acteurs économiques et de préparer l'avenir.

Mais, ce scénario exige un engagement dans l'exécution des réformes économiques, ce qui constituera un élément essentiel dans la préparation des années à venir à plusieurs niveaux. D'abord, elle permettra de renouveler nos institutions, d'accroître leur efficacité et par conséquent de renforcer leur contribution dans la croissance économique. Ensuite, l'accélération des réformes donnera un coup de fouet aux investissements et favorisera une reprise des investissements et attirera plus d'investisseurs étrangers. Enfin, cet engagement dans la conduite des réformes rendra notre coopération avec les institutions internationales plus fluide et nous permettra de mobiliser plus facilement les financements externes. Parmi ces réformes, nous mettrons

L'accélération des réformes donnera un coup de fouet aux investissements et favorisera une reprise des investissements et attirera plus d'investisseurs étrangers.

l'accent sur la réforme de l'administration, celle du financement de l'économie et de la fiscalité.

Le second scénario est le scénario pessimiste. Il s'agit d'un scénario dangereux qui peut mener notre économie sur une pente hasardeuse qui peut avoir des conséquences majeures sur la transition politique, voire la remettre en cause. Il s'agit pour les pouvoirs publics d'éviter ce scénario par tous les moyens.

Nous pensons que deux «drivers» ou facteurs peuvent nous mener vers ce scénario du pire. Le premier est celui d'un attentat terroriste d'envergure qui peut entacher l'image de notre pays au niveau international et réduire la confiance interne. Certes, notre pays a fait un pas important dans la lutte contre le terrorisme mais la dernière opération de Kébili montre que nous sommes toujours en face d'un terrorisme résiduel qui pourrait «nous faire mal».

Le second facteur qui peut déclencher ce scénario est une grave crise des finances publiques qui peut provenir soit d'une progression moins rapide des recettes fiscales que celles prévues dans le budget et qui pourrait se situer autour de 23 milliards de dinars au lieu des 24 milliards prévus dans le budget, ce qui pourrait par conséquent peser lourdement sur l'équilibre du budget. Par ailleurs, cette crise pourrait provenir aussi d'un blocage des négociations avec le FMI rendant difficile la mobilisation des 8 milliards de dinars pour combler le gap entre les recettes et les dépenses budgétaires.

Les conséquences de ce scénario sont importantes et se situent à trois niveaux. Le premier niveau économique où nous assisterons à une forte baisse de la croissance

économique qui pourrait même se transformer en une forte récession. Par ailleurs, on connaîtrait une forte augmentation du déficit budgétaire qui pourrait se situer autour de 6%. On pourrait aussi enregistrer une forte augmentation de l'endettement qui pourrait atteindre 75% par rapport au PIB. Mais, plus important que les indicateurs économiques, il faut mentionner que ce scénario toucherait notre crédibilité et pourrait nous mettre dans une situation de difficulté de paiement. Les conséquences de ce scénario sont aussi sociales dans la mesure où les difficultés des finances publiques pourraient entraîner un retour des grandes mobilisations sociales. Enfin, ce scénario pourrait avoir des conséquences politiques et renforcerait l'instabilité.

Comment éviter ce scénario ? C'est la question que nous devons nous poser afin de faire face à ces conséquences néfastes. D'abord, il faut mentionner la nécessité de maintenir la vigilance sur le front de la lutte contre le terrorisme, particulièrement à l'approche de la saison estivale. Il faut aussi poursuivre de manière déterminée la mise en œuvre des réformes économiques et les efforts de réduction de la masse salariale dans le budget. Pour ce qui est des finances publiques, il faut redoubler d'efforts tant au niveau des recettes que des dépenses. Pour les recettes, il est essentiel de renforcer l'efficacité de la collecte mais également élargir la base fiscale. Plus particulièrement, un effort important doit être déployé pour les entreprises qui sont passées du système forfaitaire au système réel. Il faut également poursuivre les efforts dans le domaine des dettes fiscales et des dettes douanières. Les recettes doivent contribuer à la diminution de la pression sur →

Suzuki VITARA!

un 4x4... une légende



Way of Life!

Showroom : 09, rue Hammouda Pacha 1001 Tunis
Tél : +216 56 500 000 Email : carpro@utic.com.tn

→ Les finances publiques et nous devons fixer des objectifs ambitieux pour l'administration fiscale et dépasser les prévisions actuelles pour augmenter les recettes d'un montant qui doit se situer entre 500 millions et 1 milliard de dinars. Il faut également revoir de manière rigoureuse les dépenses publiques et effectuer les ajustements nécessaires afin de les réduire. Ainsi, la consolidation budgétaire reste un objectif essentiel pour faire face à ce scénario pessimiste. En même temps, il faut préparer une nouvelle sortie sur les marchés internationaux pour faire face aux engagements de l'Etat.

Le troisième scénario est celui de l'optimisme: le «key driver» ou le facteur qui pourrait déclencher ce scénario serait une forte reprise de l'investissement ou ce qu'on appelle un choc d'investissement. A ce niveau, nous pensons qu'un retour du taux d'investissement par rapport au PIB à son niveau de 2012 qui était de 24,5% serait une importante réalisation. Il faudrait ainsi se fixer comme objectif de gagner 2,6 points

d'investissement. Plusieurs moyens peuvent nous faciliter la réalisation de cet objectif dont une plus grande efficacité dans l'exécution des investissements publics, la progression dans la réalisation des promesses de la Conférence 2020 sur l'investissement et enfin l'adoption de la loi sur l'urgence économique. Il faut également s'attaquer à la banque de grands projets structurants qui reste désespérément vide pour une reprise à moyen et à long terme des investissements.

Ce scénario a des effets positifs importants à différents niveaux. D'abord, et même si les effets de croissance ne seront pas importants lors de la première année et ne devrait pas dépasser 0,7% de croissance supplémentaire, c'est surtout lors des années à venir que l'impact de ce choc d'investissement sera important en matière de croissance. Les effets de ce scénario seront aussi importants en matière de recettes fiscales supplémentaires qui devraient se situer entre 250 et 300 millions de dinars lors de la première année.

Les conséquences en matière d'emploi ne devraient pas être négligeables et devraient se situer selon nos estimations autour de 10 000 emplois supplémentaires au cours de la première année. Mais, l'impact le plus important de ce scénario est surtout politique dans la mesure où il sera à l'origine d'un retour progressif de la confiance et du débat de la transition économique.

H.B.H.

Les conséquences en matière d'emploi ne devraient pas être négligeables et devraient se situer selon nos estimations autour de 10 000 emplois supplémentaires au cours de la première année. Mais, l'impact le plus important de ce scénario est surtout politique dans la mesure où il sera à l'origine d'un retour progressif de la confiance et du débat de la transition économique.

Notre économie connaît une crise profonde qui pourrait dégénérer lors de l'année en cours comme nous l'avons souligné avec le scénario pessimiste ou qui pourrait continuer à stagner et à «faire du surplace» comme nous l'avons indiqué avec le scénario mi-raisin ou le baseline scénario. De ces différentes options, seule la voie de l'audace pourrait constituer une véritable sortie de crise, redonner l'espoir et rétablir la confiance. Cette voie passe par une véritable consolidation budgétaire et un rétablissement des grands équilibres macroéconomiques, un retour de l'investissement et une accélération des réformes économiques. ■



SWIFT

Swiftez avec Suzuki

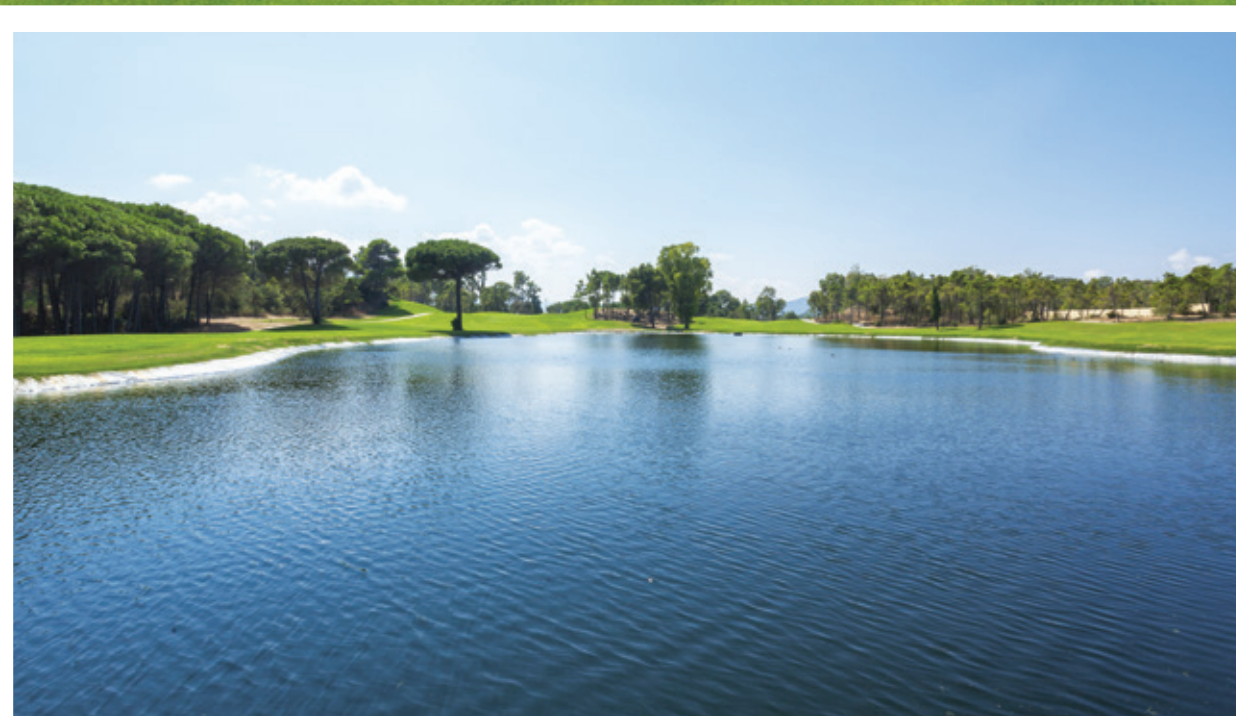


Way of Life!



La Cigale Tabarka Golf

Le parcours exceptionnel, le Club House inégalé



Amateurs de golf, régalez-vous ! Rarement vous pourrez jouir du bord de mer, de la forêt et des dunes de sable, dans un écrin de verdure, comme vous en serez comblés à la Cigale Tabarka Golf. Dans cette magnifique région qui rappelle à la fois l'Algarve au Portugal, Pebble Beach en Californie le célèbre Links d'Ecosse, le parcours de 18 trous et le practice qui s'étendent sur 110 ha séduiront les plus exigeants.


Au milieu de pins, d'eucalyptus et de chênes, sept des dix-huit trous ont été dessinés entre les dunes de sable de la magnifique plage. Le golf de Tabarka est l'un des rares au monde avec sept trous en bord de mer, un littoral fait de petites baies, de promontoires, de vallonnements naturels et de roches.

Le parcours de golf (par 72-6 306 mètres) est constitué d'une magnifique pelouse T1 sur les Greens et de paspalumseashore sur Tees et Fairways, très résistants au climat méditerranéen, ce qui donne au parcours un standard des plus recherchés. Toutes les surfaces de jeu ont ainsi été entièrement ressemées, une rénovation totale a été effectuée au niveau des trois lacs, ainsi que des chemins des voiturettes. Le système de drainage a été également amélioré et

informatisé afin de répondre aux normes internationales en vigueur. Il permet, en effet, une gestion homogène, équilibrée et intelligente de l'arrosage du parcours. Quant à la zone d'entraînement, elle est dotée d'un grand bunker, d'un putting green (500m²) et d'un chipping green (150 m²) qui vous prépareront aux futures compétitions en vous permettant de peaufiner votre petit jeu.

Le bonheur luxueux

Inauguré en 1992 et complètement rénové en 2016, le parcours est doté d'un Club House flambant neuf. Du haut de son monticule, il offre en 360° une large vue panoramique. Ce pentagone et ses formes architecturales constituent un clin d'œil à l'architecture de la région, sa toiture fragmentée et inclinée vers le parcours de golf engendre des ouvertures ponctuant cet espace par des faisceaux lumineux.

A l'intérieur, le cadre est somptueux. Salons, espaces de détente et de loisirs agrémentent les vestiaires, locaux techniques, salles de réunion et autres boutiques. Le grand luxe s'incruste dans la générosité de la nature. Détente et émerveillement garantis. 



Hôtel La Cigale Tabarka Zone
touristique El Morjene , 8110
Tabarka, Tunisie
Tel. : +216 70 019 000
reservation@lacigaletabarka.com
www.lacigaletabarkagolf.com



La Princesse de Galles à Tunis en 1816



■ Mohamed-El Aziz Ben Achour

Par sa proximité avec l'Europe, le beylik de Tunis constituait une étape à la fois commode et pittoresque pour les aristocrates européens qui, au XIXe siècle, cédèrent volontiers à l'engouement pour l'Orient. Le Prince allemand Pückler-Muskau en 1835, le Duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe en 1846, puis ses frères, le Prince de Joinville et le Duc d'Aumale, le Prince de Galles, le Prince Napoléon cousin de Louis-Napoléon Bonaparte, les princes héritiers Frédéric d'Allemagne et Humbert d'Italie jouirent de l'hospitalité des pachas beys et découvrirent un pays à la fois attaché à ses traditions et déjà ouvert – quoique de façon parfois pathétique – à une modernité institutionnelle et culturelle. Mais la première visite princière que connut la Tunisie fut celle de la Princesse de Galles, Caroline Amélie Elizabeth de Brunswick (1768-1821), qui eut le mérite de venir dans notre pays dès l'année 1816, ce qui était un fait inédit non seulement pour une dame de son statut mais également pour les hommes de son milieu. →

En outre, de tous les illustres visiteurs de la Tunisie, elle fut la plus romanesque. Caroline était officiellement l'épouse du Prince George, fils du roi George III et prince-régent du royaume d'Angleterre depuis 1811 à la suite de la maladie mentale du roi. Mais son mariage avait été d'emblée malheureux. Le prince de Galles, pourtant son cousin germain (Caroline était la fille de Charles- Guillaume Ferdinand, duc de Brunswick-Wolfenbüttel et de la Princesse Augusta de Grande-Bretagne, sœur de George III), lui témoigna très vite beaucoup d'animosité. Et pour cause puisque quand il épousa Caroline en 1795, il était déjà secrètement marié à une jeune veuve, Maria Fitzherbert. Certes, ce mariage n'avait reçu ni le consentement du roi – son père – ni celui du parlement – comme l'exigeait la règle – et n'était donc pas valable, mais le prince était très attaché à sa compagne, ce qui d'ailleurs ne l'empêchait pas de multiplier les aventures galantes. Délaissée, la jeune princesse Caroline eut, en outre, à souffrir d'intrigues et de soupçons d'infidélité sans doute attisés en sous-main par l'entourage du prince. On finit par la séparer de son enfant unique, la Princesse Charlotte, née en 1796. Isolée, regardée de travers par toute la haute société, elle finit par accepter la proposition faite par le secrétaire au Foreign Office de quitter l'Angleterre et de recevoir une rente digne de son rang. Elle prit le chemin de l'exil en 1814 et s'installa avec sa suite à Milan dans la superbe Villa d'Este dont elle fit l'acquisition. Elle allait y demeurer jusqu'en 1820, date à laquelle son mari devint roi du Royaume-Uni et de Hanovre sous le nom de George IV. Loin d'Angleterre, la princesse faisait cependant l'objet d'une étroite surveillance ordonnée par son mari et le gouvernement britannique. Les soupçons à son égard grandirent à partir du moment où elle engagea comme serviteur puis

comme chambellan un Italien du nom de Bartoloméo Pergami, ancien sous-officier de cavalerie et issu, affirmait-il, d'une famille noble déchue. Était-ce par naïveté, par sensualité ou simplement par amitié et anticonformisme ? On ne le saura jamais. Ce qui est sûr, c'est que la princesse fit rapidement de Pergami plus que son homme de confiance: son compagnon de tous les instants. Elle lui obtint divers honneurs, lui acheta un titre de baron et alla même jusqu'à créer un ordre de chevalerie – l'Ordre de Sainte Caroline-de-Jérusalem – et lui en donna la dignité de grand maître ! Il n'existait certes à l'époque ni paparazzi ni magazines people mais les rapports faits par des espions, dont certains étaient des domestiques de la princesse, alimentaient sans cesse les rumeurs d'un adultère entretenues par les caricatures assassines illustrant des pamphlets publiés à Londres.

En 1820, son mari étant devenu roi, elle rentre en Angleterre et fait valoir son droit au titre de Reine consort du Royaume-Uni et de Hanovre. La Princesse jouissait, d'ailleurs, d'une très grande popularité au sein du petit peuple outré par l'attitude du prince-régent et choqué par ses extravagances et son train de vie dispendieux alors que la population subissait les privations consécutives aux guerres qui déchiraient alors l'Europe. Dans les milieux politiques, Caroline suscita la sympathie des parlementaires du Radical Movement qui appréciaient en elle son attachement aux droits des faibles et aux libertés ainsi que son ouverture d'esprit. Le Times du 7 octobre 1820 (cité dans l'article «Caroline of Brunswick» dans Wikipédia) lui attribue cette phrase : «Un gouvernement ne peut stopper la marche de l'intellect pas plus qu'on ne peut arrêter le mouvement des marées ou la course des planètes.» George IV et le gouvernement tentent aussitôt, par le biais du Pains and Penalties Bill 1820, de la priver de son titre royal par le parlement



■ Caroline Princesse de Galles, par Thomas Lawrence

■ George IV, portrait du couronnement par Thomas Lawrence



et d'obtenir la dissolution du mariage pour adultère «à l'étranger avec un étranger». Lors de son procès, les détails grivois donnés par les témoins firent scandale mais la popularité de la reine demeurerait intacte. Le Bill fut admis in extremis par la Chambre des Lords mais on renonça à le soumettre aux Communes car on savait que ce texte très impopulaire ne passerait pas. Cependant, lors de la cérémonie du couronnement, le 19 juillet 1821, la reine fut brutalement interdite d'accès à Westminster Hall. Sa santé ne cessa dès lors de se détériorer et elle mourut le 7 août. Elle était âgée de 53 ans. Le passage de son cortège funèbre donna lieu à de violents affrontements entre la police, qui avait pour instruction de suivre un itinéraire discret, et la foule qui imposa que le cortège passât par les artères les plus prestigieuses de Londres. →



■ Mahmoud Pacha Bey de Tunis (1814-1824) par Griganti

→ Mais revenons à l'époque où la Princesse était en Italie. A la fin de l'année 1815 alors qu'elle résidait à la Villa d'Este, elle décida d'effectuer un long voyage qui la conduirait jusqu'en Palestine en passant par la Sicile, la Tunisie, la Grèce et la Turquie. Elle arriva à La Goulette le 4 avril 1816, accompagnée d'une suite composée de ses dames de compagnie, de son médecin, d'un officier, d'un érudit, le comte Schiavinis, de domestiques et, bien sûr, de son fidèle compagnon, Bartoloméo Pergami. La relation de ce voyage «en Sicile, en Barbarie, en Grèce et à la Terre sainte», la correspondance de Pergami, ainsi qu'un plaidoyer en faveur de Caroline ont été réunis et publiés à Paris en 1821 par Desquiron de St. Agnan sous le titre *Les Tablettes de la reine d'Angleterre*. Caroline

de Brunswick fut reçue par les autorités portuaires avec les honneurs militaires dus à son rang et accueillie par le corps consulaire conduit par le consul d'Angleterre, chez qui elle résida provisoirement. Le 7, elle alla saluer le Bey qui la reçut en grande pompe en présence de tous les dignitaires au Bardo. De là, elle alla rendre visite aux princesses. Le jour même, nous dit Alphonse Rousseau dans ses *Annales tunisiennes* (2^e éd. Tunis, 1980), «elle vint occuper le palais du bey [Dar el Bey à la Kasbah] qu'on avait rapidement et splendidement disposé selon les usages européens. Une garde d'honneur de 60 mamelouks fut placée à sa porte et un riche carrosse à six chevaux était constamment tenu à sa disposition (...) S.A.R. comblée de prévenances de la part du bey, fut l'objet de ses attentions →



■ Un des salons du Dar el Bey (actuel palais du gouvernement), résidence de la Princesse Caroline durant son séjour à Tunis




JEEP®, 75 ANS D'EXPÉRIENCE...



ITALCAR
Représentation de matériel de transport

Jeep

TUNIS : Showroom ITALCAR : Boulevard Principal, les Berges du Lac, 2045 Tunis – Tél. : 71 655 500 / Fax : 71 655 407
TUNIS : Showroom Megrine : Zone Industrielle Megrine route de Sousse GP1 5.5 km – Tél.: 31 363 240 / Fax : 71 297 177
SOUSSE : Société Nimr : 251, Route de Tunis, 4011 Hammam Sousse – Tél. : 73 364 088 / Fax : 73 364 089
SFAX : Sfax Motors : 01, rue Jamel Eddine Al Afghani, Zone Industrielle Poudrière, 3002 Sfax – Tél. : 74 287 381 / Fax : 74 287 382 / Fax : 74 287 375 - **DJERBA** : Djerba Tourism Services : Km 2, Route Houmet Souk, 4116 Djerba Midoun – Tél.: 75 764 550 – 75 764 551 / Fax 75 764 552 - **GABÈS** : Thabti Auto Services : Avenue Abou El Kacem El Chebbi, 6011 Gabès – Tél. : 75 293 205 / Fax : 75 293 225 - E-mail: jeep@italcar-sa.com /  Jeep Tunisie

Avec LA BAISSÉ DU TAUX DU CREDIT BH AUTO

Je me verrais bien en décapotable



ما تخمّش... عيش حياتك...

WWW.BH.COM.TN | 1800



بنك الإسكان
BANQUE DE L'HABITAT

Bâtisseur de l'avenir



■ Bartolomé Pergami.

→ les plus délicates». Les princes fils du Pacha, Hussein et Mustapha, reçurent pour instruction de leur père d'accompagner la princesse de Galles dans tous ses déplacements. Les princes et ministres organisèrent en son honneur des réceptions dans les palais de La Manouba et de La Marsa ainsi qu'à La Mohamédia. «Le 12, Son Altesse Royale fut invitée à se rendre à La Manouba, maison de plaisance de Sidi, [il s'agit de Hussein] premier fils du bey (...) Le dîner fut splendidement servi, moitié à la moresque et moitié à l'italienne; tout le temps du repas fut rempli par des exercices et des manœuvres guerrières commandées et exécutées sous les yeux de S.A.R.» (Les Tablettes, p. 215).

Comme pour tous les voyageurs et à toutes les époques, la visite du site archéologiquement aride de Carthage fut une déception pour la princesse et le savant Comte Schiavinis qui l'accompagnait. Il n'y trouvèrent que «mort et silence.(...) Sur cette immense étendue où brillèrent jadis le commerce, les arts et l'agriculture, ne se trouvent plus que des ronces et quelques débris épars qui révèlent au voyageur qu'il foule sous ses pas la cité qui fit trembler Rome. Au milieu d'un amas de pierres mutilées et sur le penchant d'une colline s'élève cependant un petit bourg appelé Sidi Bussid. Voilà tout ce qui reste de Carthage...» (Tablettes...pp. 209-210). Utique et surtout Zaghouan et Oudhna retinrent davantage leur intérêt.

Le séjour de la Princesse Caroline ne fut pas que d'agrément. Sa présence à Tunis lui donna aussi l'occasion de jouer un rôle diplomatique en se préoccupant essentiellement du sort des esclaves chrétiens et de la nécessité de racheter leur liberté. «Son cœur – lit-on dans les Tablettes... – s'est déchiré à l'aspect de ces infortunés(...) Elle a sollicité avec une bonté touchante et le bey a accordé avec une noble générosité la liberté de plusieurs esclaves au nombre desquels se trouvaient la fille du gouverneur de Saint-Pierre [île razzée par les corsaires tunisiens sous le règne de Hammouda Pacha] et une dame génoise née dans le rang le plus élevé». C'est avec son argent qu'elle racheta de nombreux captifs chrétiens et sut gré à Mahmoud Pacha Bey d'avoir fait libérer, en son honneur, les esclaves européens de l'Etat sans contrepartie financière. A ce propos, il convient de rappeler qu'outre les efforts et les sacrifices financiers de la princesse, les pressions exercées sur le bey par l'amiral anglais Exmouth, qui se trouvait alors à Tunis, ont permis d'obtenir au total l'affranchissement sans rançon ou contre dédommagement de 300 Sardes et 500 Napolitains. (Khelifa Chater, *Dépendance et mutations précoloniales. La Régence de Tunis de 1815 à 1857*, Tunis 1984, pp.247-254.)

Mais le rôle de la Princesse de Galles ne se limita pas à cette action plus charitable que réellement politique. L'arrivée de l'escadre commandée par l'amiral Exmouth à Tunis le 12 avril allait lui donner l'occasion de jouer un rôle diplomatique et de témoigner sa sympathie au bey et à son gouvernement. L'amiral anglais était mandaté par le Congrès de Vienne pour imposer aux régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli l'interdiction de l'activité corsaire. Il était également chargé par le Royaume des Deux-Siciles de négocier avec le Bey un traité de paix. Or le Prince tunisien se trouvait en position de faiblesse étant donné la menace que constituait une flotte qui se tenait prête à bombarder La Goulette. Mettant à profit la présence de la Princesse – épouse du régent d'Angleterre, rappelons-le –, le Bey dépêcha auprès d'elle, en sa résidence du Dar El bey, son ministre de la marine, son khaznadar et le premier interprète du palais pour la prier de bien vouloir intervenir afin que la négociation

du traité soit menée par le consul de France, Devoize, négociateur civil et animé des meilleures intentions plutôt que par l'amiral. «La princesse de Galles, vivement contrariée, sans doute, de ce déploiement de forces navales et de l'attitude menaçante [de l'amiral] contre un prince de qui elle recevait en ce moment même une si royale hospitalité (...) céda aux insinuations qui lui furent faites de sa part». La tentative n'aboutit pas mais le Bey lui en sut gré, de sorte que lorsque la tension créée par la présence de l'escadre atteignit son comble, la princesse se tint prête à partir. Un officier beylical vint aussitôt lui dire de la part de son maître qu'elle ne devait concevoir aucune inquiétude et que quelque tournure que prissent les affaires en discussion, elle demeurerait entièrement libre de partir ou de rester «et qu'on ne s'écarterait jamais à son égard des lois sacrées de l'hospitalité.» (A. Rousseau, *Les Annales...*, pp. 309-313).

Lorsque Caroline, après avoir pris congé du Bey et des princesses, le 18, quitta la Tunisie pour la Grèce, le 24, elle laissa après son départ le plus charmant souvenir et, sans doute, une fascination sur cette société traditionnelle où les dames – dont les avis étaient souvent sollicités, certes – étaient cependant confinées dans leurs palais. Elle laissait aussi derrière elle un pays qui commençait à subir les effets du nouvel ordre du monde qu'incarna sous ses yeux la démonstration de force de l'escadre britannique. L'ère de la course – si lucrative et en même temps si gratifiante pour l'orgueil identitaire – était terminée. Moins d'un mois plus tard, en mai 1816, les janissaires de Tunis se révoltèrent et parmi les reproches adressés au bey figurait celui d'avoir donné sans contrepartie les esclaves de l'Etat à «Raginat al Ingliz» comme on appelait alors la Princesse de Galles (Ben Dhiaf, *Ithâf*, III, pp.115-116).

Malgré les difficultés internes croissantes et en dépit d'interventions politiques européennes de plus en plus arrogantes, l'Etat beylical ne cessa jamais, tout au long du XIXe siècle, de recevoir dignement les hauts personnages qui souhaitaient découvrir un pays déjà meurtri mais toujours respectueux des lois de l'hospitalité arabe. ■

Md. A. B.A.

Sonia Mabrouk

Pourquoi “Le monde ne tourne pas rond, ma petite fille”



Regards croisés de deux femmes, l'une à La Goulette et l'autre à Paris, une grand-mère et sa petite fille, sur ce qui se passe en Tunisie, en France et dans le monde, depuis ces dernières années : le récit est époustoufflant. Echanges sur le vif, au téléphone, par Skype et par courrier entre Sonia Mabrouk, journaliste vedette sur Europe 1 et Public Sénat, en plein cœur de l'actualité, et sa mamie, Dalenda, ancrée dans ses souvenirs et ses réflexions au milieu de son quartier légendaire de La Goulette.

Terrorisme, radicalisation, voile, identité, tabous, Libye, chrétiens d'Orient, Alep, Mossoul, racisme anti-noirs au Maghreb, démocratie dans les pays arabes, attitude des Etats-Unis vis-à-vis de Daech sous Obama et maintenant avec l'arrivée de Trump, et autres questions chaudes : tout est passé au crible de l'intelligence et de l'indignation.

Le silence des intellectuels musulmans tenus à l'écart des plateaux médias et l'absence de visionnaires suscitent la dénonciation.

«Vous les médias en France et dans le monde...»

Ni la différence d'âge et d'angle de perception, ni l'éloignement n'ôtent à ces conversations tout le charme de la convergence et de la divergence. La complicité n'est pas acquise d'office, l'interrogation de l'une à l'autre et leurs interpellations réciproques donnent à leurs propos épicés et saveurs. La mamie met en exergue une info, apportant des précisions et surtout cherchant à en comprendre le pourquoi. L'attentat terroriste de Kasserine, le 31 août 2016, la révolte : «*Je ne comprends pas pourquoi les médias n'ont pas parlé de ce qui s'est passé hier à Kasserine*». Et de raconter comment face à l'horreur, «*des femmes de ce petit bourg appelé Hay El-Karma sont sorties pour chasser les djihadistes. Aux cris de "Tahya Tounes" (Vive la Tunisie) et "Irhèbe, Dégage (Dégage Terrorisme), elles ont défié ces traîtres*». Son verdict tombe comme un couperet : «*Vous les médias en France et dans le monde, il n'y a que le côté sombre des événements qui vous intéresse. Dès qu'il y a un signe d'espoir, une petite lueur dans l'obscurité, vous ne dites plus rien.*»

C'est sur ce ton que se poursuivent souvent les conversations. N'ayant pas la langue dans sa poche, Sonia Mabrouk en profite souvent pour dire à Dalenda ce qu'elle pense réellement, ce qu'elle s'emploie à défendre sur antenne. «*Il faut parler librement de la religion, débattre, que l'islam accepte de se remettre en question, de briser certains tabous, dit-elle. Une religion figée,*

qui refuse de s'adapter à l'évolution du monde, se met elle-même en danger...» Dans la lignée de Malek Chebel et d'Abdelwahab Meddeb, elle évoque ce «*examen de conscience indispensable*», soulignant qu'il «*ne suffit plus de dire que l'islamisme n'a rien à voir avec l'Islam.*»

Sur la Libye, Sonia Mabrouk révélera un scoop quant au rôle décisionnaire joué par Bernard-Henri Lévy dans le bombardement ordonné par Sarkozy, sans le consentement de son ministre de la Défense, Gérard Longuet. Un témoignage de première main.

Elle n'écrit pas...

Femme de radio et de télévision, même si elle avait débuté à Jeune Afrique, cette ancienne élève de l'IHEC Tunis, passée par la Sorbonne, n'écrit pas quand elle pianote sur son clavier. Elle parle de sa voix qu'elle sait fluctuer entre suave et ferme, murmure à l'oreille, interroge, relance, raconte, restitue des univers, dessine des images. Même lorsqu'elle traite de sujet sérieux comme elle le fait dans ce livre, elle n'oublie pas de laisser sa grand-mère lui parler de son épicier à La Goulette, du couscous-poisson, des déjeuners du dimanche, des voisins, les Beach... Quand elle la voit sur Skype, elle complimente sa blousa et flouta...

La journaliste vedette qui reçoit à l'antenne le Tout-Paris de la politique, des sciences et des arts, séduisant ses invités pour les faire parler, tient son lecteur en haleine. Tous les ingrédients d'un bon livre sont là : l'analyse, le récit, le rebondissement et le raffinement du verbe. Le mérite de Sonia Mabrouk est



de pouvoir intéresser à la fois ses lecteurs tunisiens, français et francophones, en leur offrant des clés utiles pour décoder ce qui se passe aujourd'hui de crucial. Un livre fluide, agréable à lire d'un seul jet, une brise rafraîchissante qui vous délivre de tant de cauchemars. **L**

T.H.



Le monde ne tourne pas rond, ma petite fille
Par Sonia Mabrouk
Flammarion, 2017, 212 p.

Bonnes feuilles

Kasserine

J'ai toujours été frappée par l'incrédulité que manifestent les parents de ces djihadistes lorsqu'ils apprennent les véritables intentions de leur progéniture. Comme s'ils ne pouvaient accepter, ni même imaginer l'impensable. Je me souviens d'un reportage à la télévision tunisienne, où l'on voyait un père, la mine désespérée, s'exprimer sur le départ de son fils. Vieille casquette vissée sur la tête, vêtements rapiécés, le fermier quinquagénaire décrit le profil d'un enfant sans problème. Son fils est parti avec les meilleures intentions du monde, jure-t-il. Seulement, à son retour, il a participé à un attentat contre les forces

de l'ordre tunisiennes qui s'est soldé par la mort de deux policiers ainsi que celle du jeune djihadiste.

Le journaliste demande alors au père ce qui s'est passé pour que son fils se soit retrouvé mêlé à cette attaque ? «*Je ne sais pas... Les terroristes lui ont sûrement retourné le cerveau, c'est la seule explication possible, je n'ai plus eu aucun contact avec lui*», lâche-t-il. Tout comme le reste de la famille, il n'a donc rien vu, rien entendu, rien deviné. Au village, personne ne sait rien non plus. Tous ces reportages, et en particulier ceux qui mettent en scène les familles des terroristes, me choquent profondément. En disant cela, c'est davantage la citoyenne que la journaliste qui parle. Il y a un manque évident de distance avec →

→ ce genre d'évènement. Et j'ajouterais aussi une absence de décence. Nous ne pouvons pas simplement tendre un micro à des proches qui réclament la dépouille de leur frère ou de leur fils, après que celui-ci a enlevé la vie à des dizaines d'autres personnes. Nous ne pouvons pas non plus les laisser dire, face caméra, qu'ils ne savaient rien de son projet funeste avant que la police n'ait définitivement écarté leur responsabilité. La complexité des attentats actuels pose de nombreuses questions sur le traitement de l'information en continu.

Au sujet de l'islam politique

Delenda se montre beaucoup plus radicale que moi. J'essaie de lui expliquer mon point de vue.

«Je comprends tes inquiétudes. Seulement, tu ne peux plus exclure aujourd'hui les islamistes du jeu politique dans les pays arabes. On ne va pas retomber dans les heures sombres d'une chasse



aux sorcières, au terme de laquelle tu vas enfermer tous les barbus ! Ils sont là désormais. C'est vrai qu'au début, les Etats-Unis ont affiché leur enthousiasme en faveur des islamistes, notamment en Tunisie. La France n'était pas en reste non plus. L'ex-ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, n'avait que le mot islamiste modéré à la bouche ! Tout ça a créé une incroyable confusion. Je crois que la page peut se tourner avec Trump, s'il respecte ce qu'il a dit durant sa campagne, ce qui n'est pas gagné ! Je n'ai aucune sympathie pour lui. Toutefois, dans ce domaine, c'est un pragmatique qui ne veut pas jouer à l'apprenti-sorcier avec les idéologies islamistes. Et puis il s'occupera d'abord de son pays.

Tu sais, on avait eu le même débat il y a quelques années en ce qui concerne Erdogan. Tu te souviens de tous les articles qui vantaient les mérites d'une Turquie moderne avec l'arrivée au pouvoir d'un islamiste modéré ? Eh oui ! Celui qui est aujourd'hui le leader de la réislamisation de son pays était présenté comme un «modéré» par les médias occidentaux. Résultat ? Erdogan a enfourché le cheval de Troie de la démocratie pour façonner la Turquie à sa main. La presse était remplie d'articles dithyrambiques soulignant l'incroyable success story économique de ce pays grâce à son Premier ministre de l'époque... A-t-on alors mal jugé qui était vraiment Erdogan ? Ou a-t-on fermé les yeux sur l'autocrate en devenir ? La Turquie fait partie de ces pays qui ont joué un double jeu mortifère au début de la guerre contre Daech. Avec un pied dans l'Alliance atlantique et un autre, en soutien du djihadisme. Aujourd'hui, on ne peut plus se passer de la Turquie dans le dossier des réfugiés ou sur le front dans les batailles de Mossoul ou de Raqqa. Erdogan tient l'Europe avec la complicité involontaire d'Angela Merkel. Le président turc peut, à tout moment, ouvrir les vannes pour laisser déferler sur l'Europe occidentale les milliers de réfugiés retenus dans des camps, sur ses terres.

Plus rien ne l'arrête. Aucun chef d'Etat occidental ne peut sérieusement faire pression sur lui. Le modèle turc tant vanté il y a quelques années est devenu un épouvantail aux portes de l'Europe. Depuis la tentative avortée de coup d'Etat, le pays subit une purge sans précédent. Le climat de suspicion pèse sur tous les Turcs. Journalistes, professeurs, soldats, écrivains, policiers, tous peuvent subir les foudres du régime au moindre doute. Et se retrouver dans les prisons d'Erdogan, «l'islamiste modéré».

En 2003 pourtant, la Turquie était la référence. Le régime de l'AKP plaisait à l'Europe. Tous ceux qui, hier, applaudissaient à l'islamisme modéré d'Erdogan ont fait la démonstration d'une complicité coupable. Je ne crois pas en leur naïveté politique. Je crains malheureusement qu'ils ont vu son vrai visage sous le vernis de la modernité. Il est trop tard maintenant. Le maître d'Ankara a reniflé toutes les faiblesses de l'Europe et il les exploite méthodiquement. →



التجاري بنك
Attijari bank

Croire en vous



**100
MILLIONS
DE DINARS**

**POUR FINANCER
LES PROFESSIONNELS
ET LES PETITES
ENTREPRISES**

Médecin, pharmacien, architecte, expert-comptable, professionnel, artisan, ... vous avez un projet à faire grandir ?

Attijari bank met à votre disposition son expertise et son conseil ainsi qu'une enveloppe de financement de 100 millions de dinars.

Pour plus d'informations adressez-vous à l'une des agences Attijari bank ou appelez notre Centre de Relation Client au **81 100 004***

*Appel non surtaxé



www.afrikisol.com



Nous proposons à nos clients une solution complète qui commence par :

L'installation des tuyauteries et équipements "AFRIKISOL Etudes & réalisations" jusqu'à l'installation du calorifugeage "AFRIKISOL INDUSTRIE" tout en assurant la fourniture de tous type de produit que nos clients exigent dans la catégorie de l'isolation, des tuyauteries, des accessoires... "AFRIKISOL TRADING".



RÉQUENCE
Design & Print
(+216) 241 055 130



Tél : +(216) 72 57 06 25 / +(216) 72 57 24 98 Fax : +(216) 72 57 13 22 E-mail : contact@afrikisol.com

Boulevard de l'environnement 7035 Menzel Abderrahmane - Bizerte

→ La France et le chaos libyen

Comme à son habitude, Delenda met le couteau dans la plaie. Je sais que l'équation est terrible pour la Tunisie. Comment réussir une transition démocratique quand votre voisin ressemble à une armurerie à ciel ouvert ? Sur qui compter dans un monde arabe déchiré et en feu ? D'où peut venir l'aide quand l'Union européenne se détourne de la Méditerranée ?

Toutes les questions que se pose Delenda sont légitimes. Je ne m'attendais pas à un réquisitoire aussi tranchant de sa part.

«La France nous a laissés tomber. Plus personne ne s'intéresse à nous. Vous avez mis le désordre dans la région. Tu sais, j'ai appris un nouveau mot : le Sahelistan, c'est le nouvel Afghanistan. Eh bien il résume les effets de la guerre voulue par Sarkozy. Vous avez ouvert la boîte, comment elle s'appelle déjà ?»

«La boîte de Pandore mamie. Je te trouve assez sévère. Je te rappelle que la France n'a pas agi seule et que...»

Delenda me coupe brutalement la parole : *«Arrête, arrête je t'en prie, ça suffit, tu ne mènes pas un débat à la télévision ou à la radio. Sois sincère. Dis-moi ce que tu penses !»*

«Pourquoi tu me dis ça ?! Évidemment que je suis sincère ! Tu es trop dure avec la France. C'est mon pays, ne l'oublie pas, tout comme la Tunisie !»

«Ah comme c'est facile pour la Française que tu es devenue de parler et d'analyser la situation depuis ton appartement parisien. Alors que nous ici, on a tous les problèmes. Je te dis qu'il y a une grande responsabilité de la France. Ca ne veut pas dire qu'il ne fallait pas intervenir contre le maboul de Kadhafi. Il reste que personne chez les militaires ou les politiques en France ne connaît ce pays et son histoire ! Quand je dis ce pays, je parle de sa complexité et du nombre de tribus. Qu'on le veuille ou pas, Kadhafi avait réussi à en être le rassembleur ! Avant de le faire disparaître, il fallait au moins savoir par qui le remplacer ! En tout cas, s'occuper de la suite.»

Ma grand-mère est en colère. Je n'adopte pas un ton aussi dur. Je la rejoins néanmoins sur la méconnaissance des responsables politiques au sujet de la région, et en particulier de la Libye. Ce pays n'a pas de structures d'Etat, pas de piliers, pas de véritable administration. L'intervention a créé un vide. Il a conduit au chaos. Chaque milice, tribu ou ethnie cherche à prendre le pouvoir. Il y avait une place vacante, les djihadistes de Daech l'ont occupée. Aujourd'hui, ils sont certes chassés de leur fief, Syrte, la situation n'en reste pas moins problématique pour la Tunisie.

Où vont aller ces djihadistes ? Leur retour, pour certains, sur le sol tunisien est une vraie hantise. La France fait face au même défi avec le retour des combattants de Syrie.

Les revers subis par les terroristes de Daech ne marquent pas la fin de la guerre. Ils signent la mort de l'utopie de leur territoire, pas l'anéantissement de la menace. Loin de là. Il faudra des années pour se débarrasser de ce poison. Ceux qui reviennent de Raqqa ou de Mossoul sont convertis aux thèses djihadistes. Et ce n'est pas un stage de déradicalisation qui viendra à bout de leurs pensées mortifères. Voilà pourquoi les batailles gagnées contre Daech sont de bonnes nouvelles qu'il faut malgré tout relativiser. Le chemin sera encore long jusqu'à la stabilité et la vraie paix. C'est le cas de la Libye, totalement déstabilisée en 2011.

Comment juger aujourd'hui de la pertinence de cette guerre ? Lorsque l'on posait, il y a cinq ans, la question du fondement de cette opération, on nous jetait aussitôt à la figure l'argument des massacres de Kadhafi. Il n'y a pas de doute sur les crimes de ce dictateur. On aurait pu au moins débattre des éventuelles conséquences d'une telle action.

... Et BHL

Il n'en fut rien. En mars 2011, le quotidien Le Monde publia un texte d'intellectuels appelant à un engagement urgent des Occidentaux en Libye. Parmi les signataires, le premier d'entre eux, Bernard-Henri Lévy que j'avais coutume d'appeler le ministre bis des Affaires étrangères. A ses côtés, Pascal Bruckner, Nicole Bacharan et d'autres. Si on les interroge aujourd'hui, ils répondraient probablement: Que fallait-il faire alors ? Regarder ces crimes atroces sans bouger ? Leurs interrogations renvoient à une question majeure : un événement se juge-t-il sur ses conséquences ? Je réponds oui. Il fallait sauver Benghazi. Sauf que le rôle et la mission de ceux qui nous gouvernent n'est-il pas de prévoir les effets de leurs actes ? Je sais bien qu'il n'y avait pas d'option parfaite. Ce que je reproche aux décideurs, c'est leur absence totale de vision politique dans cette région du monde. Leurs successeurs ne sont pas en reste sur ce plan. La question n'est ni de droite, ni de gauche. Cette intervention a été suivie d'une inertie coupable et dévastatrice. Les Occidentaux expédient des armadas pour mettre fin à des règnes brutaux, sans penser au désordre généré.

Je me souviens avoir animé un débat sur ce sujet dans mon émission «On va plus loin» sur Public Sénat. Parmi les invités ce soir-là, Gérard Longuet, ancien ministre de la Défense de Nicolas Sarkozy. Durant le direct, je lui avais posé à plusieurs reprises la question sur les conséquences de l'intervention et le manque d'anticipation des politiques. Ne déviant pas de sa →

→ ligne, il répondait que c'était la seule chose à faire pour sauver la population de Benghazi qui se faisait massacrer. En le saluant après le débat, hors micro, j'avais de nouveau tenté ma chance : «*Vous ne regrettez vraiment rien compte tenu du chaos actuel et des effets sur la région, et en particulier la Tunisie ?*». Lassé par mes questions à répétition, il me répondit sur le ton de la confiance: «*Je n'ai pas eu mon mot à dire ! Tout s'est décidé avec Bernard-Henri Lévy*». Tout le monde le savait mais dit de manière aussi directe par le ministre de la Défense de l'époque, cela m'avait plongée dans un abîme de perplexité. Ainsi fut donc décidé le sort de cette région et par ricochet celui de la Tunisie. Ce serait trop

facile aujourd'hui d'en vouloir à BHL. Je comprends son combat et je respecte les convictions qui peuvent être les siennes. Cependant, la question consiste plutôt à savoir comment l'Elysée a pu confier les clés de ce conflit et de cette région à un philosophe ?

Leur rôle est essentiel dans notre société. Les philosophes sont des éveilleurs de conscience. Seulement, leurs indignations sont de plus en plus sélectives. Comme les responsables politiques, certains d'entre eux parlent à leur (é)lectorat. On peut facilement deviner à l'avance sur quel sujet ils vont s'indigner, et sur quel autre ils resteront silencieux. ■



Corporate VPN

Interconnectez votre réseau en toute sécurité

NOUVEAU

An advertisement for Corporate VPN. It features a man in a dark suit and a woman in a black dress with a white shirt, both standing on a blue network diagram that resembles a circuit board. Above them is a large, colorful speech bubble containing various icons: a play button, a document with 'W', a cloud, the LinkedIn logo, a keyhole, a padlock, a document with 'P', and a document with 'X'. The background shows a stylized cityscape with colorful buildings. The Havas logo is visible on the left side. At the bottom right is the TOPNET PRO logo, and at the bottom center is the website address www.topnetpro.com.

Avis de Vente au plus offran Appel d'Offres International n° 03/2017 (18 Quater /2016)

La société Gammarth Immobilière (G.I), Société de droit tunisien propriété de l'Etat et mandatée par ce dernier, se propose de lancer un appel d'offres international de Cession à l'amiable pour le compte de l'Etat tunisien (en lots séparés):

**d'un Palais sis sur le haut de la falaise de Sidi-Bou-Saïd et de Carthage
et de La Résidence meublée « MARINA 44» sise à la zone touristique Yasmine Hammamet
– Tunisie–**



	Titre Foncier	Le Terrain	Superficies Couvertes	Jardins, Allées et Piscines
Le Palais «Amilcar»	119384 Tunis « Bayt El Khayr »	11 394 m ²	7 376 m ² (Cinq niveaux) 138 Pièces En cours de Finition (80 %)	9 500 m ²
La résidence «MARINA 44»	580829 Nabeul	3 524 m ²	3 353 m ² (Cinq niveaux) 53 Pièces meublées	2 669 m ²

Les Plans de situation sont disponibles sur le site www.gammarth-immobiliere.tn, ou directement chez Gammarth Immobilière.

I. Le Palais «Amilcar»:

• Emplacement:

- Sidi-Bou-Saïd, Banlieue Nord de Tunis - Tunisie (www.sidi-bou-saïd.com).
- Perché sur le haut de la falaise de Sidi-Bou-Saïd à 70 m d'altitude Orientation Sud-Est dominant directement Carthage et le Golfe de Tunis (le port de Plaisance).
- À deux minutes des villes de La Marsa et de Carthage.
- À 15 minutes de l'Aéroport International « Tunis-Carthage ».

• **Accès** : - Entrée Principale depuis l'Avenue de l'Environnement et l'Impasse Alyssa.

- Entrée secondaire du Palais depuis la Rue de la Méditerranée.

Le Palais en cours de finition, est marqué par une architecture contemporaine prestigieuse et unique en harmonie avec le charme du patrimoine tunisien et du célèbre village blanc et bleu de Sidi-Bou-Saïd.

• **Cinq (05) Niveaux:** Le Rez-de-chaussée: 1 975 m² - Le 1er étage : 1 401 m² - Le Rez-de-jardin: 2 060 m² - Le Sous-sol: 1 796 m² - Le 2^{ème} étage partiel: 144 m².

- **Nombre de pièces:** 138.
- **07 terrasses** bénéficiant d'une vue sur mer (610 m²).
- **Une piscine découverte:** 156 m² côté haut de la falaise.
- **Une piscine au rez-de-jardin** avec cascade, terrasse couverte et jacuzzi (200 m²).
- **Un Hammam:** Au rez-de-jardin (104 m²).
- **Une salle de gymnastique (89 m²) et salle de Jeux (445 m²)** au rez-de-jardin.
- **06 d'escaliers:** 04 ascenseurs dont un ascenseur panoramique.
- **Des espaces verts** de l'ordre de 3 000 m².
- **Les constructions et les ouvrages sont totalement achevés.** Les lots revêtement, plomberie, électricité, ascenseur et décoration sont en cours de finalisation (80 %).

II. Le Palais «Marina 44»:

• Emplacement:

- Au cœur de la Marina Yasmine Hammamet, donnant directement sur le plan d'eau et le port de plaisance (www.yasmine.com.tn).
- À 15 minutes de l'Aéroport International «Enfidha- Hammamet».
- À 45 minutes de la Capitale Tunis et de l'Aéroport International «Tunis-Carthage».

• Accès:

1. Entrée sous forme de voie piétonne depuis l'unité résidentielle de la Marina.
2. Entrée privée à travers le pont mobile côté nord de la Marina.
3. Entrée tertiaire à travers le quai flottant depuis le canal.

Le Palais est située au cœur de la Marina «Yasmine Hammamet», la résidence donne directement sur le plan d'eau et le port de plaisance.

• **Cinq (05) Niveaux:** Le Rez-de-chaussée: 855 m² - Le 1^{er} étage: 759m² - Le 2^{ème} étage: 534m² - Le 3^{ème} étage: 420m² - Le Sous-sol: 225m².

• **Nombre des pièces:** 53.

Le Palais objet du Lot II sera vendu meublé.

Les biens immobiliers objet de la cession relèvent de la propriété de l'Etat tunisien et ils sont libres de tous droits ou hypothèques. Ils figurent dans le domaine de propriété privée de l'Etat. La propriété a été acquise par l'Etat aux termes des décisions de confiscation et en application du Décret-loi n° 2011-13.

La vente porte sur les divers ouvrages, équipements et biens dans l'état où ils se trouvent, à constater sur place par le soumissionnaire et ses conseillers sous sa propre responsabilité.

Toute personne physique ou morale désirant prendre part au présent appel d'offres est autorisée à visiter les biens mis en vente.

Les visites seront organisées sur rendez-vous durant la période allant du 16 Janvier au 19 Avril 2017. Les candidats devront en formuler la demande de visite auprès de Gammarth Immobilière selon les conditions fixées dans le cahier des charges (C.C) et après retrait de ce dernier, aux heures ouvrables, contre le paiement de la somme non remboursable de deux cent dinars (200 DT) en espèces ou par chèque au service financier de la société ou à son agence régionale sise en face du carrefour Sahloul-Sousse.

Chaque candidat est admis à participer à un ou aux deux lots séparément. Les soumissionnaires feront parvenir leurs offres par voie postale, sous pli recommandé, par rapid-poste ou les déposer directement au bureau d'ordre central de Gammarth Immobilière contre décharge. Les offres seront placées sous enveloppe extérieure fermée et scellée avec la mention :

Destinataire : Société Gammarth Immobilière

Adresse : Rue du Lac d'Annecy - Passage du Lac Malawi Immeuble Al Karama Holding Les berges du lac 1053 Tunis - Tunisie

Objet : Participation à l'Appel d'Offres International n° 03/2017

«A Ne Pas Ouvrir par le service du bureau d'ordre»

Cette enveloppe extérieure comportera les pièces administratives et financières de A à F énumérées dans l'art. 8 «contenu des offres» dont le cautionnement de participation selon les conditions figurant au C.C et fixé à:

- **Lot I (Palais « Amilcar »):** soit Cinq cent milles dinars (500 000 DT) pour les résidents, deux cent milles dollars (200 000 \$) ou deux cent milles euros (200 000 €) pour les non-résidents.
- **Lot II (Résidence «Marina 44»):** Trois cent milles dinars (300 000 DT) pour les résidents et à cent trente milles dollars (130 000 \$) ou cent trente milles euros (130 000 €) pour les non-résidents.

La date limite de remise des offres est fixée au Jeudi 20 Avril 2017 à 15h00, le cachet du bureau d'ordre de G.I faisant foi. La séance publique d'ouverture des plis sera tenue le même jour à 15h30 au siège de la société en présence d'un huissier notaire et des soumissionnaires ou leurs représentants (munis d'une pièce d'identité et d'une procuration).

Les soumissionnaires demeurent liés par leurs soumissions pendant cent quatre vingt (180) jours à compter du jour suivant la date limite de réception des offres.

Pour plus d'informations veuillez contacter le service commercial de la société ou son agence régionale (+216 71 960 100, +216 73 369 037, + 216 98 910 000)

Garantie

3 ans

The Creative Life

TCL

Société • Tendence



Pour une vie pleine d'interaction.

SMART TV ANDROID IPTV



Android 4.4:
Avec un design plus abouti de meilleures performances et de nouvelles fonctionnalités, Android 4.4 KitKat vous offre une expérience conviviale et intelligente et vous transporte vers le futur.



Android 5.1:
L'Android 5.1 Lollipop vous propose une nouvelle interface qui fera de votre navigation une expérience unique que ce soit sur votre téléphone, tablette, montre Android wear ou TV.



Dynamic Contrast Ratio:
Appréciez des couleurs plus riches avec des noirs plus sombres et des couleurs plus éclatantes pour une image plus claire et réaliste.



True Color Tech:
Une technologie d'amélioration avancée des couleurs, élargit le spectre de couleur de votre télévision et vous offre des images naturelles.



Direct Led:
Le positionnement de LED juste derrière l'écran permet un éclairage constant et uniforme, une luminosité améliorée et une faible consommation en énergie.



IPTV Standard / Electro IPTV:
Profitez de plus que 2000 chaînes en streaming et une bibliothèque de 5000 films.



N° Vert 80 100 500



Marioul Fadhila revient en force !

« Qui l'aurait imaginé décliné en bikini ! «Marioul Fadhila», habituellement associé à un habit traditionnel d'intérieur un peu vieillot, sera bientôt vendu sous des formes plus affriolantes. Dépoussiéré, ce tricot vieux de plus d'un siècle est remis au goût de la mode. Version plus cintrée et déclinaison du motif qui caractérise la marque à des vêtements branchés et des accessoires féminins. L'initiative entend répondre à un raz-de-marée de messages médiatisés appelant à sa réhabilitation. Car depuis peu, le fameux tricot rayé à col rond, qui est à l'origine de ce que les stylistes du monde entier ont baptisé le «col tunisien», fait l'objet d'un véritable engouement viral sur Internet. A l'origine de ce regain d'intérêt se trouve «Be Tounsi», un collectif d'amateurs d'artisanat tunisien qui fait fureur sur les réseaux sociaux... »

« Be Tounsi » n'a toutefois pas agi seul. Pour fêter le cinquantenaire de l'adoption de la marque Fadhila par l'entreprise de textile Bacosport, la remise au goût du jour du tricot dans une perspective de régénérescence du patrimoine tunisien était déjà prévue par les designers du groupe. L'initiative est prometteuse. Car en même temps qu'elle émane d'une volonté d'insertion de l'habit traditionnel dans la modernité, elle entend également opérer un retour aux origines en restituant à ce tricot tunisien le pouvoir de séduction dont il se prévalait au moment de sa création.

Aux origines du tricot, une histoire d'amour...

L'histoire originelle du tricot Fadhila est entourée de mystère. Selon la légende, il a été rendu célèbre par l'attractive femme de théâtre, comédienne et chanteuse Fadhila Khetmi, pour qui ce tricot à rayures a été spécialement conçu au début du siècle dernier par un artisan juif amoureux d'elle. L'élégance innée de cette femme publique ne manquera pas de hisser le tricot en véritable symbole de féminité.

entreprise de textile fondée en Tunisie par l'homme d'affaires tunisien David Sitruck. En 1957, lorsque celui-ci s'installe dans l'Hexagone, le tricot à l'aspect soyeux commence à achalander les boutiques des stations balnéaires prisées du sud de la France, notamment à Saint-Tropez. Et finit par être emporté par un véritable mouvement de mode, faisant ainsi office d'emblème du patrimoine vestimentaire tunisien. Dix ans plus tard, en 1967, Mohsen Ben Abdallah fonde le groupe Bacosport et acquiert la marque et l'exclusivité de la fabrication de «Marioul Fadhila» avec le dessin à rayures qui la caractérise.

«Premier habit tunisien à s'exporter, Marioul Fadhila a suscité l'engouement des amateurs de mode étrangers et fut arboré par des célébrités iconiques – Brigitte Bardot, Claudia Cardinale, Catherine Deneuve, etc., rappelle Sami Ben Abdallah, P.D.G. du groupe Bacosport. Mais l'intérêt porté par le public étranger pour ce tricot évolue de manière cyclique. S'il se vend depuis toujours à environ 5 000 pièces par mois, la répartition de la production entre marchés local et étranger varie selon le vent de la mode. S'il faut faire une moyenne, je dirais que le marché étranger absorbe 20% de la production.»

Vague Be Tounsi

Jusqu'à la fin des années 1960, l'exclusivité de la marque Fadhila était détenue par une

Octobre 2016, le cinquantenaire de l'adoption de Fadhila par Bacosport approchait à →

→ grands pas. Le P.D.G. de Bacosport, Sami Ben Abdallah, accompagné de sa styliste Lamia (qui préfère rester anonyme), songe à remettre le tricot au goût du jour... sans se douter qu'un collectif d'internautes férus d'artisanat et d'habits traditionnels tunisiens l'aiderait spontanément dans sa démarche. Le collectif «Be Tounsi» commençait en effet à amener des milliers d'internautes tunisiens et à partager sur son compte Facebook fort de 38 500 abonnés des centaines de publications appelant à la renaissance (et la reconnaissance) des métiers de l'artisanat. Parmi ces dernières, des photos affichant des ribambelles de jeunes femmes vêtues de tricots Fadhila colorés et portés sur des jeans et des jupes. «L'enthousiasme suscité par ce mouvement de sensibilisation fut tel qu'il a permis une légère dynamisation des ventes du tricot dans la région du Grand Tunis», avoue Sami Ben Abdallah. Extériorisé après n'avoir été qu'un tricot d'intérieur, voire parfois une pièce agrémentant des tenues traditionnelles, le tricot change désormais de fonction. Il est en passe de devenir un pull stylé se mariant très bien avec des vêtements plus actuels.

Nouvelle collection en partenariat avec des designers tunisiens

L'enthousiasme suscité par la réhabilitation du tricot par «Be Tounsi» impulse au sein de Bacosport une volonté de renouveau et un regain de créativité. Pour l'été 2017, un ensemble de déclinaisons du motif de la marque Fadhila a ainsi été prévu. Bacosport compte pourvoir maillots de bain, sacs à main et robes de plage du signe distinctif du tricot tunisien. Avec toutefois une originalité: l'entreprise a décidé de ne pas agir seule pour s'engager dans le processus de réhabilitation de ce vêtement âgé de plus d'un siècle. Elle s'est entourée de stylistes et d'artisans parmi les plus reconnus en Tunisie afin que la modernisation du tricot ne trahisse pas son identité d'origine. Un repositionnement a également été prévu et les circuits de distribution des futurs produits Fadhila seront organisés en fonction de la clientèle ciblée. Si les souks continuent à commercialiser le tricot classique, à terme, tongs, tenues, sacs et autres accessoires haut de gamme qui se marient →



COSMOPARIS



IZAC

LE VESTIAIRE

UNE REMISE DE
10%
VOUS SERA ACCORDÉE
SUR PRÉSENTATION
DE CETTE ANNONCE



→ avec le produit de base seront disponibles dans certaines boutiques sélectionnées. «Avec des designers partenaires, nous avons conçu des maillots de bain intégrant à la fois le motif Fadhila et d'autres marqueurs visuels provenant notamment du design de la céramique tunisienne», précise le P.D.G. de Bacosport.

Un avant-goût de cette future collection a d'ailleurs été présenté au Salon international de la lingerie à Paris du 21 au 23 janvier 2017. «Les produits exposés ont trouvé un très bon écho chez les visiteurs, qu'ils soient tunisiens ou français, se réjouit Sami Ben Abdallah. Les photos de l'événement, largement relayées sur Facebook par le collectif 'Be Tounsi', ont recueilli des commentaires encourageants. Il est clair qu'il faut que nous poursuivions cette dynamique !»

Défilé de mode en avril

Et pour cause, un défilé sera organisé en avril à Tunis pour présenter la collection de l'été prochain. La collaboration de nombre de designers servira à donner un souffle nouveau au tricot, voire à le «sensualiser».

L'idée est d'intégrer une réplique de la séquence de rayures de la marque dans la conception de toute une gamme tendance de nouveaux produits. Parmi les stylistes qui se sont associés à Bacosport figurent les marques «Stoushi», pour la conception de sacs, paniers et pochettes à motifs Fadhila, «Nuqush», pour les tuniques et sorties de plage en lin, et «Jasmin», pour la création de bijoux rappelant le tricot. Autre nouveauté notable : une version premium plus cintrée du tricot a été prévue. Un resizing du tricot classique est par ailleurs à l'ordre du jour. Il s'agit de répondre à une demande croissante exprimée par des femmes dont la taille n'est pas représentée dans le sizing actuel de la marque (pour le tricot classique, le seul produit Fadhila à être vendu actuellement, seules les tailles 2 et 3 existent). «J'ai décelé parmi les jeunes femmes une demande pour une version plus sexy et proche du corps du Marioul Fadhila, explique Sami Ben Abdallah. Raison pour laquelle nous avons déjà mis en vente une quantité réduite de tricot en version cintrée dans deux boutiques de prêt-à-porter de la banlieue nord. Cela nous a donné un avant-goût encourageant du futur écoulement de ce produit.»

L'artisanat tunisien s'inspirera-t-il de cette dynamique ?

Pimenter un vêtement traditionnel pourrait faire de la marque Fadhila un modèle à suivre pour l'ensemble des métiers de l'artisanat en mal de reconnaissance dans un monde où les modes de consommation sont de plus en plus déterminés par l'hégémonie des produits industriels uniformisés. La ferveur dont font preuve les aficionados tunisiens face à la perspective de voir renaître un habit traditionnel séculaire servira-t-il alors d'accélérateur à un mouvement global de modernisation des produits issus de l'artisanat? Sami Ben Abdallah et ses partenaires l'espèrent. Autant qu'il a été une première dans l'histoire de l'exportation de l'artisanat tunisien, «Marioul Fadhila», grâce à sa réhabilitation branchée, pourrait fournir un précédent pour l'avenir du patrimoine tunisien. Le caftan marocain, dont la revalorisation et l'exportation ont été rendues possible grâce à sa remise au goût du jour, est à ce titre un exemple éclairant dont les artisans tunisiens devraient s'inspirer. ■

Néjiba Belkadi

Nouveau

2 Litres



Mg + Ca Calcium
Magnésium أكثر



أكثر نشاط و أكثر حركة

شمس FM



تونس الكبرى
101.7 FM

بنزرت
95.7 FM

صفاقس
96.2 FM

القيروان
107.0 FM

سوسة
93.7 FM

ثفصة
88.7 FM

الوطن القبلي
106.5 FM

المنستير
90.6 FM

Mohamed Béchir Ben Othman Le banquier chevronné à Tunis, Niamey et Mascate

Son raffinement était légendaire. Mohamed (Hamadi) Béchir Ben Othman, ancien directeur général de la Banque de développement de la République du Niger, puis fondateur de la Banque de développement d'Oman, nous a quittés mi-mars dernier, à Tunis, à l'âge de 83 ans. Banquier chevronné, past-président du Rotary Club de Carthage (1995-1996), il laisse un souvenir indélébile.

Né le 25 novembre 1933 à Bab Souika, Hamadi Ben Othman avait fait ses études au Collège Sadiki jusqu'en 1947 puis au Lycée de Carthage. A l'obtention de son baccalauréat, il intègre l'Institut des hautes études commerciales de Carthage où il obtient son diplôme. Il est ensuite envoyé en tant que boursier de l'Etat tunisien à l'Université de Columbia à New York pendant deux ans durant lesquels il étudie les finances. A la fin de ses études, il s'installe à Paris pendant deux ans, d'abord pour un stage puis un emploi au Crédit industriel et commercial (CIC).


Rentré à Tunis en 1962, il souhaitait rejoindre le ministère des Affaires étrangères, mais le destin a voulu qu'il intègre la Banque de Tunisie en tant que sous-directeur. En 1969, il quitte la Banque de Tunisie et part, au titre de la coopération technique (pour le compte de la STB), au Niger où lui et un groupe d'autres tunisiens ont travaillé pour la Banque de développement de la République du Niger en tant que directeur général.

En 1974, il est sollicité par la banque Paribas pour fonder sa succursale au →





→ Sultanat d'Oman. Il accepte comme toujours ce nouveau défi et s'installe à Mascate. Après avoir lancé l'agence Paribas et été son directeur général pendant 5 ans, les autorités omanaises font appel à Mohamed Béchir Ben Othman pour fonder la première banque de développement d'Oman. Il assurera sa direction générale jusqu'en 1990, date à laquelle il rentre définitivement en Tunisie et crée une unité industrielle de production de chaussures à Tazerka, la ville natale de son épouse, Emna Messaadi. Par la suite, il fonde une nouvelle entreprise de pose de câblage téléphonique qu'il gèrera jusqu'en 2008.

Il était le père aimant de trois enfants : Ghazi, Ghalia et Ghailen. 



SAMA3NI SOUTEK

Répondeur@RADIO_MED

72.328.600

Allo
Allooo
Allo



une vague de bonheur

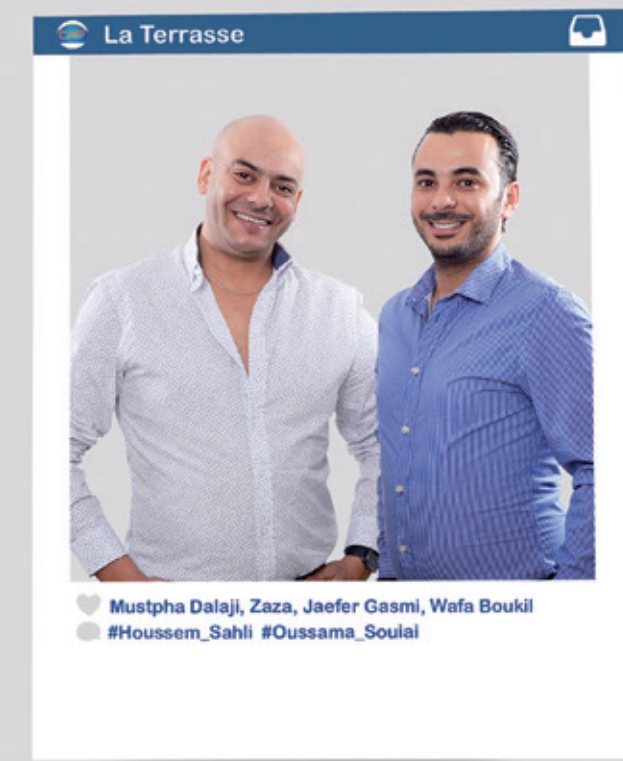
LA RADIO QUI VOUS ECOÛTE

#UNEVAGUEDEBONHEUR 

100%_TALK



LE BON AIR EST SUR CAP Fm



Juliette Bessis L'historienne de la Tunisie, du Maghreb et de la Méditerranée



Habib Kazdaghli

Le cœur de Juliette Bessis (Zouzou, pour les intimes) a cessé de battre le vendredi 18 mars à Paris où elle s'est installée après son départ de Tunisie en 1962. L'historienne de la Tunisie, du Maghreb et de la Méditerranée, née à Saada, à Gabès le 16 septembre 1925, a fait ses études au lycée Armand Fallières (actuel Lycée de la Rue de Russie). →

Elle a milité dès son jeune âge au sein du parti communiste tunisien et s'est engagée dans la lutte antifasciste et contre l'occupation allemande de la Tunisie (novembre 1942-mai 1943). C'est dans cette lutte qu'elle a rencontré son camarade et futur mari Aldo Bessis (1918-1969). Aldo, le responsable communiste, le militant syndicaliste de l'USTT aux côtés de Hassen Saadaoui et ensuite le grand expert de la FAO dans plusieurs pays africains, n'est autre que le fils du bâtonnier Albert Bessis qui fut ministre au second gouvernement Ben Ammar en 1955-1956, ensuite député à l'Assemblée constituante (de 1956 à 1959) et à l'Assemblée nationale (de 1959 à 1969). Juliette Bessis a consacré sa vie à transmettre sa passion pour l'histoire, tout d'abord à plusieurs générations d'élèves tunisiens dans divers lycées de Tunis et surtout au lycée Khaznadar jusqu'en 1962. En Italie et ensuite en France, à côté de l'enseignement de l'histoire, notamment à l'université de Vincennes, elle mena, dans le cadre de sa thèse, des recherches sur la politique fasciste en Méditerranée suivant, à la faveur de ces investigations et de ses analyses, l'ambition de Mussolini de marcher sur les pas de Rome et de reconstituer l'Empire.

Cependant, tout en poursuivant sa quête d'informations sur l'ensemble de la politique fasciste en Méditerranée, elle s'intéressa aux traces de la politique mussolinienne en Tunisie, son pays natal. Passant plusieurs années dans les Archives italiennes, elle est arrivée à collecter des informations inédites sur les traces du passage des chefs

destouriens par Rome en mars-avril 1943. Sa thèse, qui a donné lieu à la publication, chez Karthala en 1981, d'un ouvrage intitulé *La Méditerranée fasciste*. Cet ouvrage constitue une belle contribution à l'histoire de la Tunisie durant l'entre-deux-guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale.

Son second livre publié en 1986, sous le titre *Les fondateurs*, est un bel exemple de sa vision pluraliste de l'histoire de la Tunisie. Dans cet ouvrage, elle a établi une liste composée de 500 noms de cadres syndicaux ayant milité dans les différents syndicats de la Tunisie coloniale de 1920 à 1956. Sans aucune exclusive, elle a tenté de faire un index biographique pour environ 500 cadres : musulmans, juifs chrétiens, communistes, socialistes et destouriens. Elle a donné une vision plurielle de l'apport social à la lutte de libération nationale et dressé un aperçu très proche des réalités historiques du syndicalisme tunisien.

Son troisième livre est consacré à la Traversée du XX^{ème} siècle par le Maghreb. Publié en 2000, il s'est donné pour objectif de faire une synthèse des évolutions connues par les différents pays du Maghreb durant la lutte anticoloniale et de tenter d'établir un bilan des différentes politiques poursuivies durant la période de construction nationale dans ces différents pays depuis leur indépendance.

Ces ouvrages relatifs à l'histoire de son pays natal, à celle du Maghreb et de la Méditerranée resteront des ouvrages de référence pour les chercheurs. Dans →

→ son dernier livre, *Le Maghreb, questions d'Histoire*, publié en 2003, l'auteur a discuté des choix idéologiques et politiques d'une fraction des courants nationalistes ou des minorités méditerranéennes installées au Maghreb, du mouvement ouvrier, de la crise majeure de l'indépendance tunisienne, des relations internationales et singulièrement celles nouées avec le Maghreb par les Etats-Unis pendant la guerre et l'après-guerre.

Dans l'ensemble de son œuvre, elle a regardé l'histoire de la Tunisie et de l'ensemble du Maghreb sous l'angle de la critique, de la comparaison et de la mise en perspective des aléas du contexte international de l'époque. La lecture des livres de Juliette Bessis nous fait découvrir une historienne qui refuse la facilité, une passionnée de la critique du passé. Elle nous révèle aussi un parcours marqué par la recherche de la clarté dans ses rapports avec son entourage professionnel.

Ce souci de transparence a été à l'origine de relations parfois difficiles avec ce cercle. A travers ses livres et son regard renouvelé du passé, refusant les idées reçues, à travers ses prises de position dans les discussions et les polémiques, Juliette Bessis fut l'exemple de l'intellectuel qui refuse de se figer dans le confort du politiquement correct, acceptant de se remettre en cause et d'être dans un perpétuel questionnement par rapport aux faits historiques.

J'ai eu l'immense plaisir, à chaque fois que je suis passé la voir dans son appartement bien situé au Quartier Latin, à engager avec elle des discussions, parfois dures, mais toujours sincères sur des questions polémiques. C'est pour cela que son silence obligé va nous manquer. Mais les livres qu'elle nous a laissés seront heureusement d'un grand secours pour apaiser notre chagrin et répondre à nos interrogations inquiètes.

En ces moments de douleur, j'adresse mes sincères condoléances à ses deux filles :



mes amies Sophie et Sandra, les assure de toute ma sympathie et partage avec elles leurs souffrances. Avec le départ de Juliette Bessis disparaît une Tunisienne valeureuse, une combattante pour la libération de son pays natal et pour son indépendance, une intellectuelle qui n'a cessé d'apporter un regard critique sur l'

histoire de ce pays, clin d'œil que nous percevons comme le meilleur signe de fidélité aux origines et d'espoir pour un avenir meilleur pour sa Tunisie. Paix à son âme !.■

H.K.
Historien, Doyen
de la faculté des Lettres
de Manouba

102.5 Mhz
Sousse
Hammamet
Nabeul Sud
Zaghouan

104.4 Mhz
Kairouan
Sidi Bouzid
Kasserine
Seliana

89.4 Mhz
Monastir

91.6 Mhz
Mahdia
Sfax

Fawhara

تابهوا "بوليتيكا"
على الجوهرة FM
من الإثنين إلى الجمعة من 12:00 إلى 14:00
www.Jawharafm.net



VOITURE
DE L'ANNÉE



Peugeot 3008 L'art de célébrer une Diva

Féérique ! A nouvelle légende annoncée —la PEUGEOT 3008— lancement exceptionnel en Tunisie. Sarra Kechine Zouari, présidente de Stafim Peugeot, Abderrahim Zouari, vice-président, et Fayssal Jouini, nouveau directeur de la Zone Maghreb chez PSA, ont créé l'évènement. Plus de 2 000 invités parmi le Tout-Tunis, mais aussi de toutes les régions, étaient conviés à un lieu jusque-là jamais utilisé en événementiel : les docks du Port de La Goulette. Sur les quais des croisières, le plus grand hangar a été transformé en gigantesque espace festif. Une grande salle de spectacles, des plus modernes et conviviales, est ainsi née. Le talent des décorateurs ont en effet aménagé, avec des ambiances variées, différents espaces : lounge, podium, arène centrale, avec des gradins des deux côtés. Scénographes, chorégraphes, éclairagistes et autres ingénieurs de son ont mis tout leur art à la hauteur de la nouvelle diva 3008. Un show total.

Abderrahim Zouari était ravi de célébrer le lancement de la 3008, en grande

première dans les pays du Maghreb et sur l'ensemble du continent africain. Mais, encore plus, le développement soutenu de la Stafim Peugeot. Fidèle aux préceptes de feu Abdelhamid Khechine qui l'a reprise et lui a tracé de nouvelles perspectives, elle s'engage dans l'industrie automobile. Une grande unité est actuellement en cours d'implantation non loin de la capitale et devra monter sur ses chaînes une version revisitée de la mythique 404. Le premier pick-up sortira d'usine début 2018, affirme-t-il, sous les applaudissements des nostalgiques. Mais la star, ce soir, c'est la 3008 qui a tout d'une grande, très grande, dans le segment C des SUV.

«C'est une catégorie de véhicules en pleine expansion dans toutes les régions du monde», dira Fayssal Jouini. Ce Tunisien hissé au Top Management de PSA et promu directeur pour les pays du Maghreb est fier et heureux. Fier de voir son pays natal accueillir ce lancement continental et heureux de voir le partenariat avec la Stafim se renforcer et s'élargir. «La 3008, souligne-

t-il, vient à la rencontre d'une clientèle exigeante en quête de différenciation et d'expériences nouvelles, avec des atouts très forts. Que ce soit par son spectaculaire PEUGEOT i-Cockpit® de dernière génération, son design remarquablement inspiré, son rendement d'architecture optimisé ou par ses équipements high-tech, le nouveau SUV PEUGEOT 3008 a pour ambition de s'imposer d'emblée comme un acteur majeur. Il inaugure chez PEUGEOT une nouvelle gamme de SUV dont il sera l'emblème mondial. Le nouveau SUV PEUGEOT 3008 sera la vedette du stand PEUGEOT au prochain Mondial de Paris où il se présentera enfin à son public avant son lancement mondial.»

Très discrète comme à l'accoutumée, Sarra Kechine Zouari se tient loin des feux de la rampe, accueillant les invités, s'assurant qu'ils sont tous bien installés et bien servis. Elle aura réussi à hisser l'évènementiel en Tunisie à un niveau bien élevé. Le spectacle est fascinant. Telle une superstar très attendue, la 3008 finit par être révélée. Coup de foudre. ■

Hyundai L'essentiel, c'est aussi le SAV

Hafedh Zouari, visionnaire, a vu grand. Convaincu que l'essentiel n'est pas seulement de vendre des camions et bus de la marque Hyundai, aussi performants qu'ils soient, il ouvre un centre pilote de formation et de service après-vente (SAV). Sous la bannière de la SOTUDIS, il s'étend sur 6 ha, dont 13 000m² couverts, à Rmila (entrée de Sousse), emploie 140 personnes et aura nécessité pas moins de 20 millions de dinars d'investissements.

Le centre comprend divers ateliers (soudure, pneumatique, diagnostic, peinture, mécaniques, etc.), deux fosses, un banc d'essai de freinage, une station de lavage, outre des locaux administratifs, un magasin de pièces de rechange et une aire de repos pour les chauffeurs. Ces nouvelles structures permettent d'accueillir une vingtaine de véhicules (camions ou bus) par jour. ■



A-t-on pensé au jour d'après?

Billet

“ On achève bien les gouvernements en Tunisie. Les révolutions ont la particularité d'être des mangeuses d'hommes. Sans déroger à la règle, la nôtre s'est révélée être également grosse consommatrice de gouvernements (7 ou 8 en six ans), soit autant qu'en 55 ans sous Bourguiba et Ben Ali. Avec la nomination de Youssef Chahed, 41 ans, à la tête du nouveau gouvernement, on avait pensé que ce gouvernement d'union nationale allait tenir jusqu'aux élections de 2019. Bien accueilli par l'opinion publique qui y voyait une occasion de renouveler le personnel politique, ce saut générationnel sera pourtant perçu comme une usurpation de droits qui leur reviennent par les vieux chevaux de retour.

Résultat : sept mois à peine après sa formation, l'actuel cabinet, pris sous le feu croisé de ses adversaires, de la classe politique et des syndicats faiseurs et défaiseurs de rois, risque de connaître le même sort que ses devanciers. Son état de grâce n'aurait duré que le temps pour ses adversaires de recharger leurs accus. Feutrée au début, la fronde contre ce gouvernement est allée crescendo. Il y eut d'abord les intoxications en série dans les écoles et les facultés, les rumeurs d'attentats, les enregistrements fuités de conversations ou de débats à Nidaa Tounès.

La théorie du complot me répugne parce qu'elle relève de la paresse intellectuelle en nous dispensant d'aller au fond des choses. Et pourtant, il existe des coïncidences troublantes qui nous interpellent. Comment ne pas penser à une entreprise occulte de déstabilisation ? Cependant, toutes ces affaires peuvent être assimilées à de simples brouilles comparées aux relations exécrables entre le gouvernement et les syndicats qui nous rappellent des souvenirs douloureux comme le 26 janvier 1978, ou même la répression des grèves des mineurs anglais de 1984-1985 qui a remis durablement à leur place les syndicats dans le paysage social et politique britannique. Retour sur un conflit qui peut avoir des conséquences incalculables sur l'avenir de notre pays.

Cela a commencé par un différend entre les syndicats des enseignants et le ministre de l'Education sur la réforme de l'enseignement. Sur ces entrefaites est venue se greffer l'affaire du limogeage du ministre de la Fonction

publique et de la Bonne gouvernance, Abid Briki, ancien cadre de l'Uggt, et son remplacement par un cadre de l'Utica, Khalil Ghariani. Dire que la centrale syndicale n'a pas apprécié serait un euphémisme. Il a fallu l'intervention du président de la République pour calmer les esprits. Restait le différend quasi endémique entre les enseignants et Naji Jalloul. Une suspension ouverte des cours devait avoir lieu le 27 mars pour obtenir le départ du ministre. Pour la première fois, la centrale syndicale s'y était opposée, courant le risque d'entrer en conflit avec sa base. Un compromis fut finalement trouvé : les enseignants reportent —avec l'appui de la centrale— la suspension des cours au 15 avril, à charge d'ici là pour le chef du gouvernement de se séparer de son bouillant ministre. L'Uggt en profite pour réclamer le gel de la loi sur le partenariat public/privé, le rejet de toute privatisation des banques publiques ainsi que l'annulation de toutes les commandes d'acquisition d'équipements médicaux lourds faites par le ministère de la Santé.

En somme, c'est une capitulation sans conditions que la centrale syndicale réclame du gouvernement où la volonté d'humilier est patente. On achève bien les gouvernements, sauf que cette fois-ci, c'est sur les institutions légitimes, sur l'Etat, sur la patrie qu'on s'acharne. Comme si la menace de Daech n'était pas suffisante, voilà que les épigones des anarcho-sindicalistes du siècle dernier, encouragés par l'indifférence de la population et le silence complice d'une classe politique tout absorbée par ses jeux politiques, prétendent régenter le pays au nom des services rendus à la cause nationale. Faute de garde-fous, ce serait probablement, en toute jeunesse et en toute beauté, le début d'une tyrannie plus insidieuse que la précédente, parce que se parant des oripeaux de la justice sociale et de l'égalitarisme.

Il est aussi possible que dans cette confrontation inégale entre le pot de terre et le pot de fer, entre un gouvernement soutenu par quelques partis, comme la corde soutient le pendu, et «la principale force du pays», comme le proclament très modestement les ugétistes dans leurs manifestations, Chahed finisse, de guerre lasse, par jeter l'éponge. A-t-on pensé du côté de la place Mhamed-Ali au jour d'après ?

H.B.

• Par Hédi Béhi

